

GATT : sursis pour la France

EN redonnant à la France, éconcluse entre la pression de ses agriculteurs et son souci d'éviter un affrontement avec ses partenaires de la CEE, une certaine marge de manœuvre par rapport aux négociations du GATT, M. Roland Dumas, lundi 7 décembre à Bruxelles, a démontré, une fois de plus, son habileté. La France, avec l'appui de la majorité des autres États membres, va pouvoir manœuvrer sur deux terrains. Les ministres de l'agriculture vont continuer à débattre de la compatibilité avec la réforme de la PAC de l'accord conclu fin novembre par la Commission européenne avec les États-Unis.

La « ligne rouge » de la réforme est sans doute parfois franchie, comme le déplorent les Français, appuyés en cela par une majorité de partenaires. Mais le débat pourra permettre à la Commission de démontrer que les dégâts sont limités, qu'ils peuvent être compensés et, surtout, que des garanties peuvent être imaginées pour mettre les agriculteurs à l'abri d'une évolution défavorable du marché.

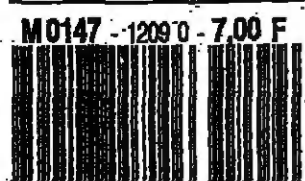
D'ailleurs, il ne s'agit pas tant de rouvrir la négociation agricole transatlantique, ce que nos partenaires, et notamment l'Allemagne, ne souhaitent pas, mais plutôt de rassurer les paysans. M. Dumas a obtenu non sans mal que, pendant cet exercice d'équilibre, l'accord agricole ne soit pas présenté aux autres parties du GATT à Genève, comme s'il était évident qu'au bout du compte il serait confirmé. La présidence britannique, qui se laisse volontiers aller à raisonner en termes de « défaite de la France », ainsi que les deux commissaires porte-parole de la CEE dans l'Uruguay Round ont tenté de s'opposer à ce geste minimum de solidarité. Sans succès.

L'autre condition posée par la France pour donner son aval à un accord global qui conclurait à la fois un accord de négociations et préviendrait le monde contre une guerre commerciale, accompagnée, sans doute, d'une grave récession, est d'obtenir des résultats équilibrés sur les dossiers non agricoles, telles la libération des échanges de services ou la défense de la propriété intellectuelle.

Le mémorandum remis à nos partenaires analyse l'état de la négociation, qui n'est pas satisfaisant, et indique la direction qu'il faudrait prendre. Mais il arrive bien tard : depuis plus d'un an, on se dit convaincu, à Paris, que les États-Unis, en raison de la campagne électorale, ne pourraient pas conclure l'Uruguay Round. On paye maintenant cette erreur de jugement. Les résultats de la négociation peuvent être améliorés, peut-être même de façon substantielle, mais pas radicalement changés.

Cela est vrai, en particulier, des questions les plus fondamentales : on semble s'interroger à Paris sur l'opportunité d'accroître les pouvoirs d'arbitrage du GATT, une institution considérée, à juste titre, compte tenu de l'expérience, avec méfiance. Un tel débat ne s'organise pas en quelques semaines. Qu'il s'agisse de l'organisation de l'Europe ou de celle du commerce international, le temps n'est plus aux réformes radicales.

Lire page 25 l'article de PHILIPPE LEMAITRE



Après la destruction de la mosquée d'Ayodhya

Emeutes anti-indiennes dans le monde musulman

Des émeutes anti-indiennes se poursuivaient, lundi 7 décembre, dans plusieurs pays musulmans, notamment au Pakistan et au Bangladesh, après la destruction de la mosquée d'Ayodhya, en Inde, par une foule hindouiste. Des gouvernements islamiques ont condamné cet acte d'intolérance. Cependant, le premier ministre indien, M. Rao, qui tente de reprendre l'initiative politique, envisage d'interdire les organisations religieuses extrémistes du pays.

« La fin du rêve laïque »

NEW-DELHI

de notre correspondant

De sanglants affrontements entre forces de police et musulmans manifestant contre la destruction, la veille, de la mosquée d'Ayodhya (Uttar-Pradesh) ont eu lieu, lundi 7 décembre, dans une douzaine des vingt-cinq États de l'Inde. Près de deux cent cinquante personnes ont été tuées. C'est le Maharashtra, dont la capitale est Bombay, qui a été le plus affecté par la violence intercommunautaire : on parle de soixante-huit morts. Des heurts entre hindous et musulmans se sont également produits en Uttar Pradesh, dans la vieille ville de Delhi, au Rajasthan et dans plusieurs villes du sud du pays. Ici et là, des

temples ont été attaqués par des musulmans, et des mosquées par des hindous.

Selon la presse indienne, toutes les maisons occupées par des musulmans dans la petite cité d'Ayodhya ont été brûlées. La police et les paramilitaires ont souvent ouvert le feu sur les manifestants et émeutiers, ce qui explique le nombre élevé de victimes.

BRUNO PHILIP
Lire la suite page 5

POINT

Les guerres de l'Inde

Page 4

Mission impossible

Les présidents ont trop à présider...

par André Fontaine

Certains noms renforcent une vocation. Le général aurait-il été de Gaulle s'il n'était appelé Dupont ou Martin, ou, à plus forte raison, comme un ancien chef des armées, Revers ? N'est-il pas assez extraordinaire de songer que l'homme qui s'est juré de rendre à l'Amérique confiance en elle-même est né à Hope, le mot anglais pour espoir ?

De l'espoir, il en faut une bonne dose à notre époque, pour poser sa candidature, où que ce soit, à la magistrature suprême. La campagne électorale est à elle seule une redoutable épreuve : elle exige d'avoir l'esprit vif, la voix assurée et les nerfs singulièrement solides pour passer sans arrêt des podiums aux studios de TV, encaisser les coups bas et les injures, répondre ce qu'il faut au moment qu'il faut, éviter les pièges où le camp adverse cherche à chaque instant à vous faire tomber.

Ces récits ne sont rien à côté de ceux qui attendent le vainqueur. Surtout lorsque, comme c'est le cas pour Clinton, il hérite d'un endettement et d'un déficit budgétaire énormes, limitant singulièrement sa capacité de tenir ses promesses de relance de l'économie et d'extension de la protection sociale, tout en s'obligeant à dire rapidement sur qui il compte pour les financer.

Lire la suite page 13

La mise en œuvre de l'opération internationale

Avant-garde franco-américaine à Mogadiscio

L'opération « Rendre l'espoir » devait commencer mercredi 9 décembre à l'aube avec le débarquement à Mogadiscio de l'avant-garde américaine - 1 800 marines regroupés au large de la capitale somalienne, - suivi de celui des troupes françaises. Celles-ci doivent être déployées dans l'ouest du pays, dans la région de Baldoa, où de violents combats ont eu lieu dimanche et lundi. La situation restait calme, mardi, à Mogadiscio, où était arrivé, la veille, un émissaire du président Bush.

« Les temps changent »

MOGADISCIO

de notre envoyé spécial

Dans l'air poisseux de l'aube, les miliciens du clan Hawadié, en poste devant la grille d'entrée de l'aéroport de Mogadiscio, achèvent leur tour de veille, peut-être leur dernier avant l'arrivée des Marines. « C'est une question d'arrangement », dit Mahmoud Gagal, un des responsables de la sécurité. Nous sommes prêts à collaborer avec eux s'ils le veulent. En clair : « Nous souhaitons garder le contrôle des lieux ».

Dans l'enceinte de l'aéroport, les soldats pakistais cotoient les journalistes qui scrutent vainement l'horizon où se découpe, solitaire, la silhouette d'un croiseur : « Il faudra revenir demain

à la même heure ! » Une équipe de la chaîne américaine CBS a campé, au bord du tarmac, antenne-satellite déployée et caméras prêtes à l'action.

Impressionné par cette débauche de technologie, un broussard de Belot-Huen attend, lui aussi, le débarquement mais refuse d'envisager qu'il pourrait en perdre son fusil. Hassan Galal, lui, est méconnaissable, ce mardi matin, dans son costume-cravate. On le sent impatient de servir d'interprète aux officiers américains. « Les temps changent », dit-il.

JEAN HÉLÈNE
Lire la suite page 3

et nos informations pages 3 et 32

Un rapport du gouvernement américain

Washington dénonce les crimes en Bosnie



Lire nos informations page 6

Mérieux dans la tourmente

L'Institut a exporté des produits sanguins non chauffés jusqu'au début de 1986

LYON

de notre bureau régional

L'Institut Mérieux a exporté, en 1985, des produits antihépatitiques non chauffés et non testés pour le virus du sida. Révélé dans nos colonnes (le Monde daté 10-2 novembre), cette information a provoqué l'ouverture d'une enquête interne à l'entreprise sur « la préparation, la distribution et l'utilisation thérapeutique du facteur VIII pendant l'année 1985 ». Des conclusions publiées, le 7 décembre, il ressort que les dernières livraisons ont été effectuées le 11 décembre 1985, à l'exception d'un lot de 403 flacons distribué en Irak le 12 février 1986. Pour l'insti-

tut, « aucun élément ne permet d'affirmer une éventuelle contamination du facteur VIII commercialisé par Mérieux ». Ces efforts de transparence seront-ils suffisants pour restaurer l'image et la crédibilité du laboratoire ? Je ne sais pas, messieurs les Sénateurs, en âme et conscience, ce que j'aurais fait ou n'aurais pas fait si j'avais travaillé sur les facteurs anti-hépatitiques. Telle qu'elle ressort du procès-verbal de son audition, le 21 avril 1992, devant la commission d'enquête parlementaire sur le système transfusionnel français, cette déclaration de M. Alain Mérieux paraît accablante.

GÉRARD BUÉTAS
et MICHEL DELBERGHE

Lire la suite page 18



DÉBATS

Elections prud'homales

A bon défenseur, salut !

par Louis Vianet

POURQUOI en parle-t-on si peu ? Une élection qui concerne 14 millions de salariés et qui doit désigner des hommes et des femmes ayant la responsabilité de juger au regard de la loi, ce n'est quand même pas rien. De plus, les conseils de prud'hommes ont un caractère original dans les relations du travail en France. Ils sont, en fait, uniques en leur genre en Europe. Tout cela mériterait déjà une grande attention. Mais ce qui nous intéresse le plus, en tant qu'organisation syndicale, tient à leur rôle et à leur utilité. Le point d'appui que l'institution prud'homale représente pour le salarié, en tant qu'individu confronté à un litige avec son patron, est considérable.

Un conseil de prud'hommes dans lequel siègent des hommes et des femmes connaissant par leur propre expérience les conditions du travail dans l'entreprise et les comportements des employeurs, et obligé d'en tenir compte dans sa réflexion d'arbitrage, ce n'est pas rien. Une juridiction tenue non seulement au respect de la lettre des textes mais conçue pour prendre en compte leur esprit, c'est important.

En réalité, cet instrument est à ce point efficace dans le respect du droit et les pratiques patronales en sont si souvent éloignées que l'on ne connaît pas ou peu l'existence d'une institution qui permet, pénalités financières à l'appui, d'imposer le droit aux employeurs ? Cela ne suffit-il pas

à valoriser son rôle ? Depuis toujours, les salariés ont fait confiance à la CGT en la plaçant largement en tête des organisations représentatives. L'efficacité des conseils de prud'hommes en a bénéficié. Sans doute faut-il attribuer à cette efficacité les petites opérations induites par le ministère du travail pour refuser l'inscription des techniciens supérieurs dans le collège encadrement, contrairement à la situation antérieure.

Un bon bilan

Pour autant, la période qui s'ouvre élargit sensiblement le champ des responsabilités des conseils et des conseillers. En effet, l'actualité est faite aujourd'hui d'une suite incessante de remises en cause des droits existants, d'affaiblissements des garanties collectives, de développements tous azimuts de l'individualisation des situations. Précarité, flexibilité, mobilité sont non seulement de mise partout, mais affichées comme objectifs à généraliser en France et en Europe. C'est sans doute pour cela que le rôle des conseils de prud'hommes est un obstacle aux ambitions patronales.

Comment placer les salariés en situation malheureuse, corvéable quelle que soit leur catégorie avec l'existence d'une institution qui permet, pénalités financières à l'appui, d'imposer le droit aux employeurs ? Cela ne suffit-il pas

à valoriser son rôle ? Depuis toujours, les salariés ont fait confiance à la CGT en la plaçant largement en tête des organisations représentatives. L'efficacité des conseils de prud'hommes en a bénéficié. Sans doute faut-il attribuer à cette efficacité les petites opérations induites par le ministère du travail pour refuser l'inscription des techniciens supérieurs dans le collège encadrement, contrairement à la situation antérieure.

Peut-être caressons-nous l'espoir que le vote des seuls cadres dans ce collège pourrait conduire à l'affaiblissement de la représentation CGT, donc de la résistance aux abus des employeurs ?

Nous pensons que cela n'est pas plus souhaitable pour les cadres que pour les employés ou les ouvriers. Tous et toutes n'ont-ils pas intérêt à trouver dans les conseils de prud'hommes des hommes et des femmes appuyant leur fermeté dans les jugements sur un comportement tout autant offensif sur les lieux de travail ?

Les candidats et candidates présentés par les organisations CGT ont quand même un bon bilan qui saute bien de l'avenir. Voilà pourquoi c'est faire appel à la raison que d'inviter les salariés à donner du poids à leurs droits en prolongant par leur vote CGT la confiance qu'ils apportent au syndicalisme.

► Louis Vianet est secrétaire général de la CGT.

Une ardente obligation !

par Paul Marchelli

DANS notre pays se conjuguent actuellement 10 % de chômage (dont 34 % d'augmentation pour le seul personnel d'encadrement), 16 % au total de citoyens exclus du travail (chômeurs, préretraités, RMistes, etc.), moins de 2 % de croissance en perspective sur 1993, des prévisions d'investissement une fois de plus négatives (après - 9 % en 1990 et - 11 % en 1991), une inflation certes maîtrisée, mais qui prend de plus en plus l'allure d'une véritable déflation. Dans un tel pays, est-il raisonnable de s'interroger longuement sur la question de savoir s'il faut ou non aller voter le 9 décembre prochain pour les élections prud'homales ?

Quel est le salarié, de quelle région, de quelle entreprise, qui peut prétendre se désintéresser de son avenir, de celui de son pays, de sa région ou de son entreprise ? La situation économique et sociale du pays est telle que plus de 4 millions d'entre eux sont maintenant exclus du monde du travail. Et il n'y a aucune raison pour que cela s'améliore : le gouvernement campe dans son obstination à ne pas vouloir relancer l'économie et compte sur les autres pour faire son ouvrage.

La réponse du monde du travail doit venir le 9 décembre prochain, massivement, puissamment, pour dire « non » à la fatalité du chômage et à la récession économique.

Rien ne semblerait pire, en cette circonstance, qu'une démission des salariés, refusant ou négligeant leur devoir de citoyen social : l'abstentionnisme sera en réalité un encouragement à l'attentisme de ceux qui nous gouvernent.

L'élection des conseillers prud'hommes est donc importante à un double titre. Préventif, pour réclamer une autre politique économique et sociale. Curatif, pour mettre en place des juges prud'hommes dont la compétence et l'engagement devront se mobiliser chaque jour pour pallier les conséquences sociales de l'inertie gouvernementale et de la pleuretrie patronale.

Compétence et responsabilité

La CFE-CGC sera présente le 9 décembre pour conduire ce combat. Nous n'avons pas mobilisé des tonnes de papier, nous n'avons pas investi des millions de francs dans des panneaux publicitaires. Nous sommes restés dans une campagne à échelle humaine. Une campagne de conviction, pas de millions. Une campagne qui a conduit au contact des salariés, partout à Paris et en province, pour expliquer, démontrer, convaincre.

Compétence et responsabilité sont nos deux maîtres mots. Cela n'étonnera personne : ne sont-ils pas la radiation des experts et directeurs de ce qu'est l'encadrement

de ce pays, tous les jours, dans l'entreprise ?

Nous avons totalement décentralisé cette campagne électorale : dans chaque région de France, la CFE-CGC exprime les problèmes, mais aussi les réalisations, les succès, de la région. Nous refusons le monolithisme de la pensée et de l'action : parce que la justice prud'homale est une justice de proximité, nous faisons une campagne de proximité. Ainsi la CFE-CGC ne conduit-elle pas une campagne prud'homale, mais vingt-deux campagnes régionales différentes.

Près de 14 millions de salariés appelés à participer au scrutin et à prendre ainsi la responsabilité qui est la leur ; plusieurs milliers d'hommes et de femmes prêts, sous la bannière CGC, après le 9 décembre, à assumer totalement la responsabilité qui leur aura été confiée : tous les éléments sont en place pour que le rendez-vous du 9 décembre 1992 ne soit pas manqué.

Tout est en place aussi pour que tous les salariés, en votant pour les listes CFE-CGC, se servent de ces élections pour dire au gouvernement : Ça suffit comme ça ! Assez de chômage ! Nous voulons une autre politique économique qui garantisse nos emplois.

► Paul Marchelli est président de la CFE-CGC.

Le sens d'un vote

par Nicole Notat

LE 9 décembre, les salariés vont élire leurs conseillers syndicaux pour assurer leur défense devant les juridictions prud'homales. Élection importante puisque ce sont 150 000 affaires par an que les prud'hommes ont à traiter. Pouvoir faire appel à cette juridiction et y être défendu reste pour chacun(e) un filet de sécurité appréciable, souvent l'ultime recours en cas de litige avec son employeur, en particulier dans beaucoup de petites et moyennes entreprises.

S'agit-il pour autant uniquement de désigner des défenseurs formés, compétents, disponibles auxquels on pourra s'adresser en cas de besoin, puis de voter à ses occupations jusqu'à la prochaine élection ? Or, bien autre chose est en jeu dans cette désignation et fait que ce scrutin a une importance particulière dans le contexte actuel.

L'action judiciaire n'est pas qu'une facette de la défense syndicale. Au fond, plus le syndicalisme est fort, moins on a besoin des prud'hommes. C'est bel et bien le déficit de représentation collective dans notre pays qui aboutit à la progression du nombre de recours devant les tribunaux et qui explique que 80 % des contentieux prud'homals concernent les petites entreprises, c'est-à-dire là où la représentation

collective fait défaut. Par leur vote, les salariés feront aussi un choix entre des organisations syndicales.

S'il ne s'agissait d'arbitrer qu'une affaire de concurrence entre des syndicats différents, cela ne mériterait même pas la peine que l'on s'y arrête. À travers le choix du syndicalisme que nous avons l'ambition de bâtir, nous invitons les salariés, sans lesquels nous ne pouvons rien, à participer à la construction d'un autre type de relations sociales que celui que nous connaissons aujourd'hui et qui se délite sous nos yeux.

Suffit-il de renvoyer à la crise économique pour expliquer les difficultés de la situation sociale ? Y a-t-il un fatalisme qui condamnerait les salariés, en particulier les plus démunis, au chômage, à la précarité ? Pourquoi ne sommes-nous pas capables d'imposer les compromis permettant de partager les gains de productivité et d'en affecter la partie nécessaire à la création d'emplois alors que les besoins sociaux sont criants ?

Pouvons-nous accepter le développement d'une économie dualisée où l'inégalité de la présence syndicale dans les entreprises et les branches contribue, à notre corps défendant, au creusement des inégalités sociales ? Pourquoi lorsque les pouvoirs publics prennent des mesures

positives, celles-ci n'ont-elles pas plus d'impact ?

On nous dit que notre économie est « assainie » et en voie de modernisation. Les salariés ont beaucoup donné pour ce résultat, en ont-ils eu le juste retour ? Nous refusons d'avoir à choisir entre la performance économique et l'injustice sociale, mais nous ne pensons pas davantage que les réponses à ces questions se trouvent dans un syndicalisme qui s'accroche à une vision dépassée de la lutte des classes ou à une action uniquement corporatiste.

Pour la CFDT, la tâche urgente est de rénover nos relations sociales et de reconstruire un système de relations professionnelles cohérent : faire en sorte que tous les salariés, quelle que soit leur taille, leur activité professionnelle, la taille de l'entreprise qui les emploie, aient une représentation collective, seul contre-poids face à la logique patronale, pour défendre leurs intérêts dans un système de négociation collective qui permette de conjuguer efficacité et équité. Faire le choix de la CFDT le 9 décembre, c'est se prononcer pour la modernisation des relations sociales par une action syndicale dynamique.

► Nicole Notat est secrétaire général de la CFDT.

Efficacité, indépendance, solidarité

par Marc Blondel

APPELÉS le 9 décembre à renouveler leurs conseillers prud'hommes, les salariés non fonctionnaires, actifs et chômeurs, doivent prendre conscience que leur vote est important. Non seulement parce que le droit de vote est un droit essentiel en démocratie et qu'il faut l'exercer. Mais aussi parce qu'un taux de participation important renforce l'institution prud'homale. Plus il y a de votants, plus la portée des prud'hommes sera grande, plus ils auront un effet dissuasif, préventif auprès des employeurs.

Juridiction originale à composition paritaire (salariés-employeurs), les prud'hommes ont pour fonction de juger les litiges et contentieux pouvant survenir entre un salarié et un employeur en cas de non-respect de la convention collective et/ou du code du travail. Même si un employeur a la possibilité de saisir lui-même le conseil des prud'hommes, il est clair que ce n'est pas fréquent... et pour cause ! 98 % des cas sont soumis par les salariés à l'encontre de leurs employeurs pour différents types d'abus ou de discriminations dont ils s'estiment victimes, que ce soit en termes de salaire, d'emploi, de classification, etc. Annuellement, ce sont plus de

150 000 dossiers qui sont présentés, dont 23 000 concernant plus spécifiquement les cadres, population salariée qui tend de plus en plus à devenir une population à risques. Il suffit pour s'en convaincre de recenser les licenciements abusifs pour le motif ambigu de « perte de confiance ».

D'aucuns estiment que ces conseils de prud'hommes sont engorgés et plaident aussi « l'incapacité » pour leur réforme. Même s'ils ne bénéficient pas des « moyens matériels et humains nécessaires », ce qui n'est malheureusement pas une originalité pour la justice dans ce pays, il n'en reste pas moins qu'en moyenne les délais raccourcissent régulièrement (neuf mois actuellement), et qu'ils pourraient diminuer plus rapidement si nombre d'employeurs, pour bénéficier d'un retard d'application des jugements, ne faisaient appel, de manière dilatoire, pour se désister au dernier moment.

En se prononçant sur le respect individuel de dispositions collectives, la juridiction prud'homale se situe à l'intersection de l'individuel et du collectif. Ce faisant, elle est au cœur d'un des problèmes centraux actuels de la société, à savoir la cohésion du tissu social malmené par l'austérité économique, la vague néolibérale, le chômage et les exclusions, autant de

facteurs qui fragilisent la démocratie. Juger en toute indépendance, sans esprit partisan, telle est notre conception du rôle des conseillers prud'hommes.

L'union d'appui sur leur compétence, leur connaissance précise des textes conventionnels, leur formation, assurée par l'organisation syndicale, leur action générale de la confédération pour promouvoir la revendication et la négociation, une amélioration des droits collectifs, indispensable pour garantir les droits individuels. C'est, par exemple, le cas quand nous demandons au ministère du travail un projet de loi assurant le respect de la vie privée des salariés, que ce soit au moment de l'embauche ou lors des évaluations professionnelles, ce qui suscite de fortes réticences patronales.

C'est ainsi que, pour Force ouvrière, l'action prud'homale s'inscrit dans l'efficacité, l'indépendance et la solidarité afin que, quoi qu'il arrive, les salariés ne soient jamais seuls.

► Marc Blondel est secrétaire général de la Confédération générale du travail-Force ouvrière.

En son âme et conscience « la vie à défendre »

par Alain Deleu

CE serait une erreur de croire que les élections prud'homales ne sont qu'un test d'audience. Il s'agit d'abord d'élire des juges. Non pas des partisans qui s'affrontent, mais des conseillers qui jugent en droit et en conscience, d'une certaine manière, « en leur âme et conscience », selon la formule employée pour les jurés d'assises. L'âme et la conscience : deux mots rarement scandés sous les banderoles !

C'est sans doute en ce domaine que se fonde la solide réputation de la CFTC en matière prud'homale : sa reconnaissance du caractère sacré de la dignité de chaque personne et sa volonté d'en appeler toujours à la conscience de l'autre.

La CFTC se présente devant les électeurs avec un bilan positif pour la défense individuelle des salariés. Elle a joué un rôle actif dans l'amélioration du droit du licenciement (généralisation de l'entretien préalable et droit dans tous les cas à un conseiller pour le salarié pendant cet entretien, énonciation écrite obligatoire des motifs, bénéfice du doute devant les prud'hommes, etc.). Ces améliorations sont largement dues à l'insistance de la CFTC, en particulier le « conseiller du salarié » qui marque une petite révolution dans le droit du travail.

Mais les élections prud'homales sont aussi l'occasion pour les salariés et les demandeurs d'emploi de dire le syndicalisme qu'ils veulent pour l'avenir. Les commentaires ne manquent pas sur la crise du syndicalisme français, qui est avant tout la crise du syndicalisme s'inspirant encore de la lutte des classes. Cette situation est d'autant plus dommageable que la crise sociale est, comme chacun sait, extrêmement inquiétante.

Un nombre croissant de responsables prennent conscience du non-sens d'une croissance économique qui se construit aujourd'hui sur l'exclusion de millions de personnes. En cherchant des solutions comme le traitement social du chômage, le partage du travail, on ne fait que tourner autour de la question centrale, celle de la finalité des choix économiques.

L'interdépendance mondiale complexe considérablement cette question mais elle n'en change pas la nature. C'est précisément pour y répondre que la construction d'une solidarité européenne économique et sociale est urgente.

Voilà évidemment une question qui se pose en premier lieu aux responsables politiques. On parle d'ailleurs beaucoup d'alternance politique. Ce ne sera pas mon propos. Non seulement la CFTC se déclare

indépendante du politique, ce qui n'est guère original, mais elle l'est réellement.

Par contre, nous souhaitons qu'à l'occasion des élections prud'homales le débat se porte sur l'alternance syndicale. Pour le syndicalisme français aussi, le mur de Berlin est tombé et plus rien ne sera comme avant. Les turbulences internes actuelles chez certains confirment qu'une page se tourne.

La seule logique du rapport de forces ne permet pas de répondre aux défis. Il faut y substituer la recherche négociée du bien commun. Pour cela, il est temps de donner la priorité à un autre syndicalisme : celui du dialogue, de la participation, de la responsabilité, mais aussi de la solidarité avec les plus pauvres, de la défense des libertés familiales, scolaires.

La CFTC veut porter cette ambition, qu'elle formule par une nouvelle signature : « La vie à défendre ». Pour chacun de nous, en effet, travailler c'est aussi protéger ceux que nous aimons. Les salariés ont l'occasion de choisir le 9 décembre. A eux de juger.

► Alain Deleu est secrétaire général de la CFTC.

Lire également page 36 l'article de Françoise Aïssac.

KURT R. EISSLER
FREUD
SUR LE FRONT
DES NÉVROSES
DE GUERRE

En 1920, Freud eut à témoigner en tant qu'expert devant la Commission d'enquête organisée à Vienne après la plainte du lieutenant Kauders pour déterminer s'il y avait eu forfaiture de la part de médecins militaires autrichiens, lors de la guerre 14-18, dans leur pratique du traitement par l'électricité de soldats désignés comme simulateurs. Les principaux moments de ces journées, leurs conclusions et les documents afférents sont ici pour la première fois accessibles au public français, ce qui représente un intérêt historique, éthique et scientifique considérables.

Collection "Histoire de la psychanalyse"
dirigée par Alain de Mijolla
320 pages - 246 F

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

سكس ان الشمل

ÉTRANGER

L'intervention internationale en Somalie

Les premières troupes américaines et françaises déployées dans le cadre de l'opération « Rendre l'espoir » doivent débarquer mercredi 9 décembre à l'aube à Mogadiscio. A Paris, le chef d'état-major des armées, l'amiral Jacques Lanxade, a affirmé mardi que les troupes françaises seront envoyées à l'ouest du pays, dans la région de Baidoa ou d'Hodder. Les 2 100 militaires français arriveront par avion et bateau à Mogadiscio, et se déploieront par vagues dans le pays « avant Noël », a-t-il précisé sur Europe 1. Avec la logistique, entre 3 000 et 4 000 soldats français seront impliqués dans l'opération.

L'Éthiopie et le Kenya ont fermé leurs frontières terrestres avec la Somalie pour tenter d'empêcher

les combattants somaliens de se réfugier sur leur territoire. A New-York, on a officiellement indiqué que l'ONU travaille « activement » à la préparation de la deuxième phase de son action en Somalie, qui consiste à superviser la reconstruction du tissu social et politique du pays, une fois que l'opération militaire aura permis la distribution de l'aide humanitaire.

Le porte-parole adjoint du Quai d'Orsay a indiqué lundi n'être « pas en mesure de commenter » les informations faisant état d'une initiative française de médiation entre les parties en conflit – rôle prêté à M. Bernard Kouchner, de retour de Mogadiscio. La France « ne perd pas de vue la recherche d'une solution politique », a néanmoins

déclaré le diplomate. M. Kouchner a déclaré que l'opération « Rendre l'espoir » était un tournant historique qui devait entraîner d'autres actions de ce type. « Agir en Somalie n'est qu'un début. On mourra aussi ailleurs : au Sud-Soudan, au Libéria, au Mozambique, en Angola, en Birmanie et en Bosnie », a-t-il dit.

Dans un entretien publié mardi par le quotidien Sud-Ouest, M. Jacques Chirac se déclare « favorable au droit d'ingérence humanitaire et à l'opération en cours » en Somalie, mais estime que « l'action humanitaire, pour respecter qu'elle soit, ne peut pas se substituer à une véritable action politique destinée à prévenir les conflits et à désamor-

cer les situations de crise ». « Notre diplomatie depuis longtemps apparaît bien faible », souligne M. Chirac.

M. Jean-Pierre Chevènement, député (PS) du Territoire-de-Belfort, qui avait quitté le gouvernement en janvier 1991 en raison de son désaccord sur la guerre du Golfe, a indiqué lundi sur France-Inter qu'il approuve l'opération « Rendre l'espoir », « notablement différente » de l'opération « Tempête du Désert ». « Il s'agit d'une opération d'assistance humanitaire militairement protégée », a-t-il dit, en précisant, toutefois, qu'il est « réservé sur sa présentation et, surtout, sur ses perspectives ». – (AFP, Reuters.)

Les interrogations des militaires

Nourrir à coups de canon ?

Faut-il tuer pour nourrir des affamés et accepter, du même coup, le risque de mourir pour venir en aide à autrui ? Cette question d'une intervention

de forces de paix n'est pas neuve, pour l'instant, par la conscience internationale comme une exigence allant de soi. Embarras et ethno-



politiques, en fait, conduisent à être des situations où l'option des armes – même celle qui consiste à escorter l'aide d'urgence – est loin d'être la solution miracle sur laquelle tous ont tendance à se reposer.

C'est vrai dans l'ex-Yougoslavie, au Cambodge et en Somalie, pour ne prendre que les cas principaux de pays où l'armée française est autant engagée, sinon plus, que la plupart de ses alliés. Quand les forces multinationales, qui lui ont apporté leur concours, devront quitter la zone, la population court le risque d'être aussi démunie qu'avant, sans l'espoir d'un apaisement politique.

D'où ces questionnements de plus en plus fréquents au sein de la collectivité militaire, en France, à propos d'un corps de la paix, multinationale et pluridisciplinaire, dont la tâche serait alors de remplacer du moins de relayer ce qu'il reste d'une administration locale, défilante ou désorganisée, dans un pays ravagé par la guerre. Ce corps de la paix ferait appel à des spécialistes de toutes origines – et pas seulement à des militaires – susceptibles de remettre en fonctionnement, par leurs conseils, un Etat et une économie en plein déclinement faute d'une cohésion nationale.

Un corps pluridisciplinaire de la paix

Ces missions, en se multipliant, en se diversifiant et en devenant de plus en plus dangereuses, n'ont pas pour effet de troubler les esprits de militaires peu ou mal formés à de telles actions, voire qui ont été étonnés. On n'est pas impunément appelé à jouer les pompiers voire les policiers internationaux sans se demander – parce qu'on peut y laisser la vie – si ces opérations d'ingérence dans les affaires intérieures d'un pays ont un sens.

Ces réflexions expliquent la réserve de nombreux militaires. Surtout lorsqu'il est, chaque jour, plus aisé que pyromanes ou pillards se livrent à leurs exactions quotidiennes dans bien d'autres régions du monde qui ne sont pas sous les feux de l'actualité et où l'intervention

de forces de paix n'est pas neuve, pour l'instant, par la conscience internationale comme une exigence allant de soi. Embarras et ethno-

politiques, en fait, conduisent à être des situations où l'option des armes – même celle qui consiste à escorter l'aide d'urgence – est loin d'être la solution miracle sur laquelle tous ont tendance à se reposer.

Certains voient dans cette orientation un retour éventuel au rôle dit « social » de l'officier, tel que le maréchal Lyautey, il y a quelque soixante-dix ans, le définit et l'applique au Maroc. La référence à de quoi engendrer scepticisme ou, à tout le moins, prudence. Pour deux raisons. D'abord, rien n'indique que les pays qui ont le plus besoin d'une telle assistance soient aussi ceux qui la réclament ou l'acceptent d'entrée de jeu : le soupçon existe, à l'encontre d'un quelconque retour en force de l'esprit néo-colonial chez les grandes puissances tutélaires. Ensuite, rien ne permet de croire que les experts convoqués à une telle mission y sont préparés : sauf à recruter parmi les plus anciens et les plus compétents, peut-être parmi les « jeunes » retraités.

JACQUES ISNARD.

2 120 soldats français sur le terrain

Sous le commandement du général René Delhomme (le Monde du 8 décembre), le contingent français en Somalie comprendra 2 120 hommes au total, qui, selon l'état-major des armées, seront déployés dans l'ouest du pays, dans la région de Baidoa et Hodder. Une mission militaire française s'est rendue aux Etats-Unis pour en discuter avec l'état-major du général Robert Johnston, chargé de diriger l'opération « Rendre l'espoir ».

Les éléments précurseurs français débarqueront en avion et en bateau à Mogadiscio même. L'ensemble du dispositif devant être définitivement en place avant Noël. Deux bataillons motorisés, à bord de véhicules de l'Avant blindés (VAB) et totalisant 1 140 hommes, proviennent du 5^e régiment interarmes d'outre-mer, de la 13^e demi-brigade de légion étrangère (deux unités basées à Djibouti), et du 3^e régiment d'infanterie de marine (à Zama).

Un appui maritime

Un détachement de 250 hommes (venus du 5^e régiment d'hélicoptères de combat, à Pau) mettra en action 10 hélicoptères de transport Puma et 12 hélicoptères d'attaque Gazelle. Un détachement de 480 hommes provenant de la brigade logistique de la Force d'action rapide assurera le soutien logistique, aux côtés de 200 autres affectés à la base aéroportuaire (en liaison avec le détachement de transport aérien de Djibouti) et de 150 hommes composant l'élément dit de commandement et d'état-major.

Ce dispositif aéroterrestre bénéficie de l'appui, devant les côtes somaliennes, de la frégate Georges Leygues (qui est déjà devant Mogadiscio), du bâtiment de transport léger Enseigne-de-Vaisseau-La-Grandière, du transport de charbon de débarquement Foudre et du bateau de commandement Var.

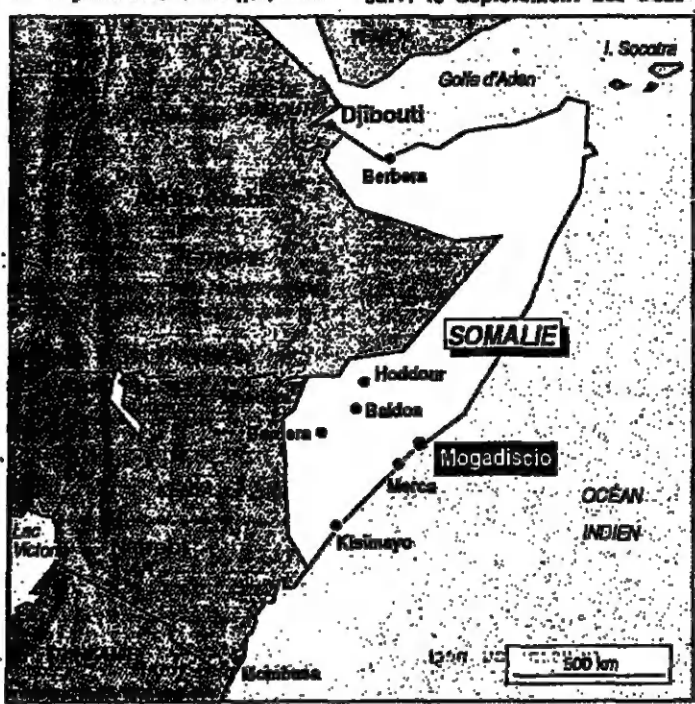
Le gouvernement français a désigné le contre-amiral Hubert Foillard, actuel « patron » des forces navales en océan indien, pour assurer la liaison avec le haut commandement américain.

« Les temps changent »

Suite de la première page

Quelques applaudissements avaient salué, la veille, le passage, dans le ciel de Mogadiscio, de trois F-14 américains, embarqués sur le porte-avions Ranger, ancré

Depuis l'annonce de l'envoi de marines, bien accueillie par le général Aïdîd, les quartiers sud de Mogadiscio, que ses hommes contrôlent, sont beaucoup plus calmes. Les tensions qui avaient suivi le déploiement des « cas-



au large des côtes somaliennes. Desemparés, trois jeunes guerriers Dimbil qui jouent les agents de sécurité, interrogent un chef de clan : « Que devons-nous faire de nos armes ? » Ils ont bien profité de la vie pendant deux ans et ne vont pas changer de manière de vivre facilement », estime M. Rohdri Wynn-Pope, représentant de Care pour le sud de la Somalie.

Le nombre des « Mad Max » (véhicules surmontés d'un canon) a légèrement diminué dans la capitale. Mais beaucoup sont demeurés sur place, les miliciens qui se déplacent à leur bord nourrissant l'espoir d'être recrutés par des journalistes : « S'il faut enlever le canon, on peut s'en servir comme voiture. »

quelques bleus », sur l'aéroport ont disparu. Tout est tranquille aussi sur la ligne de front. Quelques jeunes sentinelles semblent répéter un discours bien appris lorsqu'ils se félicitent de l'arrivée des militaires étrangers : « Bien sûr, la ligne verte aura disparu et c'est tant mieux. »

Mise sous tutelle

Est-ce que Mogadiscio pourra renaitre de ses ruines qui disparaissent sous la végétation et retrouver, un jour, son indicible charme d'avant guerre ? Dans la presse locale, les caricaturistes imaginent les réactions des uns et des autres, comme ce voyou qui projette de retourner en brousse

et de vivre en rançonnant les voyageurs. Ou cet islamiste qui peste contre ces « infidèles qui viennent s'emparer de la Somalie ».

A Baidoa, plus au sud, les combats continuent depuis dimanche. Déjà plus de trente morts et les blessés n'en finissent pas d'arriver dans le seul hôpital de la ville. Deux factions du mouvement Rahanwryn – partisans et adversaires du général Aïdîd – s'affrontent, vraisemblablement pour le contrôle de la cité avant que l'arrivée des marines ne fige les positions des uns et des autres.

Bardera est demeurée calme, comme si le général Aïdîd n'avait pas pu – ou pas voulu – reprendre la ville au général Morgan dont les hommes continuent d'avancer vers le port de Kismayo. Les routes étant coupées par les pluies, les troupes de l'Alliance nationale somalienne (ANS) du général Aïdîd n'ont pu recevoir de renforts.

Bataille de clans

L'envoyé spécial du président George Bush, l'ambassadeur Robert Oakley, est arrivé, lundi, à Mogadiscio. Après avoir reçu les organisations humanitaires, il devait s'entretenir, mardi, avec le général Aïdîd puis avec M. Ali Mahdi, chef de la faction abgal, qui tient les quartiers nord de Mogadiscio. Les contacts entre les deux chefs de guerre, membres du clan Hawiye, continuent, assure un observateur somalien. A son avis, ils vont être « accablés à la réconciliation » puisque l'ONU agit maintenant la menace d'une mise sous tutelle du pays.

Pour l'heure, la rencontre entre représentants des deux camps, annoncée pour dimanche, n'a pas encore eu lieu. L'intransigence du général Aïdîd divise son propre clan, celui des Habar-Guidir, qui compte les hommes d'affaires les plus puissants, les plus critiques aussi à son endroit. M. Hassan Zimbi, ancien avocat qui a réussi dans le commerce, estime que « c'était une erreur de refuser de participer à la conférence d'Addis-Abeba. Il ne faut pas manquer la moindre occasion de dialogue ».

Mais le général Aïdîd représente aussi l'espoir pour les « damnés de Somalie », pour les clans de l'arrière-pays qui ont toujours été dominés par d'autres. Combien de fois n'a-t-il pas répété aux Hawiyes que, vu leur nombre, le pouvoir leur revenait de droit. Ce chef de guerre joue aussi sur la rivalité séculaire entre les Hawiyes et les Darods – dont fait partie le clan de l'ancien président Siyad Barre – « des aristocrates qui méprisent le reste des Somaliens ».

Aujourd'hui, cet antagonisme a atteint son paroxysme, et on imagine difficilement un rapprochement, même sous présence américaine, si massive soit-elle. Cette lutte pour le pouvoir, qui entretient l'anarchie, risque de se rallumer après le départ des marines, plongeant à nouveau les organisations humanitaires dans le cercle vicieux de l'insécurité et du racket à la protection.

D'aucuns estiment que l'opération « Rendre l'espoir » doit être prolongée au moins jusqu'au mois de juillet prochain, c'est-à-dire jusqu'au début de la saison des pluies, alors que le Pentagone envisage de retirer ses soldats d'ici trois mois. Pour M. Mark Stirling, représentant local de l'UNICEF, « cette opération représente le dernier espoir de sauver des milliers de gens de la famine : elle échouera si nous pensons tout simplement que la force résoudra tout. »

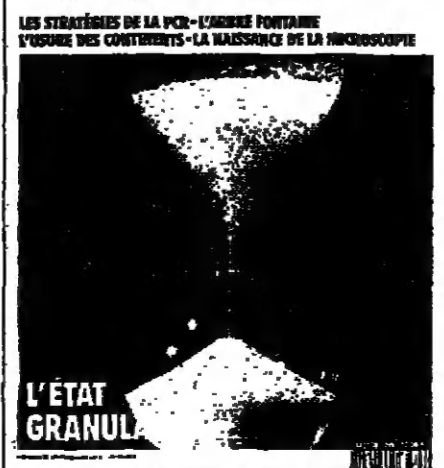
JEAN HÉLÈNE

A LIRE CE MOIS-CI

LA PCR: une technique qui révolutionne l'analyse biologique, depuis le diagnostic médical jusqu'à l'étude du virus du sida.

LA PHYSIQUE DU TAS DE SABLE:

LA RECHERCHE



N° 249 • DÉCEMBRE 1992 • EN KIOSQUE • 37F

un quatrième état de la matière aux comportements surprenants.

également au sommaire:

PRIX NOBEL ET DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

L'ÉROSION PROFONDE DES CONTINENTS

LA NAISSANCE DE LA MICROSCOPIE

« Mais le général Aïdîd représente aussi l'espoir pour les « damnés de Somalie », pour les clans de l'arrière-pays qui ont toujours été dominés par d'autres. Combien de fois n'a-t-il pas répété aux Hawiyes que, vu leur nombre, le pouvoir leur revenait de droit. Ce chef de guerre joue aussi sur la rivalité séculaire entre les Hawiyes et les Darods – dont fait partie le clan de l'ancien président Siyad Barre – « des aristocrates qui méprisent le reste des Somaliens ».

... dans le monde

(1) La multiplication de ces problèmes, avec les réponses parfois vives que leur donnent les citoyens, a autorisé l'écrivain trinitarien d'origine indienne Nipaul à donner pour titre à un livre récent : *Inde, un million de révoltes*. Plon édit.

(1) Sur un total de 18 millions de sikhs vivant en Inde, le Pendjab compte

هنا من الترحيل

ASIE

INDE : après la destruction de la mosquée d'Ayodhya

Vives réactions dans le monde musulman

Le monde musulman a vivement réagi à la destruction de la mosquée d'Ayodhya (dans l'Etat indien d'Uttar-Pradesh). Les gouvernements du Pakistan, de l'Arabie saoudite, de la Jordanie, du Maroc et de la Tunisie l'ont, notamment, condamnée. L'Organisation de la conférence islamique (OCI), basée à Djeddah, qui regroupe une cinquantaine d'entités ou d'Etats musulmans, s'est aussi élevée contre cet acte d'intolérance. C'est « une offense flagrante aux valeurs et à la culture de l'Inde », explique le secrétaire général de l'OCI, le Pakistanais Khameel, « et les musulmans indiens ont le droit de ne pas tolérer ce crime commis par des ennemis ».

Le premier ministre pakistanais, M. Nawaz Sharif, a dénoncé cet acte d'« extrême fanatisme », et déclaré, mardi 8 décembre, une journée de deuil national dans l'en-

semble du pays. Il a demandé l'intervention de la communauté internationale pour protéger les lieux saints musulmans en Inde. Le parti intégriste Jamaat a appelé à la « guerre sainte ».

L'événement intervient en effet dans le contexte toujours tendu des relations entre l'Inde et le Pakistan. L'Inde a expulsé, lundi, un diplomate de la Haute Commission pakistanaise, accusé depuis quelques jours d'être un espion, et dont l'Inde assure qu'il a été torturé. La légation de New-Delhi dans la capitale pakistanaise est protégée par d'importantes forces de police. Les émeutes ont visé des édifices, des missions ou des biens indiens à Lahore. Un temple hindou a été incendié à Karachi, où vivent la quasi-totalité des quelque 300 000 fidèles de cette religion que compte le Pakistan.

Des émeutes ont aussi éclaté à Dacca, capitale du Bangladesh, où des affrontements ont eu lieu entre manifestants et policiers. Des

biens indiens et des temples hindous y ont été attaqués. Des édifices religieux ont par ailleurs été détruits dans trois villes d'Afghanistan. Des temples ont également été visés dans les pays du Golfe, où vivent d'importantes communautés d'Indiens.

Les Occidentaux s'inquiètent aussi des événements d'Ayodhya et de leurs répercussions dans le monde musulman. Les Etats-Unis, qui ont opéré depuis 1971 un spectaculaire rapprochement avec New-Delhi, ont déploré les pertes en vies humaines consécutives à la destruction de la mosquée d'Ayodhya, et appelé les protagonistes à « la plus grande retenue ». Washington a invité ses ressortissants à éviter de se rendre dans le nord de l'Inde, en particulier, dans l'Uttar-Pradesh. En Grande-Bretagne, où un temple hindou a été incendié à Derby, ville située dans le centre-nord du pays, le gouvernement a fait de même. (AFP, AP, Reuters, UPI)

sous-continent, mais surtout la preuve que les institutions d'un pays démocratique, garantes de la liberté religieuse, avaient les moyens de protéger une minorité « assaillie ». Le réveil est rude.

Pour calmer les esprits et tenter de réconcilier les deux communautés, le gouvernement estime que la seule solution est de rebâtir la mosquée sur les ruines de l'ancienne. Quant au temple à Rama, il devra être édifié sur le terrain adjacent. « Si Narasimha Rao parvient à empêcher les représailles intercommunautaires et à construire, l'un à côté de l'autre, les symboles de l'islam et de l'hindouisme, il aura réussi là où tous ses prédécesseurs ont échoué », remarque, lundi, en un rare moment d'optimisme, le quotidien *The Pioneer*. Dans cette immense nation encore marquée par le traumatisme de 1947, l'espoir de réconciliation entre frères ennemis indiens demeure un rêve lointain.

BRUNO PHILIP

« La fin du rêve laïque »

Suite de la première page

Au lendemain de cette flambée de violence, le premier ministre, M. Narasimha Rao, s'efforce de reprendre l'initiative, pour enlever la grave crise dans laquelle s'enfoncent le pays en état de choc. Les forces paramilitaires de New-Delhi ont réussi, mardi, à déloger les extrémistes qui occupaient les ruines de l'édifice musulman rasé, ainsi que le petit temple hindou au héros Rama, que les fanatiques avaient hâtivement édifié sur le site contesté.

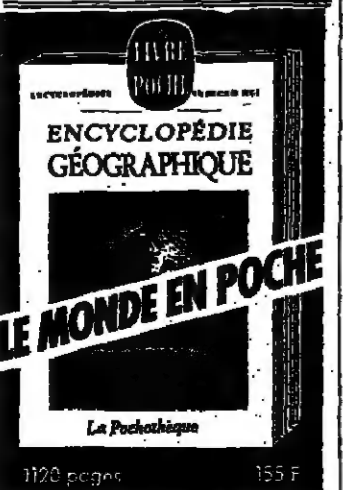
Le chef de la minorité au Parlement et leader le plus modéré du Parti nationaliste hindou (BJP), M. L. K. Advani, a été arrêté, mardi matin, à son domicile de New-Delhi, par compagnie de plusieurs de ses lieutenants. Il avait, lundi, démissionné de son siège de député, prenant sur lui la responsabilité morale du « dérapage » des événements à Ayodhya. M. Advani, qui s'était rendu dans la ville de l'Uttar-Pradesh, avait en vain exhorté la foule à s'en tenir au programme initial : un puja (cérémonie religieuse hindoue). Le gouvernement a également annoncé qu'il allait interdire les organisations hindoues « fascistes », responsables du drame de dimanche.

Le premier ministre a cependant dû faire face, lundi, à une session parlementaire houleuse. Par trois fois, le président de l'Assemblée a été obligé d'interrompre les débats, alors que les députés des formations de gauche hurlaient pour exiger la « démission immédiate » de M. Rao. Le chef du gouvernement est pourtant parvenu à faire taire les critiques au sein de sa propre formation, le Congrès (I) : compte tenu de la gravité de la situation, les « poids lourds » du parti qui pourraient être tentés de tirer avantage de la situation ont plutôt choisi de resserrer les rangs.

« La nation trahie »

M. Rao avait compté sur un déroulement réussi de la manifestation de dimanche. Aussi, des jours durant, des dizaines de milliers de fondamentalistes hindous étaient entrés dans Ayodhya, sans que rien soit fait pour les en empêcher. On reproche aujourd'hui au premier ministre de ne pas être intervenu pour prévenir l'irréparable : une foule furieuse échappant au contrôle des organisations qui l'avaient convoquée. Mais c'est évidemment le BJP qui porte la part la plus écrasante des responsabilités. Les chefs de ce parti hindouiste ont joué les apprentis sorciers.

« La nation trahie », « La fin du



A TRAVERS LE MONDE

AFGHANISTAN

500 morts et blessés en trois jours à Kaboul

Puisieurs dizaines de personnes ont été tuées et des centaines blessées en trois jours d'affrontements à Kaboul entre l'alliance châte Wahdat et les Tadjiks du ministre afghan de la défense Ahmed Shah Massoud. Les hôpitaux assiégés à environ cinq cents le nombre des victimes. Des discussions, dimanche 8 décembre, avaient abouti à un cessez-le-feu, mais l'accord n'a pas été suivi d'effets. Une nouvelle réunion devait avoir lieu mardi. Les combattants utilisent des armes lourdes, dont des chars et des mortiers. La capitale est le théâtre des affrontements, dont le centre et la banlieue ouest.

Ces combats entre deux factions qui, jusque-là, s'étaient en général tenues sur le même bord, risquent de remettre en cause la réunion, en fin de semaine, du conseil national (choura) chargé d'écrire la constitution, un nouveau président par intérim, en remplacement de M. Burhanuddin Rabbani. Il sont les plus meurtriers depuis l'offensive, en août, du chef intégriste Gulbuddin Hekmatyar contre Kaboul, qui s'était soldée par 2 500 morts et des milliers de blessés.

Enfin, 80 000 réfugiés de la République ex-soviétique du Tadjikistan ravagée par la guerre civile sont bloqués à la frontière, côté afghan, a annoncé la Croix-Rouge. Beaucoup sont blessés. La manque de nourriture rend précaire la situation des camps où ils se trouvent. (AFP, AP, Reuters)

AFRIQUE DU SUD

Des extrémistes noirs déclarent la guerre aux Blancs

Après avoir revendiqué deux attentats commis contre des Blancs (le Monde des 2 et 5 décembre), l'Armée de libération du peuple d'Azanie (APLA), branche armée du Congrès panafricain (PAC), a annoncé qu'elle déclarait la guerre à tous les Blancs d'Afrique du Sud, promettant la mort au ministre de l'Intérieur, M. Magnus Kriel, ainsi

qu'au président Frederik De Klerk. Selon l'agence de presse sud-africaine SABA, Congo Jbril, qui se dit le chef - en exil - de l'APLA, a déclaré, par téléphone, que son groupe attaquerait les Blancs car ils font « partie du régime d'oppression ». Des groupes extrémistes blancs ont rapidement relevé le défi et menacé, à leur tour, de s'en prendre au Congrès panafricain, et aux « organisations communistes ».

Le Congrès national africain (ANC) de M. Mandela a aussitôt protesté contre les déclarations de l'APLA, tandis que le secrétaire général du Parti communiste sud-africain, M. Chris Hani, estimait que « des actes de terrorisme contre les Blancs ne peuvent servir que de prétexte à ceux qui, de l'autre côté, veulent déclencher une guerre raciale pour retarder le pouvoir majoritaire ». (Reuters)

HAÏTI

Assassiné sur son lit d'hôpital

Un groupe de civils armés est entré, dans la soirée du dimanche 6 décembre, dans l'hôpital privé du Campé vert de Port-au-Prince pour y assassiner dans son lit un jeune homme blessé par balles qui venait d'être opéré, a affirmé lundi le docteur Jean Crahan, président du conseil d'administration de cet établissement. L'existence d'« escadrons de la mort » opérant en toute impunité a été dénoncée à de multiples reprises, notamment après l'assassinat, la semaine dernière, de deux membres du parti du Congrès des mouvements démocratiques (KONAKOM) et la disparition d'un troisième.

Samedi, M. Antoine Augustin, membre de l'Assemblée populaire nationale (gauche radicale) et ancien chef de cabinet du gouvernement du président déchu Jean-Bertrand

Aristide, a été arrêté par la police. Par ailleurs, l'exode des réfugiés se poursuit : « cinq à quinze personnes » sont décédées à bord d'une embarcation interceptée samedi par la garde côtière américaine, et dont les 166 passagers survivants ont été rapatriés lundi à Haïti, après avoir subi quelques soins médicaux. (AFP, UPI)

IRAQ

Inauguration d'un troisième « fleuve » entre le Tigre et l'Euphrate

L'Irak a officiellement célébré, lundi 7 décembre, l'inauguration d'un troisième « fleuve », artificiel celui-là, entre le Tigre et l'Euphrate, destiné à l'évacuation des eaux saumâtres et à la navigation, mais qui permettra également au régime irakien de drainer les marais du sud du pays où sont réfugiés des rebelles.

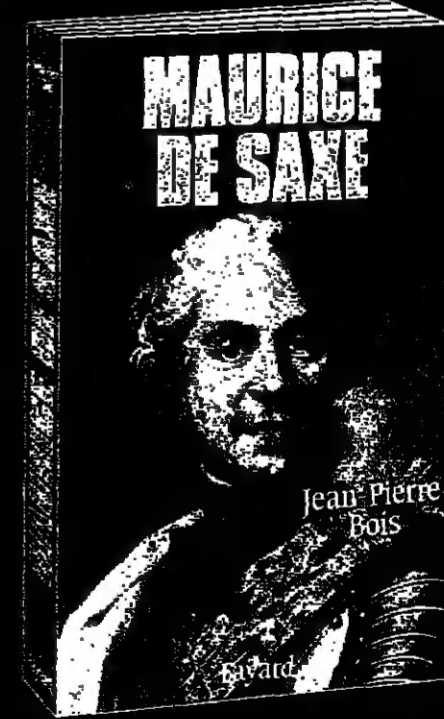
Le « fleuve », qui porte le nom du président irakien Saddam Hussein, est un canal de 565 kilomètres de long qui traversera cinq gouvernorats entre Bagdad et le sud du pays et déversera dans le Golfe les eaux salines drainées sur sa route. Selon le ministre irakien de l'Agriculture, M. Abdel Wahab Mahmoud Sabagh, cette réalisation permettra par la désalinisation et l'irrigation de gagner 1,5 million d'hectares de terres arables et de doubler la productivité des terres cultivées au cours des années à venir.

Le rapporteur de la commission des droits de l'homme de l'ONU, M. Max van der Stoep, avait dénoncé en août dernier ce projet qui détruirait l'habitat et la culture des habitants des marais. L'opposition irakienne a elle aussi multiplié les mises en garde contre la réalisation de ce « fleuve ». (AFP)

L'art de la vie et l'art de la guerre

Il avait des défauts du côté des mœurs, et peut-être même du côté de la société... mais on peut dire qu'il n'en avait aucun du côté du parfait général.

Duc de Croÿ



Maurice de Saxe, vainqueur légendaire de Prague en 1741 et de Fontenoy en 1745, est l'un des grands hommes de guerre de l'Histoire. Européen avant l'heure, Maurice de Saxe est d'abord l'un des hommes du XVIIIe siècle qui a le mieux connu l'Europe de son temps. Saxon de cœur et Français d'adoption, il connaît aussi bien les Cours que les champs de bataille. Sa carrière militaire se double d'une réflexion sur la guerre.

L'Histoire

FAYARD

BENNETON Graveur-Héraldiste

Papier à lettre - Cartes de visite - Faire-part de mariage Chevaliers gravés

75, bd Malesherbes - Paris 8 - tél. : (1) 46.87.57.39

SERIES 3 NE COUTE QUE 2490 F. ET SI VOUS AVEZ UNE VIEILLE CALCULATRICE, VOUS POUVEZ L'AVOIR POUR 1690 F*.

C'est le moment de faire évoluer votre calculatrice.

Regardez bien Series 3. C'est l'agenda électronique le plus puissant du monde. Mais aussi le plus simple. Il s'utilise intuitivement, sans lire le manuel. Sa mémoire peut s'augmenter jusqu'à des millions de caractères et son procédé multi-tâches vous évite de perdre du temps pour passer d'une fonction à une autre. Il est léger et son design élégant permet de le loger dans une poche de veste ou dans un sac à main. Son écran reste lisible, même dans des circonstances difficiles. Le tout est livré avec des logiciels simples d'emploi : une gestion multi-fichiers, un vrai traitement de texte, un agenda pratique, une formidable calculatrice...

Pour n'en citer que quelques-uns. Car vous pouvez ajouter Tableur, Gestion de comptes bancaires, Traducteur multi-

lingues, Echéances, Finance...

Ou vous connecter à un micro, Mac ou PC, ou à une imprimante.

Mais la meilleure nouvelle,

c'est que vous pouvez avoir un Series 3 128 Ko pour 1690 F* (au lieu de 2490 F) en apportant votre vieille calculatrice.

En vente à la Fnac et chez les Centres Agréés Psion.

Pour une documentation gratuite et la liste des points de vente, appelez le (1) 46 36 46 47.

Un produit Psion Imaginez...

PSION Aware

* Dans la limite des stocks disponibles. Offre valable jusqu'au 31.12.92. En plus, toujours jusqu'au 31.12.92, si vous apportez une vieille calculatrice, nous vous offrons gratuitement un agenda pratique et un agenda électronique Series 3 128 Ko.

PROCHE-ORIENT

L'Intifada dans sa sixième année

Après un attentat à Gaza
M. Pérès envisage
«un retrait unilatéral» du territoire

Trois soldats israéliens ont été tués lundi 7 décembre à Gaza au cours d'une embuscade revendiquée par le mouvement intégriste palestinien Hamas pour marquer le 5^e anniversaire de l'intifada palestinienne. A ce sujet, le ministre israélien des affaires étrangères, M. Shimon Pérès, a déclaré mardi : «Je n'exclus pas, à un moment donné, la possibilité d'un retrait unilatéral de la bande de Gaza, mais il me paraît préférable de parvenir à un accord avec les Palestiniens».

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Trois morts. Trois jeunes morts en uniforme qui s'ajoutent aux 1 707 personnes - 111 Juifs et 1 596 Arabes - qui ont perdu la vie depuis cette fatale matinée du 9 décembre 1987 où, selon la chronique, les Palestiniens de Gaza, exodés par vingt années d'occupation militaire, ont lancé ce grand «soulèvement» populaire célébré sous son vocable arabe : l'intifada.

Différente de ce qu'elle fut, différente de nature et d'ardeur, l'intifada palestinienne entre dans sa sixième année comme elle avait commencé, par le sang, la violence, la répression. Lundi soir, quelques dizaines d'activistes islamistes à Gaza chantaient leur «victoire» sur «l'ennemi sioniste». Depuis mardi matin et pour une période indéterminée, le bruit de poudre qui est Gaza est hermétiquement bouché. Personne ne sort, l'armée d'Israël entre en force, multiplie les barrages, fouille les maisons, fait son plein de suspects. Engrange.

«Nous retrouverons les auteurs de ce crime», a promis le chef de l'état-major des armées, le général Eliahu Barak. L'attaque est «très grave», a-t-il dit. Dans les jours qui viennent, les autorités prendront des «mesures nouvelles», de nature non précisée, mais qui feront du bruit. L'attaque a suscité d'autant plus d'émotion dans le pays que les trois jeunes soldats mortellement blessés effectuaient, comme le fait chaque année des milliers d'Israéliens, une période de réserve.

De l'ère des pierres
à celle du feu

Scénario mortel pour une patrouille de routine. Il est 5 h 30 du matin, l'aube n'est pas levée. Tous phares allumés, les soldats dans leur jeep, roulent au pas sur l'artère principale de Sakhniya, un quartier nord de la ville de Gaza. Depuis une heure déjà, quelques milliers d'ouvriers palestiniens se pressent vers les arrêts de bus et de taxis collectifs qui vont les faire passer en groupes aux «check-points» de l'armée, avant de les laisser rejoindre leurs emplois en Israël. Triste troupeau de pauvres héros encadrés, fichés comme des prisonniers en permission et pourtant privilégiés. Il n'y a plus d'emploi digne de ce nom dans la bande de Gaza.

Une Peugeot blanche avec trois hommes à bord suit la jeep militaire depuis quelques minutes. Les soldats, pourtant prévenus d'ouvrir l'œil en cette veille d'anniversaire d'intifada où, leur a-t-on dit, tout peut arriver, n'ont rien vu. Soudain, la Peugeot déboîte, se place à la hauteur des uniformes. Les soldats tournent la tête. Trop tard. Deux armes automatiques entrent en action. La Peugeot double la jeep et les armes crachent toujours. Les militaires sont tués sur

le coup, fauchés par les rafales. Leur véhicule ira s'écraser contre une vieille Mercedes garée là, sur le côté. On retrouvera une vingtaine de douilles de fusils d'assaut kalachnikov et de M-16 sur les lieux. L'embuscade, la plus meurtrière pour l'armée dans les territoires occupés, n'a pas duré dix secondes. Les assaillants, dont le général Eliahu Barak reconnaît «l'audace», ont disparu. Cette année plus encore que la précédente, l'intifada est vraiment passée de l'ère des pierres à celle du feu. «A Gaza seulement», note le chef d'état-major, nos forces ont essuyé plus d'une vingtaine de tirs, la dernière pendant ce seul mois de novembre. En cinq ans, l'armée a perdu trente-neuf soldats, dont une quinzaine au cours de cette seule année qui s'achève.

L'intifada est plus meurtrière qu'elle ne l'a jamais été pour les militaires. Mais ce sont les civils qui paient en masse le plus lourd tribut à l'occupation. «Parmi les 922 Palestiniens tués depuis décembre 1987 par l'armée et la police des frontières», souligne le rapport publié le 8 décembre par Betsalem, la grande organisation israélienne de défense des droits de l'homme, 186 étaient des enfants de moins de seize ans, cinquante-deux n'avaient pas douze ans. Macabre bilan. Dans le même temps, «plus de 670 Palestiniens suspects de collaborer avec les autorités israéliennes ont été tués par d'autres Palestiniens».

Arrêter le massacre, mettre fin aux arrestations (94 219 depuis cinq ans), libérer les détenus (10 600 actuellement), ce sont, entre autres, les objectifs du processus de paix en cours depuis un an entre Israël, les Etats arabes de la région et les Palestiniens. Le Front populaire de libération de la Palestine (FPLP), le FDLP, le Jihad islamique et le «Mouvement de résistance islamique», plus connu sous son acronyme arabe Hamas, sont opposés à ces négociations. Plus active que jamais, la branche militaire du Hamas, financé et soutenu par Téhéran, a d'ailleurs revendiqué par tract l'embuscade de lundi. Pour venger trois de ses membres tués le semaine dernière par l'armée? Pour marquer le cinquième anniversaire du déclenchement des hostilités populaires? Pour saboter le processus de paix?

Sans doute un peu des trois. Mais le gouvernement d'Israël a changé, et c'est un militaire de sang-froid qui le dirige. Si «stratégique» que soit la mort de trois soldats pour un premier ministre de l'Etat juif qui fut un grand chef militaire, «les terroristes palestiniens doivent savoir», a prévenu lundi M. Itzhak Rabin, que rien ne nous empêchera de poursuivre les négociations avec ces autres Palestiniens qui, comme nous, veulent la paix».

PATRICE CLAUDE

Une fusillade a opposé deux unités militaires en Cisjordanie. Trois gardes-frontières et un parachutiste ont été blessés lundi 7 décembre, lors d'une fusillade qui a opposé deux patrouilles israéliennes près de Djezine, en Cisjordanie occupée, a annoncé la radio israélienne. «Une unité de l'armée en mission, dont les membres étaient déguisés en Arabes, s'est heurtée à des gardes-frontières qui étaient également habillés en Arabes. Les deux unités ont échangé des tirs», a précisé la radio. De source militaire on a toutefois démenti que les membres de ces patrouilles aient été déguisés en civils palestiniens. Les quatre hommes, souffrant de blessures légères, ont été hospitalisés. (Reuters)

MODE MASCULINE

On ne trouve pas de soldes
au Dépôt des Grandes Marques
Vente sans intermédiaire

Les griffes les plus prestigieuses des couturiers français et italiens (dont on ne peut citer les noms). Les collections 93 au prix du dégriffé.

du 38 au 64
atelier de retouches
ouvert du lundi au samedi, de 10 heures à 19 heures

D.G.M., 15, rue de la Banque (75002)
M^o Bourse - Tél. : 42-96-99-04

recommandé par Paris pas cher

EUROPE

RUSSIE : pour maintenir M. Gaïdar à la tête du gouvernement

M. Eltsine offre des concessions aux députés

MOSCOU

de notre correspondant

Lors de leur sixième journée de congrès, les députés de la Fédération de Russie ont voté, lundi 7 décembre, de nombreux amendements à une Constitution «bravéenne» déjà passablement revue et corrigée et qui est, de toute manière, appelée à disparaître. Le congrès a décidé notamment de supprimer toute mention de l'ex-URSS dans la Constitution et d'y inscrire, pour la première fois, la notion de propriété privée, y compris - mais avec des conditions restrictives - sur la terre. En revanche, les députés ne se sont pas entendus sur le nouvel emblème de la Russie, les représentants de nombreuses régions ou républiques autonomes estimant que l'aigle à deux têtes et les trois couronnes qui leur étaient proposées avaient une connotation par trop slave.

Cette fois, on est enfin passé aux choses sérieuses et le compromis longtemps annoncé entre le président russe et le Congrès a commencé à prendre forme. M. Boris Eltsine a demandé, mardi 8 décembre, au Congrès des députés de confirmer M. Egor Gaïdar au poste de premier

ministre qu'il occupe de fait depuis près d'un an. Mais il n'a avancé cette candidature qu'après avoir pris l'engagement de soumettre à l'approbation du Congrès les nominations de quatre ministres : ceux de la défense, de la sécurité (l'ex KGB), de l'intérieur, et des affaires étrangères.

Selon toute apparence, cela signifie que M. Eltsine est disposé à sacrifier l'actuel responsable de la diplomatie russe, M. Andreï Kozirev, un «libéral» qui est depuis longtemps dans le collimateur des nationalistes et des conservateurs. Le candidat putatif à sa succession est M. Loukine, qui a qualité d'ambassadeur à Washington n'a nullement empêché de participer très assiduellement aux travaux du Congrès.

Kozirev
sacrifié?

L'éventualité d'un sacrifice de M. Kozirev a immédiatement suscité un grand émoi parmi les démocrates radicaux, qui, à en croire le Père Gleb Iakouline, pourraient dans ce cas décider de retirer leur soutien au président. En sens inverse, les «centristes» risquent de trouver un peu insuffisantes les concessions qui leur sont proposées, puisque aucun des quatre ministères en question ne touche à la conduite des réformes économiques, qui est leur préoccupation essentielle.

Formellement, rien n'obligeait

M. Eltsine à «offrir» de cette manière au Congrès un droit de regard sur la formation d'une partie du cabinet. Les amendements constitutionnels qui auraient contraint le président à demander l'accord des élus pour chacun des ministres ont en effet été repoussés samedi 5 décembre. Mais le président russe a tenu compte du résultat électoral lors d'une rencontre, mardi en début de matinée, entre M. Eltsine et les responsables des groupes parlementaires. Ces derniers ont fait savoir au président que la candidature de M. Gaïdar n'avait aucune chance de passer si M. Eltsine n'offrait rien en échange. Un représentant d'un groupe néo-communiste a en particulier exigé que le Congrès puisse discuter des candidatures aux trois ministères impliquant l'usage de la force (défense, intérieur, justice) et c'est alors que M. Eltsine aurait de lui-même ajouté à cette liste, selon l'AFP, le ministère des affaires étrangères, savoureuse censure sur le gâteau offert aux députés.

Cependant, l'étendue exacte du sacrifice consenti restait encore incertaine mardi matin, le président n'ayant pas fait connaître le nom de ses candidats aux ministères concernés. Une seule chose était donc parfaitement claire : M. Eltsine donne la priorité absolue à la présence à la tête du gouvernement de M. Gaïdar, dont le rôle doit être plus que jamais la conduite des réformes économiques. Présent mardi la parole devant les députés, il a fait un vigoureux éloge de son équipe de réformateurs condamnés à faire «le sale travail», un travail forcément «impopulaire». Il a aussi fait valoir que si M. Gaïdar avait péché dans le passé par «académisme», et manque de contact avec «la vie réelle», il s'était amendé depuis, qu'il inspirait la confiance de l'Occident et que, pour couronner le tout il était tout simplement «intelligent».

La Russie a besoin de ce «spécialiste, qui connaît l'économie et ses maladies», a ajouté le président. Ce sera donc M. Gaïdar qui devra «trouver les solutions permettant de soigner cet organisme malade», même si M. Eltsine a laissé planer un certain doute sur la nature des remèdes choisis : il ne s'agit en effet ni de la «voie américaine ni de la voie suédoise, mais bien de la voie russe des réformes».

JAN KRAUZE

Dans un nouveau rapport officiel

Washington dénonce les crimes commis
en Bosnie-Herzégovine

Tabassages jusqu'à ce que la mort s'ensuive, viols systématiques et torture des prisonniers, «exécutions de masse» et destructions : le quatrième rapport rédigé par le gouvernement américain sur les crimes et autres atrocités commises par les Serbes en Bosnie-Herzégovine est aussi accablant que les trois premiers.

WASHINGTON

de notre correspondant

Le document remis lundi 7 décembre aux Nations unies est fondé, comme les autres, sur des témoignages soigneusement recueillis et recoupés par les fonctionnaires du département d'Etat. Le porte-parole, M. Richard Boucher, le résumait en ces termes : «Assassinats, torture de prisonniers, attaques contre des populations civiles, destructions massives et déplacements massifs de civils». L'un des cas les plus graves paraît être une série d'«exécutions de masse» perpétrées par les Serbes dans la localité de Kotor-Varos, entre juin et octobre de cette année. Selon un témoin musulman cité dans le rapport, les Serbes auraient assassiné «un nombre presque inimaginable de personnes dans la localité» ; «en une seule journée de juin, quelque

300 à 400 cadavres auraient été comptés dans une rue».

Le même témoin, un ancien prisonnier, rapporte que lui-même et ses codétenus furent placés dans des cages dans des sacs qui furent ensuite poussés à l'extérieur dans une fosse commune. Il raconte que les prisonniers étaient régulièrement passés à tabac et torturés. Certains d'entre eux furent forcés de participer au viol collectif de la femme d'un policier musulman. Autre exemple de massacre, le rapport cite plusieurs «exécutions de masse» conduites par une milice serbe de Bosnie dans la localité de Brod, près de la ville de Foca. Durant trois nuits consécutives, des groupes de prisonniers musulmans furent conduits sur le pont, mitraillés puis jetés dans le vide.

Comme les trois précédents rapports, le document impute la responsabilité de la plupart des atrocités aux Serbes. C'est aussi l'opinion de M. Tadeusz Mazowiecki, l'ancien premier ministre polonais, aujourd'hui envoyé spécial de la commission des droits de l'homme de l'ONU dans l'ex-Yougoslavie. Dans un bouleversant témoignage publié par le Washington Post, M. Mazowiecki décrit «l'opération ethnique» menée par les Serbes en Bosnie-Herzégovine : «Des dizaines de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants

innocents sont chassés de leurs maisons, dépourvus de leurs biens, séparés de leurs familles et entassés dans des camps de détention. Des milliers d'entre eux sont malades et vont mourir. Et, en dépit de la présence des troupes des Nations unies et autres représentants des organisations internationales, le carnage continue et les Serbes ne cessent jour après jour de massacrer».

Risque
d'extermination

«Les preuves amassées jusqu'à lors ne laissent aucun doute sur les responsables de l'horreur : les chefs politiques et militaires des Serbes de Bosnie-Herzégovine, appuyés par les autorités de la république de Serbie», poursuit M. Mazowiecki, qui ajoute que les Serbes «ont une population musulmane risquant l'extermination, pas moins».

Le rapport du département d'Etat est publié au moment où les Etats-Unis paraissent durcir le ton à l'encontre des Serbes - qu'il s'agisse des milices de Bosnie ou du régime de M. Slobodan Milosevic. Les Etats-Unis entendent obtenir le respect de la zone d'interdiction aérienne décrétée par l'ONU au-dessus de la Bosnie et allègrement violée par les Serbes. Les Etats-Unis ont, d'autre part, multiplié les «signaux» indiquant qu'ils ne resteraient pas sans réagir si

M. Milosevic entreprenait d'étendre sa politique de «nettoyage ethnique» à la province du Kosovo. Le secrétaire d'Etat par intérim, M. Lawrence Eagleburger, doit en entretenir ses homologues européens à la «réunion» prochaine, lors de réunions de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), le OTAN et de la Conférence sur l'ex-Yougoslavie.

La presse pousse en ce sens, qui, jour après jour, exhorte le gouvernement américain à faire preuve de plus d'activisme et d'imagination pour faire cesser ce que la plupart des éditorialistes qualifient de «pires atrocités commises en Europe depuis les nazis». La presse a donné une large couverture à l'intervention faite la semaine dernière par l'ancien président Ronald Reagan en Grande-Bretagne. A l'instar de M^{rs} Margaret Thatcher, M. Reagan, qui s'oppose de la passivité des Européens, appelle les pays membres de l'OTAN à «donner du muscle à leurs propos» et à soumettre M. Milosevic et les milices serbes à un ultimatum : arrêt des bombardements des populations civiles musulmanes, sous peine de représailles militaires des Occidentaux.

ALAIN FRACHON

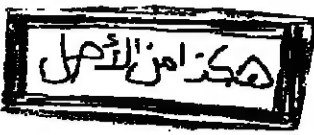
Pour mettre fin à la guerre

L'amiral Lanxade
envisage des «mesures
de contrainte plus fortes»

«L'espérer que nous n'aurons pas à aller jusqu'à une intervention en force en Bosnie, mais nous sommes maintenant au bord de mesures de contrainte plus fortes pour que les sanctions soient réellement appliquées», a déclaré, mardi 8 décembre, sur Europe-1, l'amiral Jacques Lanxade.

Invité à préciser ce que seraient ces «contraintes de force», le chef d'état-major des armées a répondu : «Par exemple, mettre en place une réelle interdiction des vols au-dessus de la Bosnie», notamment en faisant intervenir des avions de chasse «si c'était nécessaire».

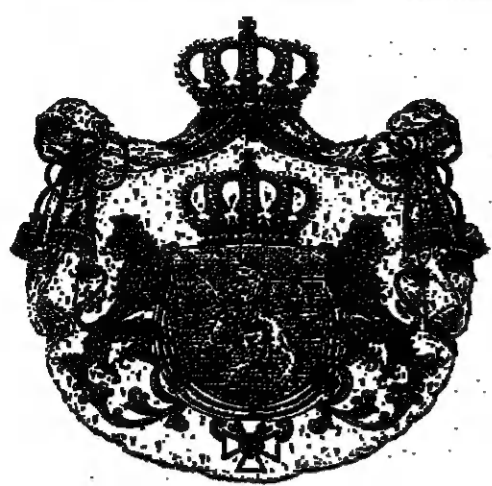
L'aéroport de Sarajevo doit rouvrir le 9 décembre. L'aéroport de Sarajevo va être rouvert, mercredi 9 décembre, après huit jours de fermeture, a annoncé un porte-parole militaire de l'ONU. Cependant, de violents combats se sont encore déroulés lundi autour de la capitale bosniaque entre forces serbes et croato-musulmanes. Ces dernières, selon l'agence Tass de Belgrade, auraient subi un grave revers lors d'une tentative de contre-offensive au sud-est de Sarajevo. (AFP)



LI
le b
de l

carrefour comm

Sommaire



LUXEMBOURG :

le bon élève de l'Europe

Avec ses 2 586 kilomètres carrés et ses 400 000 habitants, dont beaucoup d'immigrés européens, le grand-duché de Luxembourg est évidemment le plus petit des membres de la Communauté. Il occupe pourtant sans aucun complexe d'infériorité son siège de partenaire à part égale dans les différentes institutions créées par les Douze, dont plusieurs sont d'ailleurs installées chez lui, puisqu'il fait partie du « noyau fondateur ». Le Luxembourg appar-

tient au club des quelques pays auxquels leur situation économique permettrait d'adopter la monnaie unique en temps voulu. De plus en plus tourné vers les activités tertiaires, décidé à se diversifier afin de ne pas être seulement un havre pour capitaux étrangers, il est un modèle de concertation sociale et de stabilité politique en raison d'un consensus minimal entre l'actuelle coalition chrétienne-sociale et l'opposition libérale.

Un carrefour commercial et bancaire

Le plus petit des Douze est devenu une place financière essentielle de la Communauté

LUXEMBOURG

de notre envoyé spécial

L'HISTOIRE et la géographie se sont associées pour donner une allure de citadelle assiégée à une capitale que l'on s'attendrait à trouver aussi calme et aussi peu pittoresque qu'une salle de coffres-forts.

Dans le centre, le boulevard Royal, bordé de banques et de compagnies d'assurances, fait penser à Zurich. Mais à quelques centaines de mètres de là, des ponts suspendus au-dessus d'un vide vertigineux enjambent une rivière Alzette dont le lit encaissé fit les délices de Vauban. Celui-ci se chargea de fortifier à sa façon tous les abords du *Lützelburg* (« petit château fort » construit en 963) qui donna son nom à la ville et au grand-duché. A quelques mètres de l'entrée de la présidence du gouvernement, une plaque signale que Jean Racine accompagna ici son roi. Impossible d'être plus sobre pour évoquer une des trois périodes d'occupation française, les deux autres étant l'époque de François I^{er} et celle du Directoire à l'Empire, où Luxembourg fut le chef-lieu du département des Forêts.

Une dynastie respectée

Des rues piétonnes serpentent autour du Parlement, des maisons patriciennes occupées par les principaux ministères et du palais de celui qui promulgue les lois par la formule sacramentelle : « Nous Jean, par la grâce de Dieu, grand-duc de Luxembourg, duc de Nassau... ». Malgré la révolte d'une possession qui, en 1830, se souleva comme les provinces belges des Pays-Bas, le roi de Hollande continua à porter le titre de grand-duc de Luxembourg jusqu'à ce qu'une conférence internationale réunie à Londres en 1867 fit de la place-forte et des territoires d'alentour un Etat indépendant.

Mais, dans une double diplomatie, après de longues négociations de la CEE paraissent un jeu d'enfant, l'union personnelle entre la Hollande et le grand-duché fut maintenue. Il fallut attendre la mort du roi Guillaume, en 1890, pour que le duc Adolphe de Nassau soit appelé à fonder une dynastie propre au pays.

Des bûches recouvrent actuellement le palais grand-ducal en rénovation, et son occupant habite ailleurs. Une attitude de constante dignité pendant les deux guerres mondiales durant lesquelles les Allemands occupèrent le grand-duché, une grande simplicité de vie, malgré une fortune confortable, ont rendu la famille régnante plutôt populaire.

Elle interfère peu dans les affaires publiques, dirigées depuis des lustres par des coalitions bûches

autour du parti chrétien-social. Aujourd'hui, « les deux Jacques » - Jacques Santer, premier ministre, ministre d'Etat, ministre du Trésor et ministre des affaires culturelles, et Jacques Poos, socialiste, vice-premier ministre, ministre des affaires étrangères, du commerce extérieur et de la coopération, ministre de la force publique - se partagent l'essentiel du pouvoir, avec le chrétien-social Jean-Claude Juncker, ministre des finances et ministre du travail, surtout considéré comme un homme d'avenir.

Le journaliste reçu en audience a l'impression qu'il lui aurait finalement suffi de pousser la porte en passant (comme ont le droit de le faire le mercredi tous les citoyens) pour écouter les principaux dirigeants, tant sont grandes la simplicité de l'accueil et la volonté de bien se faire comprendre de l'étranger. La conviction et le don de sympathie n'excluant pas les cachotteries, le détour par l'opposition est toutefois conseillé.

Ici, il n'y a pas de vrais secrets, tout le monde connaît tout le monde et, même de la part de l'unique député communiste, il serait du dernier mauvais goût de tenir un langage trop partisan. Cela n'empêche pas les rosseries bien ajustées pour l'édification du visiteur étranger, devant un de ces vins blancs mosellans dont le culte marque ici le début de la *Mittel-europa*. Par exemple, M. Mario Hirsch, porte-parole du Parti démocratique (l'opposition libérale), se demande s'il n'y aurait pas « incompatibilité entre ce qu'est la place financière actuellement (secret bancaire, forte rémunération des capitaux baladeurs, etc.) et ce qui devrait en subsister une fois la Banque centrale en nos murs », si la demande présentée aux Douze par le Luxembourg était acceptée.

Consensus tripartite

Le « modèle luxembourgeois », c'est la conférence tripartite grâce à laquelle gouvernement, patronat et syndicats réussissent toujours à régler les problèmes sociaux les plus graves. Cette concertation a notamment fonctionné pour la restructuration de la sidérurgie, qui, avant d'entrer en crise relative et d'être relayée par le secteur bancaire, contribua à faire du grand-duché beaucoup plus qu'un petit paradis écologique dans la verdure des Ardennes. Le touriste naïf prend encore pour le palais grand-ducal le majestueux bâtiment qui constitue le siège de l'ARBED (Acieries réunies de Burbach-Eich-Dudelange).

En quelques années, il a fallu ramener les effectifs de 30 000 à moins de 10 000, par le seul jeu des reclassements et des départs en retraite anticipée. On prévoit qu'il faudra descendre jusqu'à 5 000

emplois d'ici à l'an 2000, si la guerre de l'acier avec les Etats-Unis ne vient pas rendre le problème encore plus dramatique. Des synergies sont cherchées avec les voisins français d'Unimetal, filiale d'Usinor Sacilor. Rien que de très normal dans une région où les galeries de mine passaient naguère sous la frontière. Mais, en cas d'accord avec les Français, les syndicats luxembourgeois seront intraitables sur le maintien des avantages acquis.

C'est que les salaires sont plutôt confortables pour les quelque 170 000 actifs du grand-duché, grossis par des milliers de « navetteurs » qui viennent chaque jour de France, d'Allemagne et de Belgique. Grâce aux rentrées fiscales dues à la présence du secteur tertiaire, le Luxembourg peut même offrir à ses fonctionnaires des traitements à faire pâlir d'envie les autres Européens (30 000 francs français en moyenne pour un professeur du secondaire).

Autre avantage de la fonction publique : on y touche une retraite égale aux cinq sixièmes du dernier traitement, alors qu'il y a un plafond dans le privé. D'où cette curiosité spécifiquement luxembourgeoise : un Comité d'action 5/6, érigé en parti, pour obtenir l'égalité de statut, qui, avec les voix des cadres mécontents, a remporté quatre sièges sur soixante aux dernières élections législatives.

Le monde à part du Kirchberg

Il y a des gens encore plus heureux que les heureux Luxembourgeois. Ce sont les milliers d'eurocrates qui franchissent tous les matins l'assez hideux pont métallique de couleur rouge conduisant au plateau du Kirchberg. Un grand espace venté qui semble avoir été choisi pour la construction de plusieurs institutions communautaires essentiellement en fonction des possibilités de parking qu'il offre. C'est laid, comme presque toute l'« architecture » communautaire, mais la cylindrée des voitures garées atteste du niveau de vie des occupants.

Dans ses Mémoires, Jean Monnet raconte comment Luxembourg fut choisie pour devenir le siège de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) au début des années 50 au cours d'un interminable conseil : « La course à la capitale reprit, pour ne s'arrêter qu'au bénéfice de la lassitude. A trois heures du matin, nous étions à Turin et à Strasbourg, qui tentait certains, fut écarté par Schuman : Pflimlin, maire de Strasbourg, élu fait un malheur. Alors, on entendit la voix de Bech (le représentant du grand-duché) qui sembla jusqu'à sonner : « Je propose que le travail commence aussitôt à Luxembourg, cela nous donnera le temps de réfléchir à la suite. » Tout le monde fut soulagé et c'est ainsi que la CECA eut son siège dans une petite ville qui est devenue un carrefour de l'Europe. »

Plus tard, quand le traité de Rome eut institué la CEE, le Luxembourg ne voulut pas que la Commission des Communautés européennes s'installe chez lui, parce qu'il craignait que l'identité nationale ne soit altérée par un afflux de fonctionnaires étrangers. Il fut néanmoins convenu que le grand-duché hébergerait les institutions juridiques et économiques des Communautés, et M. Poos invoqua aujourd'hui cet arrangement pour revendiquer l'installation de la future Banque centrale dans son pays.

Il n'est pas du tout sûr qu'il obtienne satisfaction, mais ses compatriotes comptent fermement

sur des « compensations ». Par exemple, la venue à Luxembourg du futur Office des marques, dont les effectifs viendraient s'ajouter à ceux de la Cour européenne de justice et de la Cour des comptes, déjà présentes sur le Kirchberg.

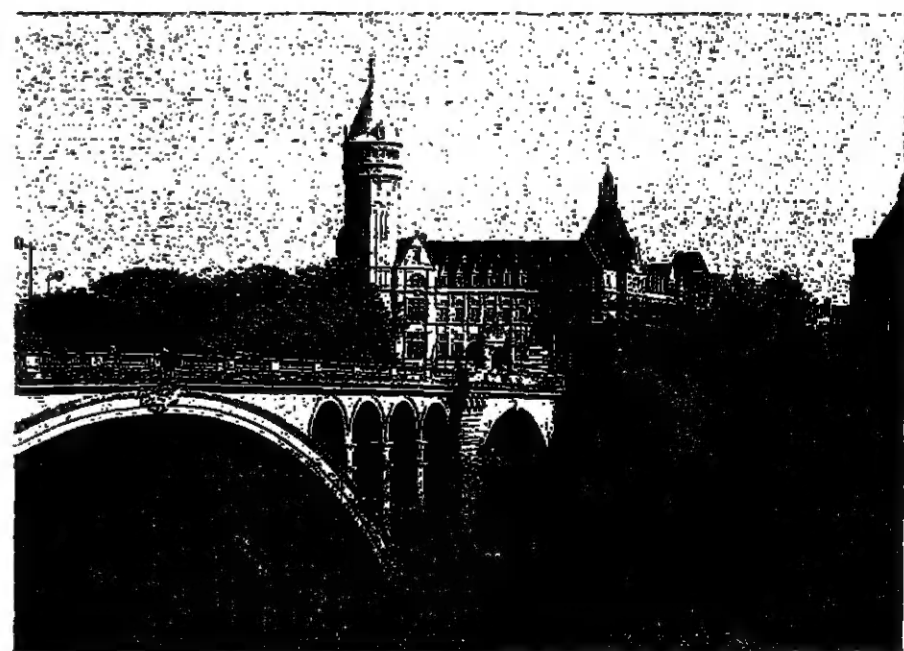
Des bâtiments modernes abritent aussi le secrétariat du Parlement européen, par ailleurs partagé entre Bruxelles et Strasbourg, et les services du conseil des ministres, dont les sessions se tiennent à Luxembourg, et non à Bruxelles, trois mois sur douze. Il y a de plus, à Luxembourg, l'Office statistique des Communautés (Eurostat) et l'Office des publications officielles des Communautés, avec leurs centaines d'experts et de traducteurs. Un rapport confidentiel évalue à plus de 3 milliards de francs français les retombées de la présence de l'eurocratie au grand-duché, pour un PIB annuel de 50 milliards.

On serait européen à moins, même si certains milieux bancaires ne sont pas follement enthousiasmés par toutes les conséquences de l'Union économique et monétaire.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE



Le rocher de «Bock».



Siège Central de la BCEE, place de Metz, Luxembourg

NOBLESSE OBLIGE

Outre un cadre prestigieux, la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg, offre à vos avoirs sécurité et rendement optimal. La doyenne des institutions financières de la place de Luxembourg est fière de pouvoir mettre sa longue tradition et son savoir-faire à votre service. Consciente de son image de marque, la BCEE vous conseille de manière professionnelle dans le choix de vos produits financiers.

Vous y trouverez la gamme complète des services que vous êtes en droit d'attendre d'une banque universelle, disposant sur le plan international d'un important réseau de banques correspondantes ainsi que de bureaux de représentation à New York et à Singapour. Du premier contact à la prompt exécution de vos ordres, la BCEE saura défendre au mieux vos intérêts.

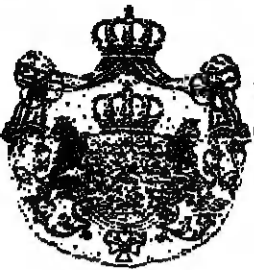


BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT LUXEMBOURG

Siège Central: place de Metz L-2954 Luxembourg Tél. 4015-1 Fax 22 76 87

Sommaire

- Langues et cultures : du puzzle à la mosaïque par Claude Frisoni 8
- Un entretien avec M. Jacques Poos, ministre des affaires étrangères propos recueillis par Jean de la Guévière et Jean-Pierre Langellier 9
- L'économie du détour par François Lazare 10
- « Une certaine manière d'être » par Claude Viallet 11
- Les antennes du continent par Michel Colonna d'Istria 12



LUXEMBOURG: LE BON ÉLÈVE DE L'EUROPE

Langues et cultures : du puzzle à la mosaïque

A la frontière des mondes roman et germanique, une société à la fois plurielle et singulière

CONVOITÉ, assiégé, conquis, revendiqué, partagé, échangé, légué, cédé, occupé pendant des siècles, le Luxembourg n'a dû son indépendance qu'à la conclusion d'un compromis entre ses puissants voisins, plus soucieux d'empêcher leurs rivaux d'annexer une place stratégique que de respecter le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Amputé de la plus grande partie de son territoire (la province d'Arlon, aujourd'hui luxembourgeoise et une partie de la Lorraine), le duché recut en contrepartie le qualificatif de « grand ».

Cette indépendance n'épargna pas au Luxembourg d'autres conflits et d'autres annexions, et ce n'est que depuis la fin de la seconde guerre mondiale qu'il a cessé d'être synonyme de menace. Petit par sa taille et par le nombre de ses habitants (moins que la plupart des départements français), le Luxembourg n'a survécu que grâce à un savant numéro d'équilibre. Le *statu quo* linguistique est jalousement préservé. Certes, la langue maternelle des Luxembourgeois, le *lézébueresch*, a acquis le statut de langue nationale depuis 1984. Mais le français et l'allemand restent langues officielles, chacune ayant un domaine plus ou moins réservé. Le *lézébueresch*, proche de l'allemand, qui se prête peu à l'abstrait et qui emprunte parfois au français, est utilisé dans la vie courante. L'allemand domine largement dans la presse et l'école, il bénéficie en outre de la large audience des chaînes de télévision émisses depuis la République fédérale. Le français, lui, garde une place prépondérante dans les textes administratifs et juridiques. Il convient d'ajouter la présence massive de locuteurs étrangers s'exprimant en portugais, anglais, italien, danois, irlandais.

Si les avantages d'un tel multilinguisme sont évidents dans un pays où le secteur tertiaire est particulièrement développé, ils ne vont pas sans poser de nombreux problèmes psychologiques.

Attachés à leur langue maternelle, les Luxembourgeois sont toutefois conscients qu'une œuvre rédigée par l'un de leurs compatriotes en *lézébueresch*, quels que soient sa qualité et son intérêt, bénéficiera certes dans le pays d'une meilleure diffusion que s'il l'avait écrite en français ou en allemand mais qu'elle n'est pas exportable et ne dépassera jamais cette audience limitée. De plus, si l'emploi courant du français et de l'allemand ne pose pas de réelles difficultés, il en va tout autrement dès qu'il s'agit de concevoir, de rédiger ou d'exprimer oralement des concepts ou des idées et *a fortiori* de créer des œuvres littéraires. De cette situation résulte le principal complexe du Luxembourgeois moyen : capable de lire Goethe ou Camus dans le texte, ouvert sur plusieurs grandes cultures, il souffre pourtant souvent du sentiment douloureux de n'appartenir à aucune d'entre elles, non plus que d'y contribuer et d'en être reconnu.

Entre la « grande nation » et le cousin germanique...

Afin d'échapper au carcan provincial et bien que proche, pour des raisons linguistiques, géographiques, historiques et économiques, du monde germanique, le Grand-Duché a choisi, délibérément et de façon volontariste, d'être membre de la Communauté des États francophones et de leur Agence de coopération culturelle et technique. Pour résister à la force d'attraction exercée par le cousin germanique mais surtout pour adhérer à une communauté de valeurs où il souhaite exprimer sa diversité et son originalité, trouver une écoute et un public, une confrontation et une émulation. Force est de constater que la France, souvent considérée ici comme une seconde patrie, n'a pas su éviter que l'appellation de « grande nation » dont l'avaient gratifiée les Luxembourgeois n'en vint à s'imprégner, avec le temps, d'une connotation ironique.

Consultés par référendum en 1919 sur le partenaire avec lequel ils sou-

haitaient créer une union économique, les Luxembourgeois se prononcèrent à plus de 70 % pour la France. Clemenceau resta insensible à leur appel. C'est depuis cette date que l'Union économique belgo-luxembourgeoise enrichit le royaume de Belgique.

Malgré son statut de pays neutre, le Grand-Duché avait pourtant prouvé son attachement à la France pendant les quatre années de guerre, nombre de ses habitants s'étant portés volontaires pour combattre à ses côtés. L'attitude des Luxembourgeois fut identique lors de la dernière guerre, quand, comme leur grande-duchesse Charlotte préférait l'exil à la collaboration avec le nazisme, ils opposèrent une résistance farouche à l'occupant, payant chèrement la défense de leur devise : « *Nous voulons rester ce que nous sommes.* »

Comment ne pas comprendre alors l'amertume ressentie ici lorsqu'un intellectuel français du renom d'Alain Finkielkraut affirme péremptoirement que le Luxembourg est une « non-nation » ? Une telle ignorance n'est pas l'apanage de M. Finkielkraut, elle est parfois partagée par certains responsables politiques ou administratifs qui situent trop souvent le Grand-Duché en Belgique, aux frontières de la Suisse ou du Liechtenstein, quand le nom de Luxembourg n'évoque pas simplement pour eux un jardin situé au cœur de Paris, un palais vénérable ou une station de radio.

Mais si cette méconnaissance est mal acceptée, on y souffre plus encore d'être ignoré. Depuis Georges Pompidou en 1973, il a fallu attendre presque vingt ans pour qu'un président de la République française accomplisse une visite officielle (M. Mitterrand, les 13 et 14 janvier 1992). Dans l'attente, la centrale de Cattenom avait été construite à quelques kilomètres de la frontière, sans regards aux protestations justifiées d'une population usinée ; un canal du satellite TDF fut promis, réservé puis retiré ; le Centre culturel français était menacé de fermeture ; la place financière subissait un dépla-

gement systématique de la part des médias. L'affection sincère portée au cher voisin français ne peut en sortir intacte.

Malgré l'apport des immigrants romanophones, la francophonie recule, le nombre des étudiants inscrits dans les universités françaises stagne, le capital de sympathie régresse. Les efforts louables des ambassadeurs successifs et de leurs collaborateurs ne pallieront pas toujours la faiblesse des moyens mis à leur disposition par Paris et, quand les déceptions successives auront laissé la place à un sentiment d'humiliation, il sera temps de rappeler au Quai d'Orsay que le petit Grand-Duché est un Etat membre fondateur de la Communauté et un allié loyal, qu'il représente près de 6 milliards de francs d'exportations et qu'il accueille plusieurs dizaines de milliers de travailleurs qui désencombreront les ANPE de la Lorraine !

La chance d'être cosmopolite

L'attitude française aura au moins eu le mérite involontaire de faire prendre conscience aux Luxembourgeois qu'il faut cesser de confondre francophonie et francophilie et que le français, comme l'allemand et le *lézébueresch*, fait partie de leur patrimoine culturel. Trop longtemps, le Grand-Duché a cru pouvoir se contenter de cultures d'emprunt, reculant devant la difficulté d'affirmer une expression propre sans en exclure les indispensables influences étrangères. Il est vrai qu'une telle attitude relève du défi. Coexistence officielle de trois langues, présence de 30 % d'immigrés dans le pays et près de 50 % dans la capitale, absence de cycle universitaire complet, besoin vital de l'étranger, sentiment national récent sont pourtant des obstacles moins importants qu'une mentalité héritée du passage brutal d'une société paysanne pauvre à la situation enviable de pays le plus riche de la Communauté. Le luxembourgeois ! Et l'opinion erronée et largement partagée selon laquelle

une activité qui ne génère pas de profits immédiats ne vaut rien n'a pas fini d'agacer les acteurs culturels luxembourgeois. Ils s'évertuent depuis des années à expliquer que le cosmopolitisme est une chance pour leur pays et que la culture peut lui permettre de rayonner.

Leurs efforts commencent à porter des fruits : le Grand-Duché a cessé de n'être que le pays des chorales et des fanfares et aussi bien les cinq quotidiens que les stations de radio de la bande FM enfin libérées rendent largement compte d'un paysage culturel en pleine mutation. Après avoir trop longtemps donné la priorité au renom de leur place financière, si souvent considérée avec suspicion à l'étranger, après s'être satisfaits d'institutions culturelles seulement destinées à divertir la bourgeoisie locale, après avoir négligé la protection sociale des artistes, les autorités luxembourgeoises, nationales ou locales, ont dû s'atteler à une tâche ardue : donner une autre dimension au puzzle qui compose le Grand-Duché.

Malgré de nombreuses lacunes, des subventions encore faibles, un certain manque d'audace, la situation évolue dans le bon sens et la professionnalisation de la vie culturelle s'accroît. Des auteurs luxembourgeois écrivent dans leur propre langue, sont édités aux côtés d'auteurs francophones ou germanophones de qualité, la création théâtrale est vivace dans les trois langues, des outils efficaces ont enfin été confiés à des personnalités compétentes et talentueuses qui, encore récemment, n'auraient eu aucune chance d'être prophètes en leur pays.

Marc Olinger au Théâtre des Capucins, Philippe Noesen au Théâtre d'Esch, Fred Junck à la Cinéma-thèque, et d'autres ont enfin les moyens de leurs ambitions. Les galeries ont cessé de consacrer uniquement leurs expositions à des œuvres importées mais permettent la confrontation d'une création locale étonnamment riche avec les grands mouvements picturaux européens. Les quelques cinq cents ou six cents

manifestations culturelles proposées chaque année ne sont plus réservées à la présentation de ce qui se fait de mieux ailleurs. Le Luxembourgeois, qu'il soit de la première, de la deuxième ou de la troisième génération, commence à se reconnaître dans une culture originale par sa diversité.

Comment faire cohabiter les deux exigences apparemment contradictoires que sont la sauvegarde des spécificités d'un pays de moins de quatre cent mille habitants, dont deux tiers seulement parlent la langue nationale, et l'adhésion à une communauté de plus de trois cent millions d'Européens ? Comment les Luxembourgeois concilieront-ils leur volonté de rester ce qu'ils sont et l'impérieuse nécessité de ne pas rester où ils en sont ? De toute évidence, ils doivent intégrer le multilinguisme, le cosmopolitisme et la pluriculturalité comme des composantes essentielles de leur identité.

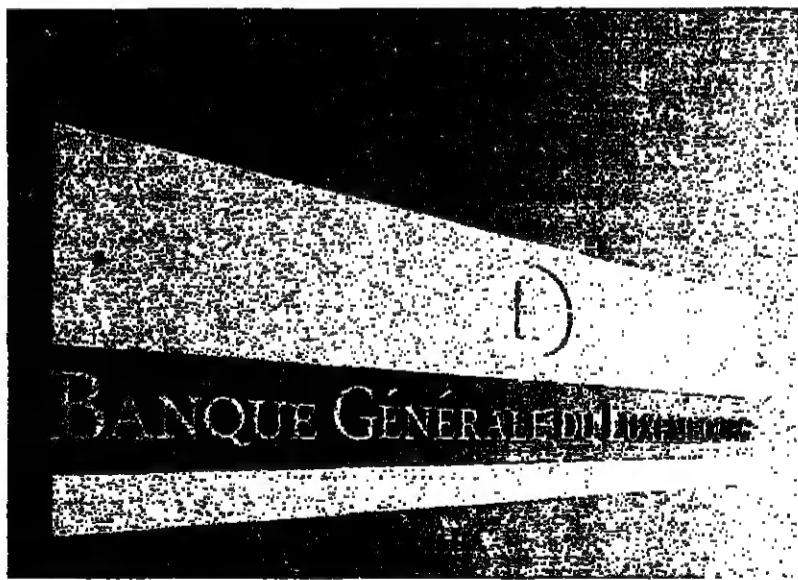
A l'heure où le terme d'identité, maintes fois rabâché et galvaudé, inspire de nombreuses inquiétudes, le « modèle luxembourgeois » pourrait avoir valeur d'exemple.

Ainsi la coopération transfrontalière, qui permet de développer sur un rayon extrêmement réduit des expériences originales avec les régions voisines de la Lorraine, du Luxembourg belge, de la Sarre et de la Rhénanie-Palatinat, constitue un véritable laboratoire de ce que devrait être l'Europe des régions.

En 1995, Luxembourg sera ville européenne de la culture. Les manifestations organisées à cette occasion devront permettre au Grand-Duché d'affirmer sa personnalité en démontrant comment, ici, l'Europe se cultive au présent.

CLAUDE FRISONI
Directeur artistique du Théâtre
Ouvrier Luxembourg et chef de
l'Agence de communication
institutionnelle/Anatone
Luxembourg.

Une vocation européenne

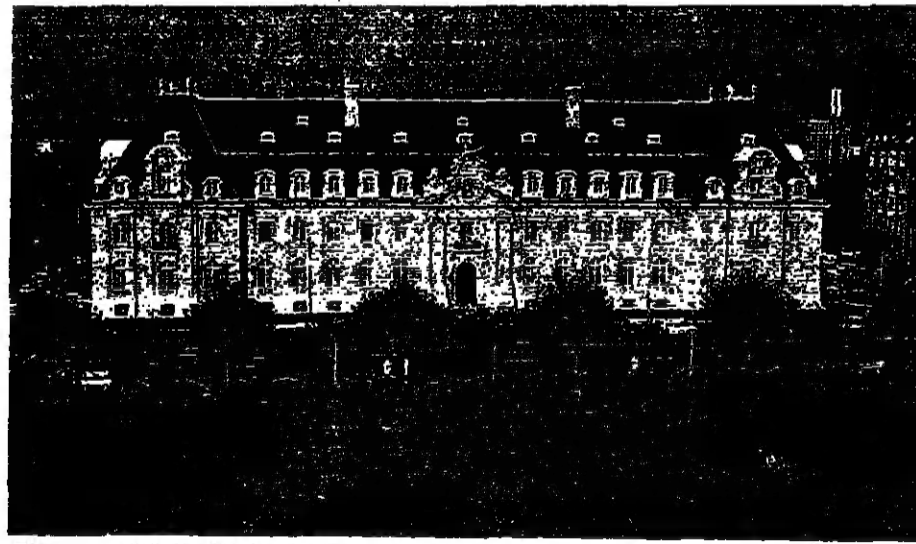


Active sur les marchés européens, la Banque Générale du Luxembourg s'adresse à une clientèle tant privée qu'institutionnelle avec une gamme de produits personnalisés : Conseils en investissement — Sicav et fonds communs de placement — Planification successorale.

BANQUE GÉNÉRALE DU LUXEMBOURG

Siège social : Banque Générale du Luxembourg S.A.
27, avenue Monterey, L-2951 Luxembourg, Tél. : (352) 47 23-1
Filiale : Banque Générale du Luxembourg (Suisse) S.A., Zurich
Bureau de représentation : Francfort, Hong Kong, Metz, Milan

ARBED



Siège social de l'Arbed à Luxembourg

Le groupe Arbed — dont la société mère Arbed S.A. Luxembourg a été constituée en 1882 — est un groupe industriel composé de 500 sociétés réparties sur le monde entier et occupant 50 000 personnes. Son chiffre d'affaires atteint FF 33 milliards en moyenne annuelle. Avec une capacité de 8,5 millions de tonnes par an, le groupe est le 5^e producteur d'acier en Europe et figure au 13^e rang sur la liste mondiale publiée par l'Institut international du fer et de l'acier. Il occupe une position de « leader » dans le domaine des poutrelles d'acier laminées.

Depuis sa création, l'Arbed est le premier groupe industriel au Grand-Duché de Luxembourg, où il emploie 13 000 personnes et contribue pour 12 % à la formation du produit intérieur brut.

L'Arbed est le troisième producteur mondial de steelcord et, de concert avec son partenaire japonais, le deuxième producteur mondial de feuilles de cuivre extra-minces. Au Benelux, le groupe est le seul producteur de tôles minces en acier inoxydable.

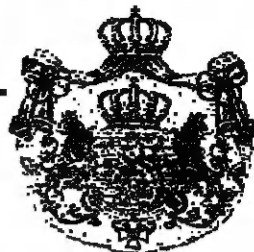
Le réseau de vente, de négoce et de trading compte une cinquantaine de points d'appui dans le monde entier.

Les synergies entre le groupe Arbed et le groupe Usinor Sacilor, dans le domaine des produits sidérurgiques longs, seront renforcées progressivement à partir de 1993.

ARBED
GROUPE

مركز التمثيل

LUXEMBOURG: LE BON ÉLÈVE DE L'EUROPE



Un entretien avec le ministre des affaires étrangères

« Il faut plus que jamais consolider le traité de Maastricht », nous déclare M. Jacques Poos

LUXEMBOURG

de nos envoyés spéciaux

« Le Luxembourg, qui a assumé la présidence de la Communauté pendant le premier semestre de 1991, a joué un rôle important dans la préparation du traité de Maastricht. Quel est votre sentiment devant toutes les résistances, voire les déceptions, qu'ont fait apparaître les débats nationaux sur la ratification de ce traité ?

— Bien évidemment, il s'est écoulé une certaine période entre la négociation du traité et la ratification. Cette période coïncide avec un brusque revirement conjoncturel qui rend tout plus difficile. Mais il y a une autre explication aux difficultés actuelles. Le président Mitterrand l'a soulignée quand il a dit, au dernier sommet européen de Birmingham, que nous ramons à contre-courant, nous les Européens de la Communauté. Tous les Européens se défient, les nationalismes réapparaissent, parfois sous forme normale, parfois aussi sous forme brutale. Partout, autour de nous, les forces qui s'exercent vont dans un sens opposé à nos efforts d'unification. Oui, je suis inquiet, mais il faut plus que jamais aller de l'avant, ratifier et consolider le traité de Maastricht.

— Cela sera-t-il fait rapidement ?

— A condition de trouver une solution au problème danois, je pense que ce sera fait avec six mois de retard. Je suis sûr que M. Major ne regrette pas sa signature mais il a un problème avec sa majorité. Il devra faire passer le traité ou bien il ne sera plus premier ministre et ça ne conforte dans mon idée que le problème britannique n'est pas le problème principal.

— Concernant le Danemark, il faut trouver une solution qui permette aux principaux partis danois de dire qu'ils ont obtenu quelque chose, mais ce quelque chose ne doit pas être une modification du traité. Cela pourrait être une déclaration solennelle d'un Conseil euro-

péen. Ça pourrait être aussi un accord interinstitutionnel sur la subsidiarité. Il peut très bien y avoir une déclaration comme quoi la citoyenneté européenne ne se substitue pas à la citoyenneté nationale. C'est ce que nous avons toujours cru comprendre, et les Danois peuvent obtenir une telle déclaration.

— Leur demande monétaire me paraît plus difficile à satisfaire. Là, s'ils veulent avoir le même protocole que la Grande-Bretagne, il s'agit d'une véritable renégociation, et il faut dire carrément non car les Danois ont obtenu un protocole qui leur permet d'organiser un référendum avant l'entrée dans la troisième phase et d'obtenir des dérogations si le résultat est négatif.

— Qu'attendez-vous du sommet d'Edimbourg ? Pensez-vous que le désir des Britanniques d'attendre que les Danois se soient prononcés pour ratifier eux-mêmes le traité de Maastricht est acceptable ?

— En fait, le report de la ratification en Grande-Bretagne a enlevé son vrai sens au sommet d'Edimbourg, qui devait mettre définitivement en place le plan quinquennal financier de la Communauté, le plan Delors II, et ouvrir ainsi la voie à l'élargissement de la Communauté. Fixer le plan Delors II à Edimbourg sera maintenant un exercice assez difficile. Je ne dis pas qu'il faut y renoncer, mais il faut en mesurer la difficulté, parce qu'il y a dans ce « paquet » des éléments comme le fonds de cohésion — qui sont des éléments de Maastricht. Un pays comme la Grande-Bretagne peut-il demander à ses contribuables des sacrifices pour des chapitres d'un traité que son Parlement n'a pas encore ratifié ?

— Le conseil d'Edimbourg devrait aussi fixer les sièges des institutions européennes, celui de la Banque centrale et d'autres créations, comme l'Office des marques. Là encore, il me paraît difficile de décider alors qu'on n'a pas ratifié le traité. Edimbourg sera probablement un conseil de clarification des

notions sur lesquelles nous planchons depuis des mois : la subsidiarité, la proximité et la transparence. Dans ce domaine, je suis assez optimiste sur la possibilité de trouver un bon texte permettant aux Danois d'organiser un nouveau référendum.



— Demandez-vous toujours que le Luxembourg soit le siège de la Banque centrale ou bien vous contenteriez-vous de l'Office des marques comme compensation au départ du secrétariat du Parlement européen ?

— Nous sommes fermement demandeurs pour les deux. Cela en vertu des décisions antérieures qui, en 1965, nous ont donné certains droits en matière d'installation des institutions européennes, quand il s'agit d'institutions juridiques et quasi juridiques. C'est le cas pour l'Office des marques. On n'a pas besoin d'aligner des candidatures. Il doit venir à Luxembourg. La même chose vaut pour la Banque centrale. Nous avons le droit pour nous et nous pensons aussi que l'indépendance de la Banque centrale serait mieux garantie si Luxembourg que partout ailleurs. Jean Monnet, qui a travaillé à Luxembourg en tant que premier président de la CECA dans les années 60, décrit bien l'atmo-

sphère de sérénité dans laquelle peut fonctionner un organe supranational dans ce pays.

— La Banque ne serait pas seule ailleurs ?

— Je crois qu'à Francfort la Banque serait trop proche de la Bundesbank. A tort ou à raison, dès la première crise, on reprochera aux Allemands de tirer les ficelles.

— En ce qui concerne le Parlement européen, êtes-vous toujours en faveur du maintien de Strasbourg comme siège principal ?

— Nous sommes pour Strasbourg pour les séances plénières. Nous sommes contre Bruxelles. Il faut respecter la répartition des sièges entre les trois villes de travail de la Communauté. Nous soutenons la France à cet égard.

— Avec ou sans Maastricht, on arrive au grand marché de 1993. C'est-ce que cela va changer dans l'économie du Luxembourg, par exemple en matière de secret bancaire ?

— Notre économie est bien préparée au marché unique. Nous avons pensé à 1993 au sein de tables rondes avec les partenaires sociaux. Nous espérons pénétrer davantage les marchés voisins qui, souvent, nous étaient fermés. Toutes les tracasseries administratives et toutes les barrières non tarifaires vont disparaître et nous pensons que c'est un avantage.

« La défense européenne, pilier de l'Alliance atlantique »

— Les entreprises françaises, allemandes, belges opèrent déjà chez nous mais nos entreprises se sont heurtées à des difficultés sur les marchés limitrophes où il y avait un certain protectionnisme. L'après, que celui-ci va tout à fait disparaître. En ce qui concerne le secret bancaire, je vous répondrai par une formule qui vous déplaîra peut-être : le secret bancaire au

Luxembourg disparaîtra lorsqu'il disparaîtra partout ailleurs en Europe. Nous ne voyons pas pourquoi nous chasserions les capitaux hors de la Communauté.

— Craignez-vous que l'élargissement prochain de la Communauté provoque une réduction des pouvoirs des petits pays, la règle actuelle de stricte égalité étant plus difficile à appliquer à seize ou à vingt qu'à douze ?

— Oui, il y a une telle crainte chez nous. Nous sommes préparés à cette discussion. Elle recevra de notre part, et aussi des autres pays de moindre envergure, une réponse claire. Il est inconcevable, et inconvenant même, d'enlever à un pays fondateur de la Communauté le droit au chapitre, le droit par exemple d'avoir un commissaire ou un juge à la cour de justice des Communautés européennes. Les pays comme l'Irlande, le Portugal pensent exactement comme nous, et d'ailleurs certaines déclarations malheureuses de tel ou tel commissaire ont peut-être contribué au rejet par une partie de l'électorat danois du traité de Maastricht.

— A l'heure de l'union politique et de l'union économique et monétaire, que reste-t-il du Benelux ? Y-a-t-il une politique spécifique entre le Luxembourg, les Pays-Bas et la Belgique ?

— Le Benelux existe par une série d'accords communs sur les douanes et les accises (1). Nous avons aussi décidé de tenir avant la fin de l'année une réunion de réflexion restreinte des ministres des affaires étrangères pour discuter, justement, du Benelux après Maastricht. Nous voudrions consolider la concertation beneluxienne pour la préparation des grands débats européens.

— Il y a un autre domaine que le Benelux devra mieux couvrir, c'est la mise en œuvre de la politique étrangère et de sécurité commune, où j'ai remarqué que les trois pays étaient souvent sur différentes longueurs d'ondes. Par exemple, pour ce qui est de la défense, la Belgique et le Luxembourg sont plus proches

des thèses françaises alors que les Pays-Bas sont plus proches des thèses britanniques. Donc il reste une marge de manœuvre pour coordonner les positions prétables.

— Comment voyez-vous la future défense commune européenne et le rôle de l'OTAN dans le nouveau donne ?

— Parlons d'abord de l'OTAN. Nous avons tous intérêt, même vous, Français, en tant que puissance nucléaire, à maintenir l'engagement américain en Europe. Il ne faut surtout pas créer un vide que quelqu'un pourrait être tenté de combler. Je ne peux pas définir ce quelqu'un mais si les Américains se retirent de l'Europe cela pourrait donner des idées. Dans notre pays, l'utilité de l'OTAN n'est mise en doute par personne. Il y aura évidemment une certaine réduction des troupes américaines en Europe mais celles qui restent doivent être crédibles.

La défense européenne, je la vois comme un pilier de l'Alliance atlantique et en même temps comme un instrument au service de la politique étrangère commune. Les deux ne sont pas incompatibles.

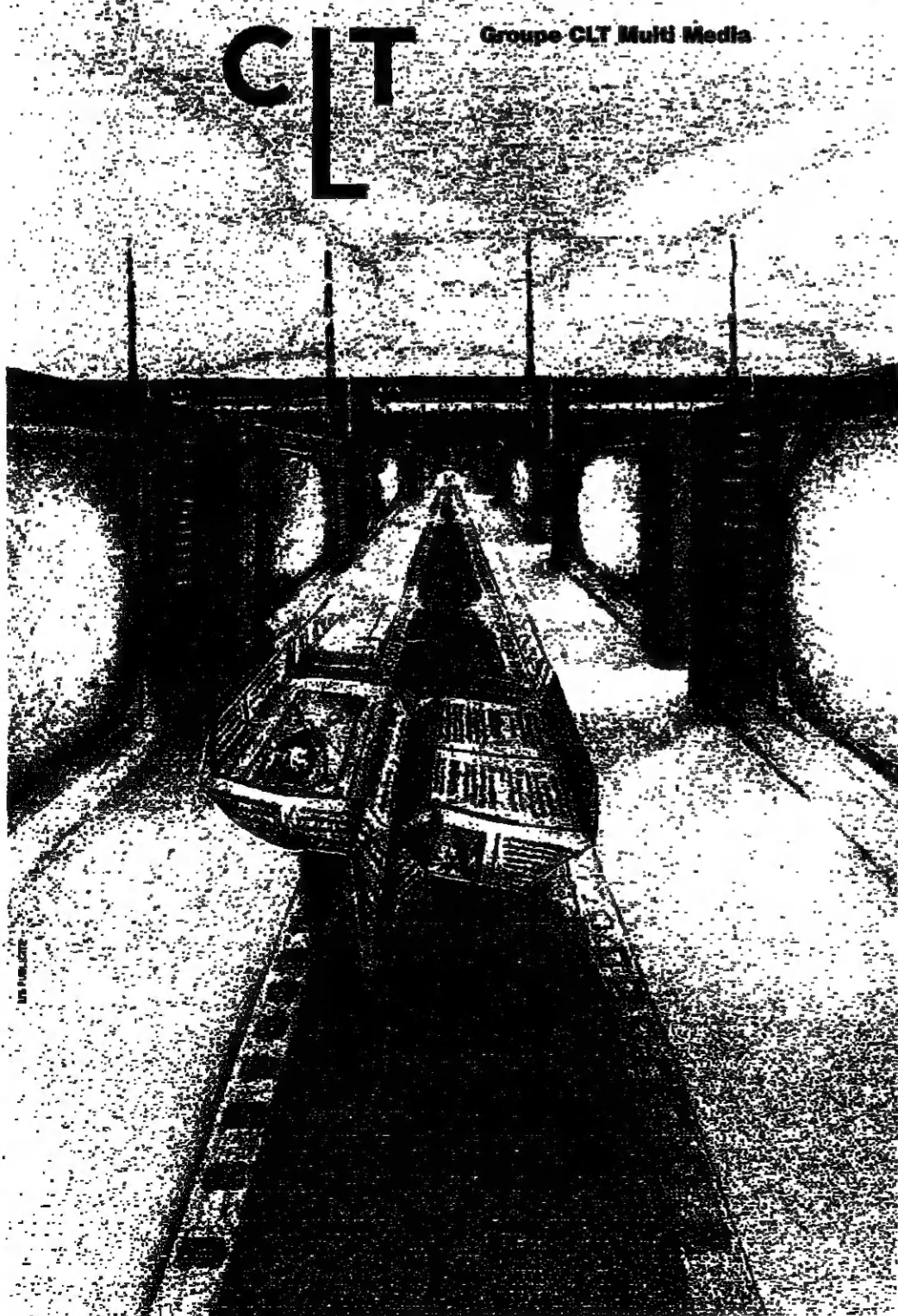
— Quel est votre sentiment devant la contestation agricole avec les Etats-Unis ?

— Une guerre commerciale aurait un effet désastreux sur nos économies. Dans la phase où elles se trouvent, ce serait vraiment le coup de grâce. On pourrait dire adieu à la croissance pendant deux ou trois ans. C'est ressenti comme ça chez nous qui sommes un pays industriel, un pays de services, où l'agriculture joue bien entendu un rôle mais pas au point d'accepter de voir tout dépendre de quelques milliers de tonnes de céréales. Le jeu n'en vaut pas la chandelle.

Propos recueillis par
JEAN DE LA GUÉRIÈRE
et JEAN-PIERRE LANGELLIER

(1) Nom de certains impôts indirects en Belgique et au Luxembourg.

ARBEID



Banque Nationale de Paris (Luxembourg) S.A.

AU SERVICE DE L'EUROPE ET
DE LA PLACE FINANCIÈRE
DE LUXEMBOURG

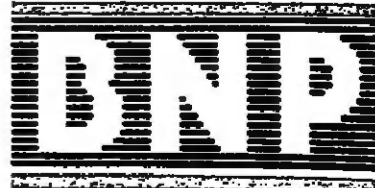
Une présence affirmée au Grand Duché depuis 1972

175 spécialistes hautement qualifiés
USD 10 milliards de ressources clientèle
USD 6 milliards d'actifs administrés en SICAV

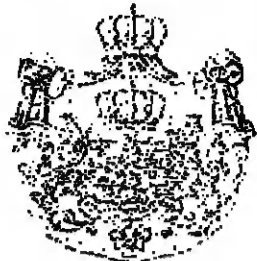
24, boulevard Royal
L-2952 LUXEMBOURG

Téléphone : (352) 47 64 1
47 64 303

Fax : (352) 22 64 80



ARBEID



LUXEMBOURG: LE BON ÉLÈVE DE L'EUROPE

L'économie du «détour»

Les épargnants étrangers déposent leurs économies dans les banques luxembourgeoises et les entreprises y transfèrent leurs fonds

LUXEMBOURG
de notre envoyée spéciale

Le Luxembourg, c'est un détour. Pour les travailleurs frontaliers qui, chaque jour, se rendent dans le grand-duché. Pour les épargnants allemands qui viennent y apporter des liasses de marks en billets. Pour les consommateurs belges qui profitent des droits d'accises, plus faibles sur les alcools vendus sur le territoire luxembourgeois.

Le détour vaut pourtant qu'on s'y arrête. Le Luxembourg n'est pas seulement un rocher sur lequel vivent le grand-duc et sa famille, 200 banques étrangères, et qui produit 3,6 millions de tonnes d'acier brut ; tout cela campe tout de même une économie, même pour un pays de la taille d'un petit département français, et comptant 400 000 habitants seulement.

L'économie luxembourgeoise est, aux yeux de presque tous les étrangers, synonyme de finance. Un secteur qui représente 8,5 % de l'emploi total (17 000 personnes), et pas moins de 12 % du PIB. Partout, en ville, s'étalent les noms des grandes banques internationales, et le nouveau siège de la Deutsche Bank suscite l'admiration des habitants. Dans un immeuble moderne, le ministre de la justice figure, parmi

les locataires, au-dessous de la Banque Girocentrale et de plusieurs autres établissements financiers. Chaque jour, des centaines d'épargnants se rendent dans le Grand-Duché pour y déposer leurs économies tandis que les entreprises du monde entier y transfèrent des fonds.

Pourtant, explique M. Lucien Thiel, directeur de l'Association des banques et banquiers du Luxembourg (ABBL), « le secteur traditionnel, ce n'est pas la banque, c'est bel et bien la sidérurgie ». Au cœur de la vieille Europe industrielle, le Luxembourg est avant tout une puissance sidérurgique, important depuis plus d'un siècle du minerai de fer de Lorraine et produisant, dans les grandes années, jusqu'à 6 millions de tonnes d'acier.

Aujourd'hui encore, Arbed, le géant de l'acier (le chiffre d'affaires du groupe atteignait en 1991 34 milliards de francs français), génère 10 % du PNB du pays et 30 % de l'emploi industriel. Dans le même secteur, le marché mondial de l'acier, où les prix ont chuté entre 25 % et 40 % cette année, cette forte dépendance ne rassure pas forcément. « Le développement de la finance, poursuit M. Thiel, est venu comme un cadeau du ciel. Personne ne l'avait programmé ni prévu. »

C'est au début des années 60, explique-t-il, que les étrangers ont

pris conscience de l'intérêt offert par le statut des holdings à Luxembourg, au moment où le marché des eurodollars commençait à se développer. Avec l'implantation sur le territoire du fabricant américain de pneus Goodyear (en 1950), une première banque belge est venue s'installer, rapidement suivie de dizaines d'autres. Depuis, la croissance du secteur bancaire ne s'est pratiquement jamais essouffée, et elle est devenue particulièrement rapide entre 1985 et 1990.

De la sidérurgie à la banque

En 1962 - année de l'implantation du géant américain de la chimie Du Pont de Nemours - préoccupé par la place prépondérante de la sidérurgie, les dirigeants luxembourgeois avaient amorcé une diversification de leur économie, pour le plus grand bénéfice du secteur financier. Trente ans après, sortir du « monolithisme » est de nouveau au centre des préoccupations. Mais le secteur prédominant est désormais celui de la finance. « Il existe aujourd'hui un monolithisme du secteur tertiaire, qui est plus dangereux que celui de la sidérurgie », explique M. Lucien Jung, administrateur-directeur de la Fédération des industriels.

M. Jung met en garde contre la fragilité de l'industrie de la finance,

rappelant qu'elle repose largement sur des atouts « artificiels » (secret bancaire, absence de prélèvement fiscal à la source, réserves minimales des banques), et qu'un grand nombre d'établissements « n'hésiteraient pas à partir à Londres ou à Zurich si cela devenait plus rentable ».

De l'avis de la plupart des spécialistes, le secteur financier n'est pas particulièrement menacé pour l'instant, mais il serait bien venu de développer les « atouts naturels » du Luxembourg. Le ralentissement de la conjoncture mondiale, et notamment celui enregistré en Allemagne, n'a pas été sans répercussions sur l'économie luxembourgeoise. Le gouvernement avait annoncé en début d'année un taux de croissance de 3,5 %, proche de celui de 1991, dont on sait aujourd'hui qu'il ne sera pas atteint.

En plus de son léger déficit commercial, traditionnel, le Grand-Duché connaît maintenant des problèmes de finances publiques. Le système de sécurité sociale et de retraites, très généreux, pourrait subir quelques modifications à l'avenir. De chômage, il n'en est pas véritablement question (1,5 % de la population active), mais l'industrie sidérurgique continue à réduire le nombre d'emplois - sans licenciements, souligne M. Joseph Kirsch, président de la direction générale d'Arbed, - et même le sec-

teur de la finance a entrepris des réductions de postes. La place a été frappée cette année, par exemple, par la restructuration des établissements scandinaves. Mais 44 000 personnes (plus de 20 % de la population active du Grand-Duché) traversent toujours chaque jour la frontière pour venir travailler à Luxembourg. Un record mondial, en proportion de la population.

Les atouts naturels, donc, devraient permettre au Luxembourg de surmonter l'actuelle passe difficile. Mais quels sont-ils exactement ? La liste est simple, et déjà bien établie, aux yeux des habitants du pays : la situation géographique privilégiée, aux confins de la France, de l'Allemagne et de la Belgique ; la stabilité politique et sociale ; l'absence de « tracasseries administratives »... et surtout le fameux « consensus » à la luxembourgeoise grâce auquel gouvernement, patronat et salariés ont toujours réussi à résoudre les problèmes économiques et politiques.

Ce consensus permet de bien partager le gâteau, et il est encore solide, ce qui est important lorsqu'il y a moins à répartir, souligne un observateur. Enfin, de nombreux Luxembourgeois rappellent le rôle de pont que leur pays est susceptible de jouer entre la France et l'Allemagne, deux économies fortement interdépendantes, mais dont les industriels ne se comprennent pas souvent très bien, pour des raisons de langue, mais aussi de mentalité.

Tous ces atouts, le Luxembourg compte bien les utiliser pour attirer de nouveaux investisseurs étrangers et réussir la nouvelle et indispensable diversification de ses activités. L'internationalisation dans le secteur de l'industrie s'est d'ailleurs poursuivie récemment, avec l'implantation du japonais TDK ou l'important accord passé entre Arbed et Unimetal (filiale du groupe français Usinor-Sacilor). Le gouvernement s'intéresse au développement des services non financiers, par exemple le secteur de l'audiovisuel (lire page 12). L'idéal serait bien sûr que le Luxembourg parvienne à obtenir le siège de la future banque centrale européenne.

En posant sa candidature, le Grand-Duché a rappelé que plusieurs textes officiels de la Communauté désignent Luxembourg comme le siège naturel des institutions monétaires de la CEE. La luxueuse plaquette éditée pour présenter les atouts du Grand-Duché ne manque également pas de rappeler les bonnes performances économiques du pays, « l'un des rares États membres qui déjà actuellement remplissent tous les critères de convergence durable énumérés dans le traité de Maastricht ». Tout comme les autres villes candidates en dehors de l'Allemagne, Luxembourg ne se fait guère d'illusions sur ses chances de l'emporter. Mais comme le rappelle un responsable, les petits pays tirent parfois leur épingle du jeu.

Comme presque tout au Luxembourg, la prospérité future du Grand-Duché repose sur la bonne santé et la volonté de ses partenaires étrangers. En particulier, son avenir de place financière interna-

tionale dépendra de l'autorisation qui lui sera laissée de conserver le secret bancaire et de soumettre les établissements financiers à des réserves plus réduites que chez les partenaires.

Sur le premier point, les dirigeants ont une réponse unanime et, il faut le reconnaître, assez convaincante. « Il n'est pas dans l'intérêt de la CEE que les capitaux sortent de son territoire », explique M. Guy Seyler, économiste en chef de la Banque et caisse d'épargne de l'Etat. En dehors de Luxembourg, rappelle-t-on souvent, il y a de nombreux endroits attirants pour les investisseurs en quête de discrétion (de la Suisse à Andorre, en passant par Gibraltar ou les îles Caïmans). Supprimer les avantages de la place de Luxembourg reviendrait donc à encourager les sorties de capitaux en dehors de la Communauté.

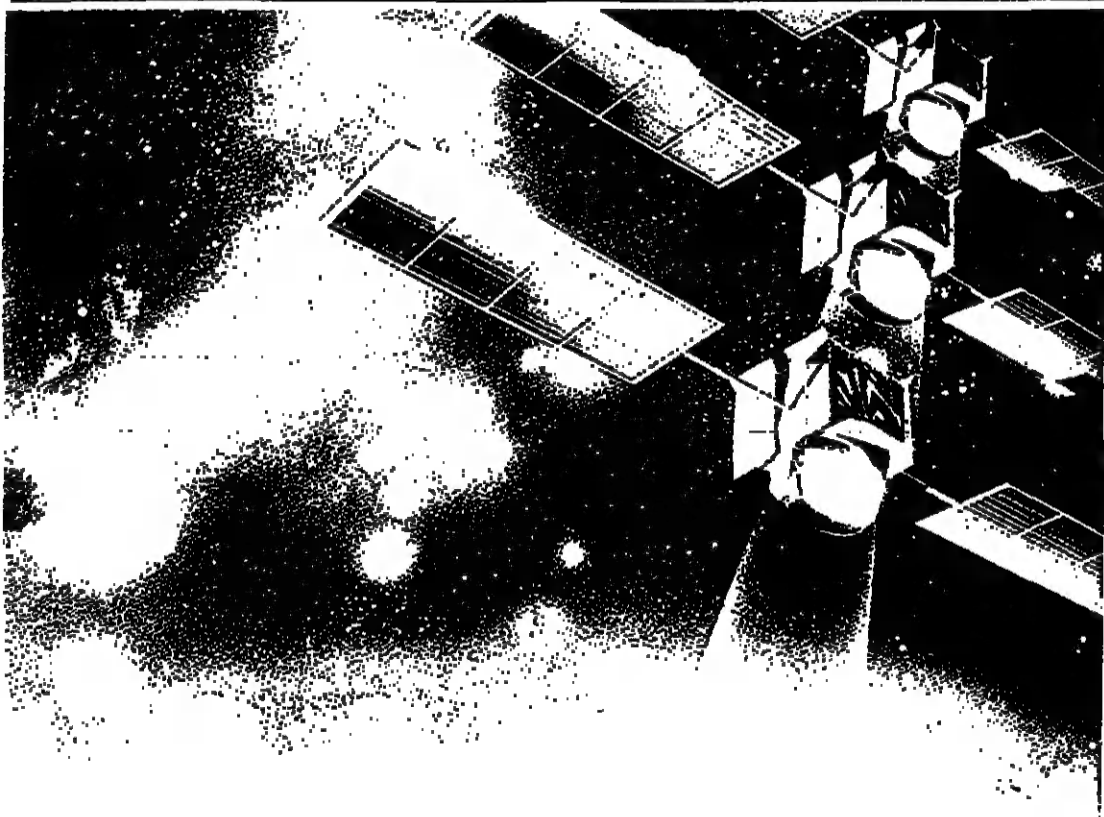
Afflux des capitaux allemands

A court terme, les particularismes du Luxembourg ne vont pas sans créer de tensions avec les partenaires européens. Ainsi, avant même que l'Allemagne ait rétabli un prélèvement à la source de 30 % sur les revenus des capitaux mobiliers (il entrera en vigueur au 1^{er} janvier), les capitaux allemands affluent dans les banques du Grand-Duché, pour le grand bonheur des établissements de la place (30 milliards de marks seraient sortis au cours des derniers mois, dont une large fraction aurait été investie dans le Grand-Duché).

L'Etat allemand ne voit pas d'un bon œil ces opérations, encouragées par les annonces publicitaires passées par les banques allemandes dans la presse, mais peut difficilement les empêcher. Le pire, explique M. Thiel, est que la plupart des particuliers qui viennent placer leur argent en liquide dans les fonds d'investissement « Luxembourg » ne tomberaient même pas sous le joug des autorités fiscales allemandes, les abattements à la base ayant été fortement relevés (6 000 DM pour un célibataire), ce qui aboutira à exonérer 80 % des contribuables. Reste que pour les 20 % des plus gros revenus, le prélèvement ne sera pas libérateur.

En outre, la plupart des fonds ressortissent aussi de Luxembourg pour être réinvestis en Allemagne, en bénéficiant du statut de non-résident. Cet exemple illustre bien la dépendance de Luxembourg à l'égard des actions et des attitudes de ses partenaires. Jusqu'à présent, ils n'ont rien fait pour nuire à la croissance de la place financière, et même, comme l'ajoute un responsable, « la place financière de Luxembourg n'existerait pas si ses voisins ne l'avaient pas voulu ». Mais pour peu que, sous couvert d'harmonisation européenne, les autres pays européens remettent en cause la législation luxembourgeoise, les conséquences seraient catastrophiques. S'il n'est plus un détour, que deviendra le Luxembourg ?

FRANÇOISE LAZARE



LA TELEVISION SANS FRONTIERES

Les chaînes diffusées
par le système de
satellites ASTRA

TV Sport
RTL Plus
TV 3
Eurosport
The Children's Channel
Lifestyle
Satellite Jukebox
Sat 1
TV 1000
Sky One
TV Asia
Teleclub
3 Sat
Film Net
Sky News
RTL 4
Pro 7
MTV Europe
Sky Movies Plus
Premiere
The Movie Channel
ARD / 1 Plus
Sky Sports
Tele 5
UK Gold
JSTV
N3
Sky Movies Gold
The Adult Channel
CNN International
Et prochainement deux chaînes espagnoles.
Et plus de vingt stations de radio

ASTRA
LA TELEVISION
PAR SATELLITE

Société Européenne des Satellites,
L-6615 Chéreau de Betzdorf
Tel : (352) 71 72 51
Fax : (352) 71 72 54 227
Telex : 50625 ASTRA LU

Le Monde
EDITIONS

VOYAGE A L'INTÉRIEUR DE

L'EUROCRATIE

Jean de La Guévière

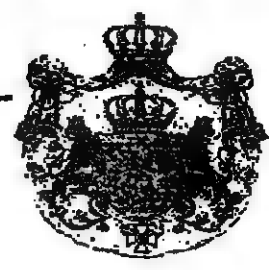
Pour comprendre enfin comment fonctionne l'Europe, cette formidable machine, qui, si vous ne vous intéressez pas à elle, n'a pas attendu Maastricht pour s'occuper de vous.

Avec une halte dans les institutions des Douze installées à Luxembourg et des notations sur la présidence de la Communauté européenne par le Grand-Duché.

EN VENTE EN LIBRAIRIE

هكذا من الناحية

LUXEMBOURG: LE BON ÉLÈVE DE L'EUROPE



« Une certaine manière d'être »

Deux mille ans d'une histoire riche et mouvementée ont forgé l'identité de ce petit pays

ECHTERNACH, Clervaux, Remich, Rodange, quatre points cardinaux d'un pays où quand on « va en ville » on se rend dans la capitale, Luxembourg. Petit pays assurément, qui, en avril dernier, a fêté son 400 000^e habitant. Ce qui ne l'empêche pas, avec ses 2 587 kilomètres carrés, d'imposer sa singularité au visiteur qui le découvre pour la première fois. « La recherche de l'identité », écrit M. Wurtz-Polfer, bourgmestre de Luxembourg, est au cœur de l'existence, et seuls ont accès au bonheur ceux qui ont la chance de pouvoir satisfaire tant bien que cette quête. S'identifier à une certaine manière, à la paix de l'âme. Prononcé au janvier dernier, lors de la visite de M. Mitterrand dans le Grand-Duché, ces mots résumant ne paraissent pas le caractère de ce pays et de ses habitants.

Se promener dans les rues de la capitale et circuler sur les routes alentour permet de percevoir assez vite ce qui a forgé cette identité : deux mille ans d'une histoire riche et mouvementée. Certes « Licilimbuc », le petit castel perché sur le rocher du « Bock », dans la capitale, ne date que de 963. Mais les Romains n'avaient pas attendu que le comte Sigefroi traite avec les abbés de Saint-Maximilien, à Trèves, pour investir cette terre. En témoignent le palais romain récemment mis au jour sur la commune d'Echternach, à 35 kilomètres au nord-est de là, ainsi que les mosaïques romaines exposées au musée de Diekirch, à la même distance mais au nord.

De l'Oesling (région ardennaise du nord) au Bon-Pays (au sud), se succèdent édifices religieux (Clervaux, Echternach, etc.), jalons de l'implantation du christianisme, et châteaux forts (Bourscheid, Vianden, Larochette, etc.), remparts contre les multiples envahisseurs des temps féodaux. Quant aux restes des fortifications de Vianden

(maréchal héritier de Louis XIV), dans la région de Rastakeller, près du syndicat d'initiative de la ville, aux vestiges des Espagnols (1644), témoignent que l'on était en partie, si une fois converti en jardins publics, les bâtiments les convoitises et les services militaires au cours des siècles par la capitale chez les visiteurs européens plus ou moins proches.

Victor Hugo
ne s'y est pas trompé...

Aujourd'hui, l'Europe domine... du haut du plateau de Kirchberg, où Luxembourg s'élève au-dessus des forêts ardennaises. Sans négliger le quart de la population locale constitué d'immigrés (notamment portugais, italiens et français). L'image de ce pays est une manière d'être évoquée par

M. Wurtz-Polfer. Manière d'être, l'accueil s'en fait une façade touristique. Victor Hugo ne s'y est pas trompé qui, plusieurs reprises (de 1862 à 1865), a choisi de séjourner ici, y compris en exil, après la Commune, en 1871. Pour se distraire de son exil, il s'est fait un tour au charmant musée qui lui a été dédié à Vianden. Juste avant son départ, dans son splendide manoir, il a écrit un jour dans l'Europe, l'Europe est un pays de deux choses également consolantes et magnifiques, l'une, la ruine, l'autre, la raine, en peuple. La prophétie s'est réalisée, la raine a été remplie et le peuple est toujours en attente.

Chère pour ses banquiers et ses savants, le Luxembourg

s'enorgueillit également d'un champion du monde, Guy Moyano, qui a récemment remporté à Besançon le championnat de France de tir à l'arc. En outre, le sport national oblige ! En veine d'originalité, les habitants luxembourgeois

ont érigé, place d'Armes, la statue d'un renard, hommage à un roman écrit en 1872 par Michel Rodange et qui contait, sous la forme d'une fable, les travers de la société politique de l'époque. Exemple de ce recul critique que

l'on appelle humour et que les Luxembourgeois n'hésitent pas à appliquer en priorité.

Moment privilégié pour partir à la découverte de ce « certain manière d'être », les lieux de la capitale. D'autant qu'à cette saison la neige rehausse parfois la beauté de la capitale, avec ses vallées de la Sûre et de l'Our, au nord, le spectacle enchanteur de la vallée des Minnes - non loin de la « Suisse luxembourgeoise », - la paix des vallées de la Moselle, au sud, en

Ajoutez à cela les réjouissances qui débutent dès la Saint-Hubert, que les musiques des orchestres et les chorales qui emplissent l'air d'un Grand-Duché en fête et vous comprendrez que le Luxembourg mérite plus que jamais le

CLAUDE VIALLET



Carnet de route

Partir au Luxembourg, c'est un peu partir pour une région de France, mais que dans un pays où l'on réside... le dépaysement en plus. Même si les Luxembourgeois parlent pratiquement tous le français (l'allemand) en complément de leur propre langue nationale, les luxembourgeois.

Une bonne adresse pour prendre un bon repas : l'Office du tourisme du Luxembourg, 21, boulevard des Capucines, 1000 Paris (métro Opéra), tél : 47-42-90-56, fax : 40-07-00-43, Minitel 3815 LUXEMBOURG. S'y trouvent quelques brochures particulièrement utiles (sur Hôtels, restaurants, suberges, pensions, etc.). Pour des week-ends prolongés ou des séjours d'une semaine en hôtel ou en pension, ou vacances à la

pagne (gîtes, meublés, chambres d'hôtel), formule idéale pour les amateurs de nature et de contacts directs avec les habitants. A signaler également 171 circuits auto-pédestres, un petit guide présentant une sélection de promenades en boucle, de niveau varié.

S'y rendre. En avion, la compagnie Luxair propose, à certaines conditions, des tarifs préférentiels pour le week-end : environ 1 000 F A.R. Renseignements auprès des agences d'Air France, qui représente cette compagnie. En voiture, Luxembourg est à environ 350 kilomètres de Paris (par l'autoroute A4) et à trois heures trente en train.

Sur place. Pour les vacances de fin d'année, la plupart des grands hôtels locaux proposent menus et forfaits spéciaux. Côté spectacles, théâtre, danse et musique à l'affiche jusqu'au 20 décembre envi-

ron, puis à partir du 1^{er} janvier, la ville doit offrir lieu à de grands bals.

A voir. De son riche passé, le Luxembourg a hérité une multitude de monuments, civils et religieux. A Luxembourg, la capitale, il faut

prendre le temps de découvrir ce qui reste hors du commun avec de surprenantes casemates, le château de Luxembourg sur le rocher du Bock, la ravissante vallée de la Pétresse, le Musée des monnaies, qui rassemble l'histoire de

la ville et du pays depuis le préhistorique. A Echternach, l'abbaye fondée au septième siècle par saint Willibrord, le basilique bâtie en crypte mérovingienne ornée de fresques du XI^e 100 environ. A Vianden, dans la vallée de la Sûre, le château fortifié au neuvième siècle, qui domine les deux rives de la Sûre, la ville de l'Our, l'ancienne capitale du Grand-Duché (en 1248) et son château, ainsi que la statue de Victor-Hugo, érigée dans la maison où le poète trouva refuge en 1871. Parmi les sites remarquables, on citera encore les Ardennes, avec leur forêt de hêtres, Bourscheid et ses environs, la Mullerthal (pour ses curiosités géologiques rocheuses) et la région de la Moselle, avec Grevenmacher, où l'on peut prendre la route des vins luxembourgeois après avoir visité l'ancien jardin des Papillons.

EQUITATION TENNIS GOLF STATION THERMALE NATATION JOGGING SKI NAUTIQUE ESCALADE BALLOONING

Après le travail, passez aux choses sérieuses.

Venir au Luxembourg rien que pour travailler serait bien dommage, même si le plus petit pays fondateur de la Communauté européenne réunit les meilleures conditions pour vos séminaires et congrès. C'est l'occasion de joindre l'utile à l'agréable et de retrouver une nature préservée, une hôtellerie et une gastronomie de renom, un programme culturel ambitieux tout comme vos loisirs préférés. Au Grand-Duché de Luxembourg, trouver chaussure à son pied, c'est chose facile.

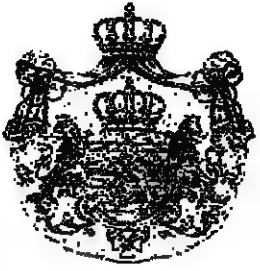
OFFICE NATIONAL DU TOURISME LUXEMBOURG

21, boulevard des Capucines - 1000 Paris - Tél. 47 42 90 56 - Fax 40 07 00 43

EQUITATION TENNIS GOLF STATION THERMALE NATATION JOGGING SKI NAUTIQUE ESCALADE BALLOONING

L'EUROCRAT

EN VENTE EN LIBRAIRIE



LUXEMBOURG: LE BON ÉLÈVE DE L'EUROPE

Les antennes du continent

Le grand-duché soutient deux entreprises privées « exportatrices », la CLT et la SES. Mais il découvre aussi l'audiovisuel public

LES médias ignorent les frontières, mais les programmes, du radio au de télévision, restent d'abord nationaux, pour coller à leur public. Cette contradiction centrale des médias diffusés, le Grand-Duché, petit pays au confluent de plusieurs cultures, a su résoudre. Il est ainsi devenu un laboratoire de l'Europe audiovisuelle, en particulier à travers deux entreprises - privées mais soutenues par l'Etat - la CLT (Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion) et la SES (Société européenne de satellites).

La CLT du son à l'image

La première à longtemps été l'unique « armée » du Grand-Duché dans le secteur, elle a obtenu en 1991 la concession de ses fréquences. Avec ses antennes d'ondes longues ou moyennes, qui portent à grande distance, la CLT exploite depuis lors « gisement » radiophonique vers l'Allemagne, la Grande-Bretagne et surtout la France. RTL, à Paris, et la France Inter, à Paris, ont en effet des antennes privées dans l'Hexagone et a fourni pendant des décennies l'essentiel des bénéfices de la CLT - permettant à son directeur de payer des salaires confortables au Grand-Duché. L'influence française se retrouvait dans le subtil équilibre du capital et du management, compromis économique (à Haves, la régie) autant que la politique, à l'époque du monopole en France.

Deux événements majeurs de la dernière décennie sont venues modifier la situation : la montée des radios FM ; la déréglementation des médias en Europe, avec l'arrivée de chaînes privées concurrentes. Les deux menaçaient la CLT ; elle y a répondu vigoureuse-

ment, notamment depuis l'arrivée à la tête en 1987 de Jean-Thomé, ancien premier ministre, et son prédécesseur Pierre Werner. En cinq ans, la CLT a plus que doublé un chiffre d'affaires consolidé (49,9 milliards de FLUX en 1991) dont la moitié est gravité d'une radio française à des télévisions allemandes d'abord (RTL Plus), belge (RTL-TV), néerlandaise (RTL 4) et française (M6) ensuite, qui surclassent l'historique RTL-TV de Lorraine lancée en 1954.

Partenariats dans chaque pays, développement multipolaire, pouvoir croissant de l'actionnaire GBL : moins dépendante des fréquences de sa concession, et d'autorisations d'émission à l'étranger, la CLT se pose du son à l'image en prenant quelque distance avec le Grand-Duché, même si, avec ses antennes, elle est toujours présente. La transition de l'historique villa Louvigny, plantée au cœur de la ville, et la moderne siège de multinationale à Kirchberg, symbolise une émancipation relative. La maintien de la CLT à Luxembourg est donc - avec l'avenir de l'Orchestre symphonique de la RTL, le seul pays - au cœur des débats qui vont débiter pour renouveler la société.

Ayant anticipé la disparition des monopoles audiovisuels en Europe, ce dernier avait par exemple cherché, dès le début des années 80, à placer des billes dans le ciel, sous forme d'un satellite de télévision. Au terme d'un imbroglio avec la France dont les traces subsistent, les projets

Luxart et Coronet capotaient. La CLT déclinait l'initiative à l'entente l'aventure. Le gouvernement prenait alors l'initiative d'accorder une concession de fréquences à la SES, exploitante de satellites américains.

Niché dans un pays boisé, le siège de la SES combine au cœur de la ville le charme du château de Betzdorf restauré à la blanche modernité d'immenses paraboles. Elles contrôlent les deux satellites Astra déjà lancés en 1988 et 1991, qui diffusent seize heures de télévision, se préparent pour les trois autres engins commandés. A partir d'un lancement par an à partir de 1993, la SES est un des plus gros clients d'Ariane, des fabriques américaines de satellites.

Les « bouquets » européens d'Astra

Tout cela n'est qu'un international : la société : il n'y a que 120 Luxembourgeois sur 120 personnes pour une quinzaine de nationalités. Les directeurs sont brésiliens pour la technique, néerlandais pour le commercial, allemand pour la finance, australien pour le conseil stratégique... Le secrétaire général du Grand-Duché, mais le directeur général suisse. Pierre Meyrat martèle le credo de la société : « Nous sommes au service des programmeurs ; nous ne faisons que ce qu'ils demandent. » C'est une exploitation habilement faillie des règlements pour mieux contribuer à leur assouplissement, en alliant marketing et choix techniques judicieux, qu'Astra s'est imposé comme premier opérateur privé de satellites en Europe.

Avec l'appui de Rupert Murdoch, Astra a d'abord forcé le marché

anglais avec Sky TV et gagné une lutte féroce face à BSF. Elle a ensuite entraîné les chaînes privées scandinaves, puis vaincu les réticences allemandes, pour composer dans chaque langue des « bouquets » de chaînes complémentaires. Astra se positionne pour la future diffusion numérique et part à l'assaut du marché espagnol avec de premiers clients. Elle a désespéré de l'Hexagone un jour, malgré des tarifs plus élevés d'ordinaire que ceux concurrents publics, Eutelsat, Kopericus ou Tédécum : « Car nous ne vendons pas des répéteurs de satellites, mais l'accès à un marché », explique Carlo Rock, un des pionniers luxembourgeois de l'aventure.

« Créer un climat favorable »

Outre l'accès aux chaînes câblées (28 millions de foyers), Astra a un effet décisif sur la création d'une industrie de réception directe. « Nous sommes un catalyseur pour une industrie beaucoup plus large », estime Pierre Meyrat, qui chiffre à 1 milliard d'euros les bénéfices générés directement par Astra, un autre milliard le chiffre d'affaires généré chez ses clients diffuseurs, un troisième milliard les équipements achetés par les particuliers. En quatre ans, plus de 10 millions de foyers (dont 4,5 en Allemagne, et 2,6 en Grande-Bretagne) ont branché leurs antennes en direct vers ces télévisions à ciel qui portent même au loin la culture grand-ducale : le programme local « Hei Eiei » est diffusé le matin sur RTL 4, chaîne privée pratiquement néerlandaise mais officiellement luxembourgeoise pour des raisons juridiques.

Le droit, justement, est un service que le gouvernement met au service d'une philosophie résumée par Paul Zimmer, responsable du

service des médias et de l'audiovisuel : « Être à l'écoute des opérateurs privés et régler pour créer un climat favorable, sans idée préconçue. » Au début de la sidérurgie, le gouvernement a voulu opposer l'expansion des services, renouveler dans les médias la réussite obtenue dans la finance, créer des niches de spécialités... et des emplois.

Cela passe par une vigilance têtue lors des négociations internationales, sur les fréquences ou sur les coopérations européennes ; par des aides fiscales à la production, sous forme de certificats audiovisuels (revendus à des sociétés contributives) qui permettent aux producteurs d'économiser jusqu'à 10 % de leur devis d'un tournage au Luxembourg. Finalement sur mesure en 1988 des salons télévisés de la CLT, cet avantage fiscal a finalement servi d'autres - la série « Warburg » d'après Jacques Attali par exemple, ou certains films de cinéma - et coûté 400 millions de francs français en 4 ans, pour 93 demandes et 37 œuvres déjà achevées. Le montant est plus élevé que prévu, et les résultats différents des objectifs : le dispositif a permis la formation d'équipes compétentes, mais les infrastructures espérées (radios) n'ont pas émergé. Pragmatisme oblige, les certificats sont néanmoins reconduits pour 5 ans, en incluant les dépenses de post-production pour une partie de l'expérience.

Si le nom commercial de Médiaport Luxembourg, la petite équipe de Paul Zimmer (12 personnes) s'active dans les salons professionnels pour promouvoir le statut de Luxembourg à l'étranger.

Mais après des décennies d'exportation vers le grand large de l'Europe, le Grand-Duché a aussi tourné ses antennes sur lui-même, avec la loi du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques. La seule émission télé-

visée spécifiquement destinée aux quelque 100 000 luxembourgeois, jusqu'à jeudi hebdomadaire et vidait les rues chaque dimanche midi. Mais les hommes politiques, à l'exception de quelques électeurs plus au fait de l'allemand ou français que des subtilités de leurs coalitions. Aussi ont-ils poussé à ce que le Luxembourg lance, en octobre 1991, « son » journal télévisé quotidien, ce « Hei Eiei » dont la demi-heure s'est déjà imposée dans le cœur des spectateurs. Sa confection est confiée à la CLT. Mais elle ne peiner la presse écrite - dont chaque titre rejoint une tendance politique - la publicité qu'il récolte est plafonnée, le gouvernement comblant le trou.

Quarante radios locales

Le même phénomène vaut en radio. Au monopole de la CLT a substitué l'autonomie, après quelques années de tolérance des pirates, le pluralisme organisé de 40 fréquences très locales, et 4 réseaux « nationaux » de radios FM. La « généraliste » DNR, liée au principal quotidien luxembourgeois, la « musicale » Eldorado, que le « jeune » de la presse destinée aux jeunes ; l'« ethnique » Radio Latina, confiée aux minorités portugaise, italienne et francophone ; la « verte-alternative » Radio Alter Echo enfin, vont concurrencer l'historique Radio-Luxembourg de la CLT. Et l'an prochain devrait naître une radio socioculturelle, directement financée par le Trésor. Pays sans redonne, chante des médias privés, le Luxembourg est ainsi, bon dernier en Europe, en train de découvrir l'audiovisuel public!

MICHEL COLONNA D'ISTRIA



POUR INVESTIR DANS LE LOCATIF BENEFICIEZ DES MESURES DE SOUTIEN AU LOGEMENT.

SAVEZ-VOUS QUE D'IMPORTANTES REDUCTIONS D'IMPOT RENDENT L'INVESTISSEMENT DANS LE LOCATIF PARTICULIEREMENT ATTRACTIF ?

Comme beaucoup de Français, vous avez mis de l'argent de côté et vous voulez le placer de la manière la plus avantageuse. Des mesures ont été prises pour vous aider, dès maintenant, à investir dans un logement à louer. Ces mesures vous donnent droit à des réductions sur vos impôts 1992. Connaissez-vous bien ces mesures ?

QUELS SONT LES TYPES DE LOGEMENTS CONCERNÉS PAR CES MESURES ?

Vous bénéficierez de la réduction d'impôt en portant acquéreur d'un logement neuf, en construisant une habitation, en faisant reconstruire un logement ou en souscrivant des parts de SCPI (Sociétés Civiles de Placements Immobiliers).

QUEL EST LE MONTANT DE LA RÉDUCTION D'IMPOT ?

Un exemple. Vous êtes un couple. Alors vous pouvez bénéficier d'une réduction d'impôt allant jusqu'à 10 000 F sur deux ans. Vous avez donc la possibilité de déduire 20 000 F sur vos impôts 1992.

QUELLES SONT LES MODALITÉS DE LOCATION ?

Ce logement devra être loué pendant 6 ans ou moins, mais sans plafond de loyer.

En ce qui concerne les parts de SCPI, celles-ci devront être conservées pendant 6 ans.

EST-IL POSSIBLE DE RENOUVELER CETTE OPÉRATION ?

Oui, si le premier investissement a lieu avant le 31 décembre 1992 et le second le 1er janvier 1993 et le 31 décembre 1997.

AUTRES MESURES DE SOUTIEN AU LOGEMENT PRISES EN 1992.

• Accession à la propriété

En 1992, des mesures ont été adoptées pour vous aider à devenir propriétaire de votre logement. Elles vous donnent droit à une réduction sur vos impôts 1992 et améliorent les conditions du Plan Épargne Logement.

• Amélioration de l'habitat

D'autres mesures vous font bénéficier de réductions sur vos impôts pour les dépenses de travaux de rénovation ou d'hygiène.

Pour plus d'informations, renseignez-vous auprès :

le Département d'Information pour le Logement (ADIL) ou de la Direction Départementale de l'Équipement (DDE) de votre département. Pour avoir les adresses de ces organismes pour avoir directement des informations sur les mesures de soutien au logement, téléphonez au 40 81 80 00 ou tapez 3615 INFOLOGEMENT.



Ministère de l'Équipement, du Logement et des Transports

هكذا انصح

DIPLOMATIE

La réunion des ministres des affaires étrangères de la Communauté

Les Douze regrettent, mais sans dramatiser le « non » des Suisses à l'Espace économique européen

Les ministres des affaires étrangères de la Communauté européenne, réunis lundi 7 décembre à Bruxelles pour préparer le sommet d'Edimbourg, ont regretté le résultat négatif du référendum suisse sur l'Espace économique européen, mais sans dramatiser. C'est dommage pour les Suisses, a déclaré M. E. Guigou, résumant apparemment un sentiment général : pour l'instant, ce résultat n'est pas totalement inattendu. Il ne devrait pas empêcher la CEE et l'AELE de poursuivre leur projet commun.

Un porte-parole de la mission suisse auprès de la CEE a affirmé, lundi, que cette décision n'avait pas retiré, et M. F. Andriessen, le commissaire européen chargé des relations extérieures, a souligné que la Communauté continuait à examiner cette décision d'adhésion, mais qu'elle devait attendre en compte le vote de l'Assemblée européenne qu'elle franchisse.

Les douze ministres ont en tout cas veillé à ne pas mettre sur le même plan le référendum suisse et celui par lequel les Suisses avaient rejeté au mois de juin le traité de Maastricht. L'impact de ces deux décisions populaires est en effet très différent, et celui de Danos, notamment à celui des Suisses, car à quelques jours du sommet européen d'Edimbourg l'un

des problèmes prioritaires auxquels les Douze n'ont pas encore trouvé de solution. Les propositions faites à ce sujet par la présidence britannique de la Communauté ont été rejetées, lundi, comme insuffisantes par les trois partis d'opposition qui ont la majorité au Parlement de Copenhague. Elles avaient en revanche été rejetées - comme excessives - vendredi dernier, par les chefs des partis démocrates-chrétiens européens.

Les priorités d'Edimbourg

Ce n'est pas une surprise, le ne pense pas que les Suisses soient prêts à signer le traité de Maastricht, a déclaré le chef de la diplomatie belge, M. Willy Claes, tandis que son homologue allemand, M. Klaus Kinkel, faisait remarquer : « Ce n'est pas la fin de l'EEC ». Ce n'est pas la fin de l'EEC, ce n'est pas l'entente de la Communauté européenne, mais le processus fédéral supranational de l'Union européenne en voie de réalisation de la

La mission impossible

Financer signifie prendre tout ou tard de l'argent dans la poche de quelqu'un, en l'espèce telle ou telle catégorie de contribuables, il a les chances de rencontrer de vives résistances. Il lui faudrait, pour venir à bout, pouvoir s'appuyer sur un vaste consensus. Ce n'est pas le cas, même s'il dispose d'un réseau de fans que Mitterrand, Major, Kohl et Helmut Kohl ont fait passer. Bien que la participation d'Alain Juppé ait été plus que suffisante, il n'a été élu que par moins de 100 000 voix, et il ne l'aurait pas emporté sans le vote noir. Depuis la guerre, seul Nixon, pour son premier mandat, avait fait plus mal. Il est vrai que le secret d'Alain Juppé n'a jamais été plus que suffisant. Mais, enfin, on se demande où certains ont pris que l'Etat avait bénéficié d'un « glissement de la main ».

Mission impossible

Sur les devoirs de l'homme. Alain Juppé a dit que ne se résume pas à une autre forme, le calvaire de John, que le Vietnam avait empêché de se consacrer à son objectif essentiel, le même, en fin de compte, que celui qui s'est fixé le futur président : la construction d'une « nouvelle société » inspirée du New Deal de Roosevelt.

Le pessimisme européen d'Alain Juppé

Le prince de Galles n'a pas été le seul à faire un discours colérique franco-britannique, qui a été du 5 décembre à l'occasion d'une manifestation d'amicable et pourtant très dure entre les deux nations. Hôte d'honneur d'un dîner inaugural, le prince Charles a exprimé une sympathie pour la cause de la paysannerie française, dont la contribution à la vie nationale ne peut, selon lui, se mesurer seulement en termes de coût.

Un rapport parlementaire dénonce les dérives financières du projet d'hémicycle européen à Bruxelles

STRASBOURG (Communautés européennes) de notre correspondant

Le projet de construction de l'hémicycle du Parlement européen à Bruxelles est à l'origine d'un rapport critique de la Commission du contrôle budgétaire. Le rapporteur, le député européen John Tomlinson (travailliste britannique), dénonce, dans ce rapport, le M. Egon Klepsch (chrétien-démocrate allemand), président de l'Assemblée des Douze, la gabegie qui « expose l'institution à des actions judiciaires ». Depuis 1990, le rapporteur s'est attaché, en effet, les services d'experts juridiques, financiers et techniques pour surveiller la réalisation du projet baptisé « Espace Léopold ». Quatre bureaux ont encaissé jusqu'à présent plus de 11 millions d'eus (28 millions de francs français).

Le rapporteur, qui, comme tous les représentants du Royaume-Uni, siègeant à Strasbourg, ne peut pas être accusé de partialité, fait ainsi allusion à la « procédure d'urgence » par laquelle le projet « Espace Léopold » a été adopté en 1991.

Au deuxième colloque franco-britannique

Le pessimisme européen d'Alain Juppé

L'adoption d'une « voie plus démocratique » pour l'Europe. M. Alain Juppé, président de la société des lecteurs du Monde, devait, en tant que rapporteur, rendre l'impossibilité dans les institutions actuelles d'une réforme en profondeur des institutions communautaires. Il a souligné que c'est sur l'élargissement que s'étaient marquées les divergences d'attitudes les plus nettes, la part européenne entrant de façon déterminante dans les positions ouvertement prises, tant par les Britanniques que par les Français. Pour ces derniers, une Europe communautaire s'étendant de la France à l'océan Atlantique apparaît comme un instrument d'unité de puissance, où l'influence française se diluerait indubitablement.

De la généalogie à l'histoire sociale

La société française au XIX^e siècle

Tradition, transition, transformations. Jacques Durandier, Denis Kessler. Fayard. 552 p. 185 F.

Un grand communicateur à un autre

A l'heure de la démocratie médiatique, il n'est pas d'homme plus opérant. Au point que celui qui n'en dispose pas peu ou prou a fait de renoncer à se lancer dans l'arène. On aurait tort de s'en indigner : qui peut prétendre que les hommes n'ont pas été capables de leur montrer qu'il y avait à eux ? L'une des forces de Bill Clinton est de donner l'impression que, intéressé, chez lui, est spontané. Mais ce sont nos hommes politiques, et surtout parmi les plus illustres, qui ont le plus d'en prendre de la graine.

Un nouvel éclairage sur la société française au XIX^e siècle, grâce à l'enquête des 3000 familles.

Genealogie Magazine

L'Histoire chez FAYARD

La société française au XIX^e siècle
Tradition, transition, transformations
Jacques Durandier, Denis Kessler
Fayard
552 p. 185 F.
Un nouvel éclairage sur la société française au XIX^e siècle, grâce à l'enquête des 3000 familles.
Genealogie Magazine
L'Histoire chez FAYARD

CARNET DU Monde

« L'Humanité » au bord du dépôt de bilan

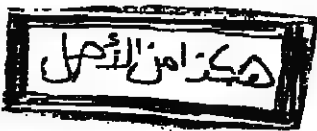
- Le mercredi 14 décembre 1991, à 14 heures, au Théâtre de Paris-VIII (2, rue de la Liberté, Saint-Denis), amphithéâtre Z : « *Le Livre du Livre* », lecture littéraire », sous la direction de Francis Dumont.

— Les qui aimé joyeuse amitié
— Fantaisie aurait une pensée
— pour elle.

Soutenances de l'Université

— Le mardi 11 janvier 1988, à 14 heures, au Palais de la Liberté, Saint-Denis, amphithéâtre Z1 : soutenance de thèse de doctorat en Littérature, de M. Jean-Claude Baudouin, Université de Paris-1 Sorbonne.

— Le mercredi 12 janvier 1988, à 14 heures, au Palais de la Liberté, Saint-Denis, amphithéâtre Z1 : soutenance de thèse de doctorat en Littérature, de M. Jean-Claude Baudouin, Université de Paris-1 Sorbonne.



Le Monde ■ Mercredi 11 décembre 1992 ■

SOCIÉTÉ

JUSTICE

Les accusés du meurtre de Céline Jourdan
devant la cour d'assises de l'Isère

Le soupçon de l'innocence

Après un interrogatoire qui a duré plus de six heures, lundi 7 décembre, le juge de l'Isère, Didier Gentil, qui accuse Richard Roman, 34 ans, tueur de Céline Jourdan le 28 juillet 1988 à La Motte-du-Caire, n'a pas moins en moins de doute. Après six jours de débats, la cour d'assises de l'Isère se livre donc à deux attitudes tout à fait déconcertantes : celle de Roman, qui rejette ses aveux, et celle de Gentil, qui présente une version des faits peu convaincante.

GRENOBLE

de notre envoyé spécial

Si le principe de la cour d'assises est de juger les crimes les plus graves, il est aussi celui de la justice. Les audiences qui font penser que le système judiciaire fonctionne d'une façon presque parfaite. C'est la puissance de l'oral, la vigueur des mots soulignée par les attitudes, par la musique de la voix, par la tenue des intervenants. C'est l'instant suprême où chacun s'exprime librement, en public, sous le regard impassible du jury. Le président Dominique Fauriol pose ses questions calmement, clairement, en lisant Gentil sans cesse par ce magistrat qui utilise des mots simples. Or si Gentil ne dédaigne pas l'emploi du jargon judiciaire, il aime qu'on lui parle sans détour. Il rappelle à son nouveau comment Roman lui aurait dit d'arrêter la justice.

C'est une femme, Céline, sans lui préciser qu'il s'agit d'une enfant. « Ça va, ça va, soit le dimanche, soit le lundi, soit le mardi, soit le mercredi... » Il ne donne pas d'explication sur la dernière phrase mais répète qu'il ne s'agit pas de « sacrifice », comme il l'avait d'abord déclaré durant l'enquête. À l'entendre, ce meurtre lui aurait été imposé par un juge. « Je demande un peu à tout le monde, je suis sûr que je suis sûr sur quelque chose qui m'a dit : c'est celle-là », poursuit-il en parlant de cette petite fille de sept ans qu'il a rencontrée dans le Café de la Poste pour son père. « Ça a joué au flipper. J'étais assis sur une chaise et elle était sur mes genoux. » Mais il insiste qu'il ne la connaissait pas auparavant. Le président et l'avocat général Michel Legrand ne comprennent pas comment Gentil a pu soutenir aussi facilement que la jeune fille qu'il avait mise au monde n'était en fait qu'une enfant. « Il n'y a pas d'esprit, ça ne m'étonne pas », répond finalement Gentil.

Après avoir beaucoup de mal à se faire entendre, il se livre à une longue tirade. « C'est une fille, ça n'a rien de plus, ça n'a rien de moins. » Mais, où il pose quelques minutes, puis reprend avec l'air d'un homme qui cherche à se faire entendre. « C'est une fille, ça n'a rien de plus, ça n'a rien de moins. » Mais, où il pose quelques minutes, puis reprend avec l'air d'un homme qui cherche à se faire entendre.

FAITS DIVERS

A Lapleau (Corrèze)

Quatre morts dans l'incendie d'une maison de retraite

BRIVE

de notre correspondant

Quatre retraités ont trouvé la mort lundi 7 décembre, vers 4 h 30, dans l'incendie d'une maison de retraite à Lapleau (Corrèze). Le feu a pris dans la chambre occupée à l'époque par une octogénaire, qui a donné l'alerte à la gendarmerie. Mais la victime, pour une raison inconnue, est revenue dans la pièce où elle a trouvé la mort de même qu'un couple et un autre occupant résidant tous trois à l'entresol. Les treize autres pensionnaires de ce foyer communal d'hébergement ont été évacués puis rélogés dans les deux hôtels du bourg.

Le procureur de la République, Tullie, M. Olivier Tchekessoff, a désigné un expert d'un laboratoire toulousain de police scientifique afin

de déterminer l'origine du sinistre. D'après les premières constatations, un problème électrique, lié peut-être à l'utilisation d'une chaudière chauffante, aurait provoqué le drame. Il semblerait que les quatre victimes aient été asphyxiées par l'épaisse fumée qui s'est dégagée.

Appartenant à la ville de Brive (Charente-Maritime), le bâtiment incendié servait durant l'été à un local administratif de logement pour les personnels de service d'une colonie de vacances. Depuis 1986, il se transformait chaque hiver en centre d'hébergement temporaire pour personnes âgées originaires des communes corréziennes limitrophes, du Cantal et de la région parisienne. Ce centre, qui employait sept personnes, était accueillait ainsi 100 personnes au 31 mars.

MICHEL DOBREUIL

L'accident de la gare de l'Est devant le tribunal correctionnel de Paris

Les experts concluent à une « erreur » du conducteur du train

Un peu plus de quatre ans après l'accident ferroviaire qui avait fait un mort et soixante-six blessés (dont huit grièvement), le 6 août 1988 à la gare de l'Est, à Paris, le conducteur du train, M. Lionel Venant, est la seule personne à comparaître, depuis le lundi 7 décembre, devant la 14^e chambre correctionnelle de Paris pour répondre du délit d'« homicide involontaire ». Ce conducteur expérimenté évoque des défaillances techniques. Les experts, eux, concluent à une « erreur humaine ».

C'est qui l'autre, le drame est catastrophique, la 14^e chambre correctionnelle du tribunal de Paris n'en finit plus de se pencher sur l'accident meurtrier des chemins de fer français. Du 19 au 28 octobre, le président Jean-Claude Antonetti a entendu la catastrophe de la gare de Lyon (1). Depuis lundi, c'est l'accident de la gare de l'Est qui est évoqué devant le même tribunal. Le samedi 6 août 1988, soit un mois et une semaine après le premier drame, une personne avait été tuée et 66 autres blessés (dont 8 grièvement) lorsque le train 982, en

provenance de Château-Thierry (Aisne), s'est écrasé à une vitesse de 28 km/h, contre les rails de son terminus.

Le convoi était composé de quatre voitures en inox et d'une locomotive électrique située en queue de train et chargée de pousser l'ensemble. Sous la violence du choc, la voiture de tête, longue de 11 mètres, s'est écrasée sur elle-même. Le drame avait entraîné la démission du président de la SNCF, M. Philippe Rouvillois (le Monde du 11 août 1988).

Les deux affaires, au même auditoire. Dans la salle, les juges ont entendu les témoignages des experts, des cheminots venus assister le conducteur du train fou, Lionel Venant, trente-quatre ans, Cheveux courts et pull-over gris, il est assis devant les magistrats. Seul face à une question technique : cet accident est-il dû à une erreur humaine ou à des défaillances techniques ?

Lionel Venant s'accroche à la seconde hypothèse. L'homme plaide non coupable. Il accuse la machine. D'une voix hésitante, il évoque une défaillance par un ressort du Sud-Ouest, ce ressort, tenu pour jouer au rugby, a réagi au président Antonetti en disant que cet homme n'a jamais vu. Le 6 août 1988, il se trouvait à l'avant du train, dans une cabine qui lui permettait de commander la locomotive située à

l'arrière. Il assure avoir tout fait pour arrêter le convoi mais, selon lui, les trois systèmes de sécurité n'auraient pas fonctionné. Dans une discussion de spécialistes avec le président du tribunal - très au fait des termes techniques depuis le précédent procès - il a raconté les différentes manœuvres qu'il a tentées avant de lancer un appel aux passagers pour qu'ils s'allongent.

Extrême confusion

Cette thèse des défaillances techniques de la machine n'est pas, loin s'en faut, celle retenue par les experts. Ils ne croient pas à la culpabilité de la mécanique, mais à celle de l'homme. Ils assurent n'avoir trouvé aucune explication technique au drame. Tout en freinant du mieux qu'il pouvait, M. Venant aurait omis de faire cesser l'action de la motrice en coupant l'alimentation électrique. Autrement dit, malgré les freins, la locomotive a continué à avancer. Les différentes expertises ont été facilitées par l'extrême confusion qui a régné aux alentours de la cabine à la suite de l'accident. Les boutons et les manettes ont été manipulés. M. Antonetti a demandé s'il s'agissait d'actes inconscients ou de manipulations destinées à aider M. Venant.

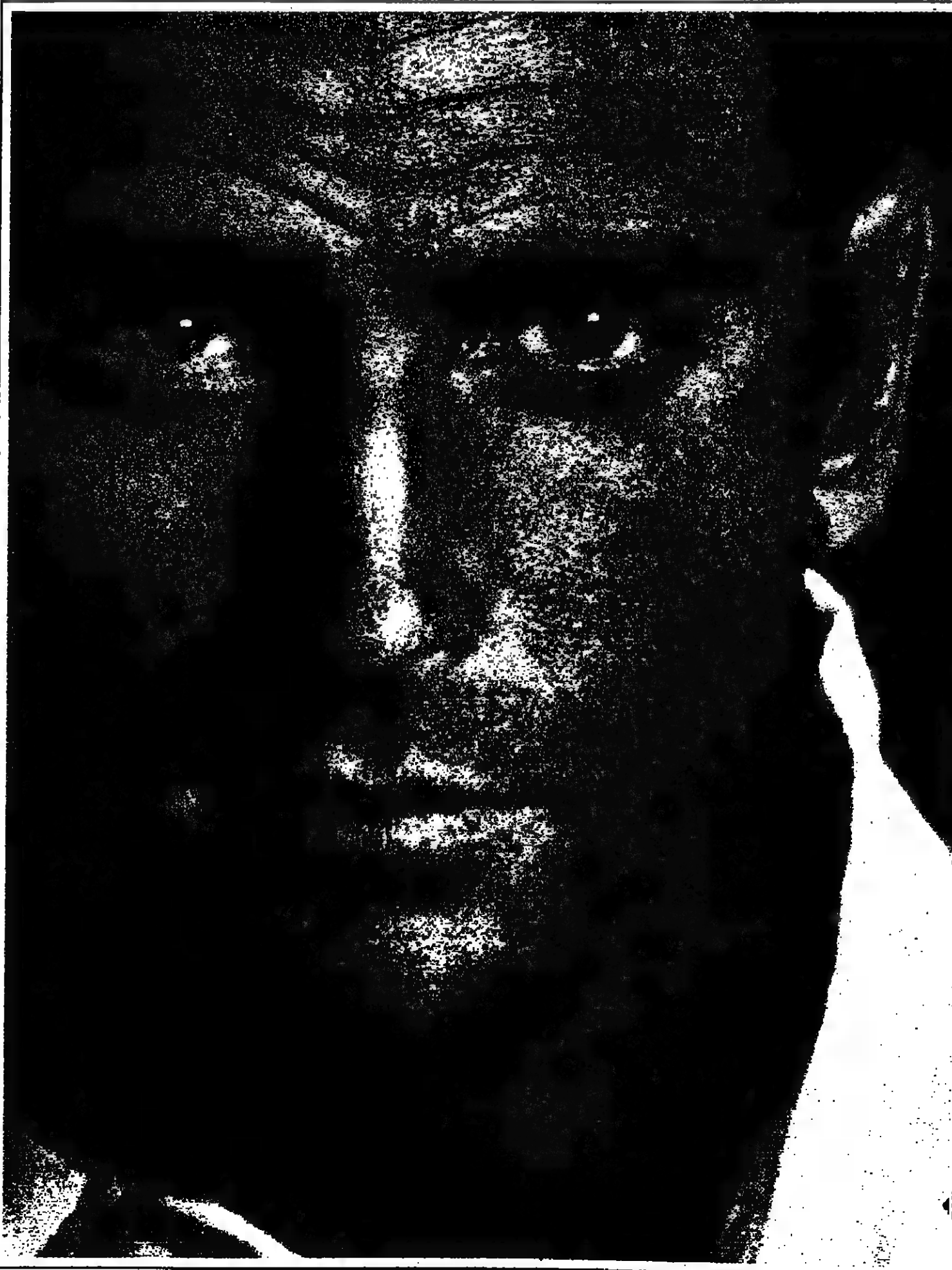
Mardi, le tribunal devait entendre

les experts et des témoins lors de la deuxième journée d'audience. Mais le conseil de M. Venant paraissait déjà difficile à plaider. Outre le fait qu'il ne se soit jamais contredit, il n'a pour lui que le soutien des syndicats (la CGT et la CFDT se sont prononcés « l'acharnement contre un lampiste » et à remettre en cause la « logique de rentabilité » de la SNCF au détriment, selon eux, de la sécurité.

Il bénéficie aussi de son curriculum vitae sans faille : des études de chaudière, le service militaire à Perpignan, l'entrée à la SNCF pour une formation en deux ans, la progression régulière dans les différentes catégories de conducteurs et enfin, en janvier 1988, l'accession au rang de T4 (conducteur expérimenté, le rang le plus élevé étant le T5) qui lui valait une rémunération mensuelle moyenne de 500 francs. Ce temps est révolu. Lionel Venant, marié et père de deux enfants, gagne désormais 2 000 francs par mois. Il occupe un poste administratif à la gare de l'Est.

PHILIPPE BROUSSARD

(1) L'accident avait fait cinquante-six morts et trente-deux blessés le 27 juin 1988. Le jugement sera rendu le 14 décembre (le Monde du 22 octobre).



SOCIÉTÉ

JUSTICE

Appelés à la grève par le syndicat majoritaire

Les magistrats de l'ordre administratif protestent contre l'insuffisance du budget

Le Syndicat des juridictions administratives (67 des voix lors des élections professionnelles de 1990) a invité les magistrats des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel à cesser le travail, mardi 8 décembre, afin de protester contre l'insuffisance du budget accordé à la justice administrative en 1993.

Les magistrats de l'ordre administratif n'ont pas l'habitude de bruyamment leur crier leurs insatisfactions. Leur longue histoire n'avait connu jusqu'à qu'une seule grève, en juin 1990, afin de réclamer une revalorisation de leurs indemnités et une augmentation du budget accordé aux juridictions administratives. Deux ans plus tard, seule la seconde revendication a été lancée par le Syndicat de la juridiction administrative : « Pour 1993, le budget, qui se monte à un peu plus de 500 millions, progresse de 1,8 % alors que le budget total de la justice augmente de 6,85 % », a déclaré M. Gérard Corouge, vice-président de section au tribunal administratif de Paris et président du Syndicat

de la juridiction administrative. Ce budget, qui a fait l'objet d'une lamento quand on connaît les difficultés croissantes des juridictions administratives. »

Souvent méconnue, la justice administrative règle la plupart des différends de la vie quotidienne. C'est à elle qu'on s'adresse pour contester un permis de construire, régler un litige fiscal ou obtenir réparation lorsqu'une faute médicale a été commise dans un hôpital. Les citoyens y font de plus en plus souvent appel : de 1987 à 1991, le nombre des requêtes adressées aux tribunaux administratifs est passé de 61 800 à 78 100, soit une augmentation de 26 %. Le nombre des affaires en instance a aussi progressé, passant de 1987 à 1991 de 108 600 à 156 000, soit une augmentation de 44 %.

Un soupçon sur le droit de l'Etat

Malgré une nette augmentation des effectifs des magistrats (+20 % de 1987 à 1991), les délais de jugement se sont donc allongés : il faut aujourd'hui deux ans et trois mois pour obtenir une décision en première instance, deux ans en

1987. Les appels sont de plus en plus rapides : le délai moyen est de deux ans devant le Conseil d'Etat et d'un an et quatre mois devant les juridictions administratives d'appel créées en 1987. « Moins de deux ans, c'est la crise de la justice administrative », a déclaré le président du Syndicat MM. Hubert Haenel et Jean Arthuis (le Monde du 20 juin). Ils confirment une profonde crise de l'Etat de droit et de l'Etat.

Aujourd'hui, les magistrats demandent donc à l'Etat d'amplifier son effort en faveur de la justice administrative. Le budget pour 1993, qui comprend la création de 20 emplois de magistrat et de vingt emplois de greffier, est jugé totalement insuffisant. Dans un rapport public pour 1991, le Conseil d'Etat estimait que la création de trente emplois de magistrat était « nécessaire » et que le chiffre de vingt emplois de greffier répondait aux besoins les plus immédiats des juridictions.

ANNE CHEMIN

EDUCATION

Dix ans après leur création

M. Lang souhaite renforcer les zones d'éducation prioritaires

Le ministre de l'éducation nationale et de la culture, M. Jack Lang, a présenté, lundi 7 décembre, un plan de consolidation de la politique des zones d'éducation prioritaires (ZEP) qui concerne plus de 1 000 établissements scolaires des quartiers sensibles de 1 300 000 élèves. Redéfinie pour trois ans en 1990 par M. Lionel Jospin, la politique des ZEP sera réexaminée pour la rentrée 1994.

M. Jack Lang avait choisi Villeneuve-Saint-Georges (Val-de-Marne), dont le maire (MRG) est M. Roger Schwartzberg, et le collège Pierre-Brossolette pour annoncer plusieurs mesures de renforcement des ZEP.

En 1982, la gauche en France a fait de la lutte contre l'échec scolaire, selon un principe simple : « donner plus à ceux qui ont moins », c'est-à-dire aux enfants des quartiers sensibles. Mais c'est surtout l'ambition de M. Lang de poursuivre la « consolidation », au sens pour les zones scolaires, la politique engagée par son prédécesseur. Pour cela, des moyens importants sont inscrits au budget 1993 : 80 millions de francs de crédits spécifiques (au lieu de 30 en 1992) destinés à améliorer l'encadrement dans les ZEP et à financer des actions de soutien scolaire mais aussi culturelles et sportives. Dix millions de francs seront ainsi exclusivement consacrés au développement d'activités culturelles et sportives dans les ZEP. Enfin, les équipes dirigées seront systématiquement développées dans les collèges, a annoncé le ministre, « afin de permettre l'accueil des jeunes tout au long de la journée ».

Les financements humains. Sept ans plus tard, M. Jospin avait relancé le dispositif, qui s'essouffait (le Monde du 14 novembre), en octroyant à tous les enseignants des ZEP une indemnité de « mission spéciale » (6 200 francs par an à la rentrée 1992), en créant un poste de coordonnateur dans chaque zone, en mettant l'accent, enfin, sur l'amélioration, dans les ZEP, des apprentissages scolaires.

L'ambition de M. Lang est de poursuivre la « consolidation », au sens pour les zones scolaires, la politique engagée par son prédécesseur. Pour cela, des moyens importants sont inscrits au budget 1993 : 80 millions de francs de crédits spécifiques (au lieu de 30 en 1992) destinés à améliorer l'encadrement dans les ZEP et à financer des actions de soutien scolaire mais aussi culturelles et sportives. Dix millions de francs seront ainsi exclusivement consacrés au développement d'activités culturelles et sportives dans les ZEP. Enfin, les équipes dirigées seront systématiquement développées dans les collèges, a annoncé le ministre, « afin de permettre l'accueil des jeunes tout au long de la journée ».

Mais c'est surtout l'ambition de M. Lang de poursuivre la « consolidation », au sens pour les zones scolaires, la politique engagée par son prédécesseur.

de la situation des enseignants des ZEP qui préoccupe M. Lang. Il veut aller jusqu'à étendre aux « zones à profil » qui devraient être expérimentées à la prochaine rentrée dans quatre-vingt établissements particulièrement défavorisés, le ministre souhaite favoriser dans leur notation à leur notation, les personnels exerçant en ZEP. Dans le premier degré, « après consultation des organisations syndicales », la « critique ZEP » sera intégrée dans les barèmes de notation.

Dans les collèges et les lycées, le ministre demande que les enseignants des ZEP « soient régulièrement inspectés » afin que « les plus dynamiques » soient encouragés d'un avancement. Enfin, dernières nouveautés, les enseignants des ZEP devront bénéficier, dès la prochaine rentrée scolaire, d'un régime de formation continue de huit journées par an, un plan systématique d'accompagnement des enseignants des ZEP sera mis en place, dans chaque académie, en partenariat avec les instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM).

Ch. G.

REPÈRES

ESPACE

Un Européen participera à la réparation en orbite du télescope Hubble

Un astronaute de l'Agence spatiale européenne (ESA), le Suisse Claude Nicollier, fera partie de l'équipe qui, l'an prochain, devra effectuer une réparation en orbite du télescope Hubble, annonce l'ESA, dans un communiqué. Au cours de cette mission, programmée pour le mois de décembre 1993 sur Endeavour, plusieurs actions dans l'espace devront permettre le remplacement de deux panneaux solaires, et la mise en place d'un dispositif de correction optique sur le télescope. Claude Nicollier sera chargé de manipuler le bras télémanipulé d'Endeavour. Une tâche qu'il a déjà menée lors de son premier vol sur une navette quand, en juillet dernier, il a déployé en orbite le satellite européen Eureka.

Conçu par la NASA avec la collaboration de l'ESA qui a fourni les panneaux solaires et l'un de ses quatre instruments (le MIV de 7 mars 1990), le télescope Hubble a été lancé le 24 avril 1990. Malgré un défaut de fabrication de son miroir qui le rend « myope », il a déjà fourni de remarquables images impossibles à obtenir depuis le sol.

DOPAGE

Contrôles sanguins aux Jeux d'hiver de Lillehammer

Les premiers contrôles de sang qui s'ajoutent aux analyses d'urine dans la procédure de contrôle antidopage seront effectués lors des Jeux olympiques d'hiver de Lillehammer (Norvège) en février 1994, a annoncé, lundi 7 décembre à Lausanne, le prince Alexandre de Mérode, président de la commission médicale du Comité international olympique (CIO). « J'ai annoncé à la commission exécutive du CIO que d'une manière très réaliste nous serons en mesure d'effectuer ce type de contrôle par prélèvement d'une goutte de sang au bout du doigt ou au bout de l'oreille, a précisé le prince. Nous avons bien progressé dans les tests expérimentaux et nous indiquons que la procédure sera au point pour Lillehammer. Et même si nous devons nous limiter à un contrôle de ce type à une seule occasion, l'analyse de sang entrera dans les faits ».

ASTRONOMIE

La Lune à l'ombre de la Terre

Une éclipse totale de Lune de la plus belle espèce aura lieu au cours de la nuit de mercredi à jeudi 10 décembre. Notre satellite commencera à entrer à 23 heures dans l'ombre de la Terre, pour en sortir à 2 h 11. L'éclipse sera totale de 1 h 07 à

1 h 21, avec un maximum à 0 h 44. Contrairement à ce que l'on pourrait croire, la Lune ne disparaîtra pas complètement, mais restera à l'intérieur d'une tache rougeâtre. Ce phénomène, parfaitement observable à l'œil nu (ou à l'aide de jumelles) si le météo s'y prête, est dû à la réfraction d'une partie des rayons du Soleil par l'atmosphère terrestre.

Toutes les informations sont disponibles sur un répertoire téléphonique, mis en œuvre spécialement par l'Observatoire de Paris au 45-07-76-00. D'autres informations plus techniques peuvent être obtenues par Minitel, 3616 code BDL (pour « bureau des longitudes ») du même observatoire. Enfin, la liste des sites où l'Association française pour l'astronomie propose des explications et, éventuellement, des observations, peut être consultée, également sur Minitel, 3616 code BIG BANG.

SCIENCES

Clermont-Ferrand se dote d'un laboratoire sur la nutrition humaine

Un laboratoire de recherche en nutrition humaine devait être inauguré, mardi 8 décembre, sur le campus hospitalo-universitaire de Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme). Créé au sein d'un groupement d'intérêt public (GIP) afin de coordonner et harmoniser les actions de recherche en nutrition sur le territoire sain, ce laboratoire réunit des équipes de l'institut national de la recherche agronomique (INRA), de l'institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM), de l'université d'Auvergne, du centre hospitalo-régional et du Centre régional de lutte contre le cancer Jean-Perrin. Cette structure de recherche unique en France devrait notamment favoriser la collaboration protéino-énergétique de l'homme au cours du vieillissement et contribuer à mieux connaître la valeur nutritive des aliments proposés par l'industrie agroalimentaire.

Le page 18 l'actualité avec M. Guy Paillotin, président de l'INRA.

Diminution de 5 % des accidents de la route en octobre. — Les accidents de la route ont diminué de 5,1 % en octobre, soit 5,1 % de moins qu'en octobre 1991. Le nombre des accidents corporels et matériels a diminué dans les mêmes proportions. Durant les trois premiers mois d'application des permis à points, la baisse du nombre de tués avait été de 15,3 %. Le gouvernement d'Etat aux transports routiers et fluviaux, qui avait annoncé, le 25 septembre, un assouplissement du permis à points, souligne que les résultats d'octobre 1991 par rapport à octobre 1990 avaient déjà été « très favorables ».

IL NE TIEN T QU'A VOUS QU'ELLE SE SOUVIENNE.



paco rabanne
PARIS

La recherche agronomique doit «prendre en compte les demandes du citoyen», nous déclare M. Guy Paillotin

Propos ~~introduit~~ par
CATHERINE VINCENT

- En partie, certainement. Les dernières années ont toutefois marquées des changements importants, qui commencent à porter leurs fruits. Une évaluation de la recherche plus rigoureuse a été mise en place, qui s'est traduite, dès la fin des années 1980, par une production notable de la production scientifique, par une recherche de meilleur niveau et de plus grande originalité. Qu'aucun métier ne peut se justifier socialement : la seule qualité de son exercice : pour servir la société. Il y a beaucoup de punition, mais il faut aller jouer dans le jeu. Pour l'INRA, la recherche s'impose plus que jamais : s'ouvrir sur l'extérieur. C'est d'autant plus indispensable que la recherche qui y est faite est de plus en plus liée à l'agriculteur, au consommateur.

- En partie, certainement. Les dernières années ont toutefois marquées des changements importants, qui commencent à porter leurs fruits. Une évaluation de la recherche plus rigoureuse a été mise en place, qui s'est traduite, dès la fin des années 1980, par une production notable de la production scientifique, par une recherche de meilleur niveau et de plus grande originalité. Qu'aucun métier ne peut se justifier socialement : la seule qualité de son exercice : pour servir la société. Il y a beaucoup de punition, mais il faut aller jouer dans le jeu. Pour l'INRA, la recherche s'impose plus que jamais : s'ouvrir sur l'extérieur. C'est d'autant plus indispensable que la recherche qui y est faite est de plus en plus liée à l'agriculteur, au consommateur.

Propos ~~interview~~ par
CATHERINE VINCENT

Les conclusions originales d'un rapport essentiel demandé par M. Bernard Kouchner

40 05 73

accès libre

cité des Sciences et de l'Industrie
30 avenue Corentin Cariou 75019 Paris.
Métro Porte de la Villette. Informations

ENTREBASSE

La médecine : une éthique de responsabilité

Il est extrêmement tentant
de vouloir intervenir dans
la vie civile, lorsqu'elle est
soumise à de tels abus — avec
soulagement — les uns se dirigent
vers la politique.

Les médecins, sournoise depuis
plusieurs mois la critique
implacable qu'excessive,
n'échappe pas à cette tentation.
Son silence, sa passivité
déchaînent des passions, aux
phénomènes de la vie qui
ont un ancien premier
responsables politiques sont

La médecine a pour éthique essentielle la responsabilité, un médecin qui ne prend pas ses responsabilités n'en est pas un. La médecine est, par essence, et surtout, une radicalité.

de responsabilité. Il s'agit de
mer obligations d'homme à
l'égard de l'homme, de son
attente comme de demand
Répondre de, répondre à, l'au
médecins Un revendiquer: l'au
d'autonomie Un respon
intégrale, en
nement Un enjeux, voire les ris
les, les inhérents à
le nature même de leur pratique.
L'expertise, en l'au de la médecine,
la santé, ne qu'inciter à une
à une d'un système social,
comme à ses espé

Le médecin ne peut pas se soumettre à l'administration. Il doit protester devant ceux qui lui apparaissent iniques. S'il ne le fait pas,

Il ne s'agit pas d'un simple professionnel, il devient un simple prestataire du service.

La médecine est loin d'être infallible. Elle n'a pas le temps de reconnaître le danger. Certes, quelques médecins ont plus faille que d'autres à la place où ils étaient; mais ce n'est pas parce que le drame de la contamination sanguine est insupportable à nos yeux que qu'il ne faut pas reconnaître que la médecine est R pour informer la politique, non pour en dépendre. Le déchaînement médiatique contre la politique nous médiatique, bien au contraire.

Où nous  la médecine
collectivement
responsabilité 

vité humaine, nous sommes
auxiliaires et ne
demandons l'estime. A la
d'acquiescer un ou une
maturité, une pensée et des capa-
cités discernement, une force
conviction permettant
choix par le
coresponsabilité.

L'honneur ■ la médecine, ■ responsabilité, moins ■ aux passions ■ fantasmes ■ l'instant, responsabilité qui ■ confiance, conscience et intégrité. L'honneur du politique, ■ d'assumer ses choix.

■ Didier Sicard est professeur

Le Docteur Sicard est professeur de médecine interne à l'hôpital Cochin et président de la Commission nationale consultative de transfusion sanguine.

Suite page **11**

■ Mieux, on ne désarmait,
 les questions d'accident, les
 ■ médicaments
 objets de presse, scandales,
 témoignage supplémentaire d'un
 ■ médicaments
 médecins qui, sauveurs, n'ont
 ■ médicaments
 jusqu'alors systématiquement bène-
 fiques ■ malheureux.
 Le parfum de scandale
 faire ■ au sacrifice de
 l'autorité. L'image de la médecine
 et, une médecine
 (...). On entend
 ■ médecin non-plus
 un ■ un conseil, mais un
 résultat, qu'ils prétendent avoir une
 ■ droits à la santé, il n'y a
 ■ plus juste de dire que
 rapport
 change, certaines formes de
 subordination, d'illusions,
 confiance ■ passer.

Au chapitre concernant « L'éthique de la vulnérabilité », M. Ewald revient sur les trois grands enjeux qui durant les deux derniers siècles ont structuré la perception et la répartition des risques. Le premier, qui a structuré le dix-neuvième siècle, est celui de la responsabilité. Il consiste à dire que « le monde est un monde du danger, de l'insécurité, de l'accident, du risque, dont la répartition naturelle par le sort ou par le hasard est juste ». Cette perception a été transformée avec l'émergence et le développement des dispositifs de solidarité.

« Naturellement, dans une conjoncture, le travail médical, comme le travail quelconque, au bout de quelques années, perd le sens des obligations de sécurité, tout en devenant plus la libre disposition des contractants. Selon une seule règle, on ne soigne pas le malade, mais le malade aussi, le juge devient le maître par l'intermédiaire du contrat. (...) Nous sommes dans des sociétés qui prennent désormais conscience d'elles-mêmes sous le poids de la vulnérabilité. Nous savons de quoi nous sommes capables, nous savons que, si nous sommes capables de la violence, nous sommes capables de l'offense. La médecine moderne n'élève pas le danger et la menace de l'accident, mais, au contraire, l'introduit dans le soin. (...) Nous ne pouvons pas soigner. (...) Nous ne pouvons pas aller sans nous. Qui en rendra responsable ? »

■ fait, ■ problème est bien celui de trouver un dispositif qui pourra prendre en charge les situations de « catastrophe individuelle » générées par le monde moderne, ■ dont l'accident thérapeutique ■ un exemple. ■■ cadre, l'assurance (sociale, ■ responsabilité ou ■ personne) s'impose comme une ■ générale pour ■ les problèmes d'indemnisation ■ les ■ modernes. ■ n'a pas d'alternative », estime M. Ewald.

Depuis les années 1970, une vingtaine de projets ou de propositions de réforme de l'indemnisation des victimes d'actes médicaux ont été présentés. Il s'agit d'autres problèmes de l'indemnisation des victimes d'actes médicaux, particulièrement en Suisse, mais pas en France (Suisse). En fait, parce que nous n'avons plus la solution, la création d'un dispositif d'indemnisation des victimes. En ce qui concerne la dimension financière, la difficulté est liée au manque de ressources - elles sont phénothère, mais plutôt à manque de ressources. C'est un problème d'indemnisation. On ne peut pas résoudre. Cela tient peut-être au problème, tel qu'il se présente au posté, mais ce n'est pas un problème trivial, mais le problème des prix d'une indemnisation de leurs souffrances. Mais quel sera le prix? Qui paiera? Médecins ou malades? Si, jusqu'à présent, on n'a pu répondre, c'est que la question formulée n'a évidemment pas de solution.

En pratique, pour M. Ewald, la solution ne peut être trouvée que dans un **cadre** général bien défini imposant :

« Un cadre juridique. — Faut-il **transformer** le système actuel de la responsabilité médicale ? A divers titres, M. Ewald pense que non, et **maintient** la relation thérapeutique dans un cadre contractuel avec obligation **de soins**. Pour autant, **lui**, l'intervention du législateur **est** indispensable. « Au

il n'est pas possible de laisser, à l'oc-
casion des activités médicales, le
jeu être le seul maître de la rela-
tion médecin-malade et des obligations
qu'elle doit contenir », ce qui ne sera
pas sans effet sur la
de déontologie médicale.

« Une politique de la vérité. —
l'urgence de l'empêcher — la
situation d'incompréhension entre
malades ne s'aggrave
pour donner lieu à une situation à
l'américaine. La multiplication des
plaintes et des doit prise
symptôme d'une
transformation du rapport méde-
cine-malade plus et
plus angélique. Jusqu'alors, les
médecins définissaient la norme
sur le modèle de l'État, sur ce
qui maintient le pouvoir et la pré-
tention. Il faut désormais donner la
parole aux malades, aux malades
qui ne peuvent plus parler — le
malade dégrade et « victimes », mais
comme consommateurs, sujets,
agents des systèmes de santé qu'ils
doivent évaluer ».

■ Un dispositif d'expertise. ■ Il s'agit d'organiser « le conseil d'expertise » de façon à ce que l'expertise ait une valeur objective, pour le malade que pour le médecin, les experts devant être mandatés par les deux parties. Entre autres propositions, M. Evard préconise la création d'un comité d'éthique des accidents médicaux, structure sous le contrôle de l'Etat, et la reconnaissance de la jurisprudence des accidents médicaux.

Une assurance de la «catégorie individuelle»... Parce qu'ils doivent savoir qu'ils ne sont pas responsables des dommages, les médecins doivent être solvables, ce qui impose de mettre un terme aux préférences existant dans ce domaine des praticiens libéraux et praticiens hospitaliers, les derniers n'étant pas plus responsables que n'en importe quel fonctionnaire.

Mais les assurances, eux aussi, doivent être assurées pour faire face aux éventualités de la «catastrophe individuelle», c'est-à-dire la maladie ou la faute médicale établie. Cette assurance, si elle est limitée à la couverture des dommages, serait d'un coût individuel extrêmement modique (17 F par an); ce qui égaré la consommation médicale moyenne d'un Français : 9 300 F.

Les prestations offertes par cette assurance pourraient venir en complément de celles offertes par la Sécurité sociale. Il y a naturellement ici conflit d'intérêts entre deux familles d'assureurs (assurances privées, assurances sociales). Le problème, pour la Sécurité sociale, est de ne pas laisser à l'individu le choix de la honte ou de la déshonneur, de l'accident ou de la faute, de l'indemnité ou de l'absence de faute.

La solution se trouve dans l'expertise de la protection juridique. L'assurance ne doit pas être un dispositif non seulement un dispositif d'indemnisation, mais aussi comme un moyen de protection juridique.

JEAN-YVES NAU

L'expansion de l'épidémie de sida en Inde fait craindre un scénario à l'africaine

BOMBAY

envoyé spécial

L E sida ? Non, je ne suis pas sûr, mais ça se passe comme ça, c'est ça, avoue Sunita avec un sourire. Prostituée de Kamatipura, l'un des multiples quartiers chauds de Bombay, elle concède pourtant avec un engagement entendu parler de « mortelle » que l'on ne peut attrapper « avec des clients ». Elle n'a pas même pas son âge, elle pourrait être de son pays (l'Inde). Sunita n'a pas dix-sept ou dix-neuf ans. Elle vend ses services à plusieurs clients.

Amrit, la trentaine, travaille depuis deux ans dans ce bordel où de la ville. Amrit sait ce que sida veut dire. Elle n'imposera rien, un préavis à ses clients. « Je n'ai pas. Ça ou puis-je faire ? Ici refuse », dit-elle d'un air résigné. Pour ses filles, la prostitution, les avant-garde de la mort, l'Amrique Amrit, volontaire d'une lutte luttant les Trois par semaine, Amrit se rend dans maisons de passe de Kamatipura distribuant gratuitement des anglais. « Les plus en plus conscientes des dans, mais il y a beaucoup de chose », soupire-t-elle.

**100 000 à 300 000
prostituées à Bombay**

Un peu plus tôt, la mère maquillée de Sunita et Laxmi avait fiévreusement déroulé ses yeux un précatif, allant même jusqu'à faire démonstration de l'art d'en réservoir «après usage» afin d'assurer l'hygiène de ces locaux.

«... 1000 roupies (200 francs) à mes filles, jamais elle ne «le fait»... capote», s'efforce d'expliquer Madame Madhuri en gesticulant. Celle-ci, bleue de blanc, vivement attirée au néon, la «salle d'attente» est emplies de «girls» nues, toutes prêtes à «faire l'amour» de «la patronne». Et une

porte entrouverte, on en distingue d'autres, accroupies devant ■■■■ plâtrée ■■■■ riz. Au fond, une femme nue s'asperge ■■■■ profusion dans ■■■■ salle de bains de fortune.

4. A Karnatipura, elles sont 15 millions. A Bombay, elles seraient entre 300 000 et 300 000 prostituées. « A raison de trois clients par jour, et si l'on s'en tient à une chance sur mille de se faire infecter par les virus, cela représente une moyenne de plusieurs centaines de nouveaux dépistés chaque jour », affirme le docteur Lev Khodakovitch, directeur du New Delhi du programme de lutte antisida pour l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

A peine 1,5 million de personnes dépistées

Après avoir essayé de nier l'évidence pendant plusieurs années, le gouvernement indien n'hésite plus de se voir la face devant une maladie qui a tué la moitié d'une nation. Le cholestérol est encore largement ignoré en Inde, mais l'affaire privée... « Je pensais que l'épidémie de cholestérol plus longtemps confinée aux grands centres urbains, explique le docteur P. R. Das Gupta, un haut fonctionnaire du ministère qui dirige le National AID Control Organisation. Mais, aujourd'hui, la maladie a atteint les zones rurales, et cela à un rythme que l'on ne soupçonnait pas ».

« C'est la mort à l'afrique n'est pas impossible en Inde, prévient pour sa part le docteur Gilada, directeur d'une clinique médicale de Bombay qui depuis plusieurs années se bat contre le sida. Il y a un an, j'étais encore optimiste. Je ne suis plus aujourd'hui. On a complètement perdu le contrôle de la situation. »

Officiellement, dans ce pays de plus de 850 millions d'habitants, il n'y a pas eu de cas alarmants : pas de 11 000 personnes sont recensées, et seulement 27 de sida (dont la plupart abouti à la mort), aucune donnée précise n'est disponible. En réalité, selon les experts présents lors de

La deuxième conférence internationale sur le sida à la région Asie-Pacifique, qui vient d'avoir lieu New-Delhi, il aurait déjà eu 100 000 personnes atteintes de sida. Sans doute une centaine de milliers pour la seule Inde (Bombay) et plusieurs milliers de cas de sida révéls. Le quotidien *The Hindu* dans son rapportait, recensées que moins de 1,5 million de personnes ont été soumise à un test de dépistage. En un mois, sur les deux millions de personnes qui ont subi un examen de sang, on a enregistré 328 nouveaux cas de séropositivité. A l'échelle de l'Inde, on peut s'attendre au pire...

[illegible]

La Banque mondiale a alloué une enveloppe de 10 milliards de dollars pour financer le programme indien de santé. L'OMS a débouqué un prêt de 1,5 milliard de dollars et le gouvernement indien a versé 23 % de son budget à la santé à la suite contre l'épidémie. L'OMS a défini un certain nombre de priorités : améliorer la surveillance, renforcer l'épidémiologie, Khodakovitsky encourage l'usage des préservatifs et il faut repérer les cas de maladies sexuellement transmissibles. Les banques du pays améliorer la fiabilité des statistiques et élargir la portée des tests sanguins. Les maisons de paille, n'y a pas que les

prostituées à convalescer, pourvu
mais aussi les maqueurs, les
cêtres, les policiers et... les affa-
C'est ce que nous avons voulu
faire à Bombay. D'autres actions
mettront bientôt en place. » Dans
même temps, des ONG étrangères
indiennes s'efforcent de faire pas-
l'information à différents niveaux
la société. Désormais, « tout
monde est averti, de la bourgeoi-
aux villageois, affirme un médecin
sida a finalement franchi les barri-
de caste ».

Les routiers

vecteurs du virus

Certaines organisations travaillent par exemple avec les routiers, les derniers étant considérés comme des vecteurs sérieux de propagation : conducteurs de bus ou de camions s'arrêtent la nuit dans les « Dhabas », un réseau particulièrement dense de restaurants-boutiques installés le long des routes. Ces haltes de fortune servent souvent de lieux de formation.

D'autres ONG, notamment le Tamil Nadu ou au Gujarat, essaient d'insérer l'information anti-sida dans les programmes habituels du planning familial ou de l'éducation rurale.

L'information, certes, passe encore mal : « Nos politiciens locaux et parlementaires ne sont, dans l'ensemble, que très vaguement conscients du problème », admet le docteur Durand. « C'est pourquoi le rôle indéniable que le message descendu depuis le gouvernement central au niveau des Etats de la fédération. » Le responsable du programme national de planification de l'Unesco, en attendant loin d'avoir perdu tout espoir : « Nous avons en Inde un avantage sur l'Afrique : nous savons ce que s'est passé là-bas et nous avons donc été capables de réagir à un stade antérieur. Nous sommes donc en mesure de tenir ou jamais qu'il nous faut être efficace. Aujourd'hui, nous n'est pas perdu, mais nous sommes en retard ».

BRUNO PHILIP

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la **publité** : cent ans à compter du 15 décembre 1942

Capital social : 620 000 F

Principaux **membres** de la **publité** :

- Le Monde civil
- Les **éditeurs** du Monde
- « Association Hubert-Beuve-Méry »
- Le Monde-Entreprises

Le Monde-Entreprises, M. Jacques Lesourme, gérant.

Reproduction interdite de **la presse** officielle, sauf accord avec l'administration

Renseignements sur les microfilms : Index du Monde au (1) 40-65-23-33

Commission paritaire : journaux de publications, n° 57 437

ISSN : 0000-0000

PRINTED IN FRANCE

Imprimerie de la **publité** : 12, C. M. Gensbourg 94852 IVRY

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-65-23-25

Télécopieur : (1) 40-65-25-99

Téléc. : 208.806 F

Le Monde PUBLICITE

Directeur : Jacques Guu

Directeur général : Michel Guu

Membres du comité de direction : Jacques Guu, Philippe Dupuis, Isabelle Tsaldi.

15-17, rue de Colonne-Pierre-Avis 75001 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 46-62-72-72

TELEX : MONDPUB 634 F

Téléc. : 406-4175 - Société filiale de la SARL Le Monde de Monaco au Regis Europe SA.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composez 36-15 - Tapez LEMONDE ou 36-15 - Tapez LM

ABONNEMENTS PAR MINITEL

36-15 - Tapez LEMONDE code d'accès ABO

ADMINISTRATION

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-65-25-25

Téléc. : (1) 45-60-30-10

Tél. : 311 F

ABONNEMENTS

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE

Tél. : (1) 49-60-32-90

14 h 30 à 17 h 00

Tarif	FRANCE	SUISSE, BELG., LUXEMB., PAYS-BAS	AUTRES PAYS
1 an	536 F	571 F	790 F
6 mois	1 058 F	1 123 F	1 560 F
3 mois	1 890 F	2 045 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif **normal**.

Pour nous abonner, envoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

Changements d'adresse : nous ne sommes pas tenus de nous adresser à vous si vous ne nous en demandez deux semaines avant votre départ, en indiquant votre nouvelle adresse.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐

6 mois ☐

1 an ☐

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les renseignements en capitales d'imprimerie.

221 M 02 PP.FRP.FRP

La création d'un dispositif d'immersion des victimes. En ce qui concerne la dimension financière, la difficulté n'est pas au manque de ressources - elles sont pléthores - mais plutôt à un manque de volonté. « C'est un problème de résolution, d'efficacité. On ne peut pas attendre que les victimes se présentent. Cela tient peut-être à ce que le problème, tel qu'il est formulé, n'est pas, comme on le présente à un quel que titre, un problème de volonté, mais un problème de volonté et de volonté. On ne peut pas attendre que les victimes se présentent. Cela tient peut-être à ce que le problème, tel qu'il est formulé, n'est pas, comme on le présente à un quel que titre, un problème de volonté, mais un problème de volonté et de volonté. »

En pratique, pour M. Ewald, la solution ne peut être trouvée que dans un cadre général bien défini imposant :

« Un cadre juridique. - Faut-il ou non transformer le système actuel de la responsabilité médicale ? A divers titres, M. Ewald pense que non, et qu'il faut maintenir la relation thérapeutique dans un cadre contractuel avec « obligation de moyens ». Pour autant, lui, l'intervention du législateur est indispensable. « Au

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Comité de direction : Jacques Lesourme, président directeur de la publication ; Bruno Pappas, directeur de la rédaction ; Jacques Guu, directeur de la gestion ; Manuel Luchet, secrétaire général.

Rédacteurs en chef : Jean-Marie Colombani, Robert Solé (adjoints au directeur de la rédaction)

Vice-Présidents : Yves Agnès, Jacques Aronès, Thomas Feraud, Philippe Herremann, Jacques-François Simon.

Daniel Vernet (directeur des relations internationales)

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauriol (1969-1982), André Laurans (1982-1984), André Fontaine (1984-1991).

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-65-23-25

Télécopieur : 40-65-25-99

ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-65-25-25

Après les images de Gaspra prises par la sonde spatiale Galileo, tous les observatoires du monde se mobilisent pour étudier un tout nouvel astéroïde découvert voilà quatre ans

J.-P. D.

à la mosaïque

ÉCONOMIE

L'ultime phase de l'Uruguay Round

La France a obtenu un répit

BILLET

Chômage des cadres : le gâchis

Il fut l'une des fautes graves de l'opération « 900 000 chômeurs de longue durée », dont le premier bilan a été dressé par M. Martine Aubry le 3 décembre (le Monde du 3 décembre). Parmi les chômeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an, et pour lesquels il n'y a pas de solution, il y a beaucoup de cadres, plus de quarante-cinq ans. Ces derniers figurent dans un sous-groupe de chômeurs de longue durée compris entre 65 000 et 100 000, qui, selon l'explication officielle, « ne correspondent pas à une offre d'emploi disponible ». Il faut relativiser. Pour être pénible qu'elle soit, leur situation n'atteint pas celle, encore plus inquiétante, de ceux qui représentent les deux tiers d'une catégorie chômeurs estimée à 1 500 000 personnes, qui, connaissant de très grandes difficultés personnelles, familiales ou sociales, ne peuvent pas être immédiatement réintégrés. De même, si le chômage des cadres est le plus rapide à augmenter le plus rapidement (+ 10,4 % en octobre), il n'en reste pas moins que, avec 188 000 inscrits, son taux ne dépasse guère les 5 %, contre 10,4 % pour l'ensemble de la population active. Mais l'angoisse ne vient pas de là. Brutalement, dans un pays qui a toujours privilégié le diplôme, il apparaît que les mieux formés peuvent passer à la trappe, et pour longtemps. Le statut et le salaire ne sont plus une protection. Plus, la sanction par le chômage de longue durée semble d'autant plus injuste qu'elle intervient tout juste à la fin de la carrière. C'est ce gâchis qui choque le plus. Il amène d'ailleurs le ministre du travail à s'interroger sur le comportement de ces entreprises qui veulent pouvoir recruter et ont les mêmes qui ne veulent pas réintégrer des cadres chômeurs de longue durée, soupçonnés d'être « frappés d'une tare ». Comment peut-on continuer à prôner la mobilité, si elle se termine ainsi ?

On constate, M. Aubry a annoncé qu'elle réfléchit à des solutions. Pour l'instant, les pistes sont peu nombreuses. Pour le recrutement d'agents supplémentaires, l'ANPE, un concours spécial sera réservé aux cadres. Une formule de travail à temps partiel, préférée à l'idée de la mode du cadre à temps partagé, qui ne plaît pas beaucoup aux PME, visées par une telle disposition, est mise à l'étude. Mais il va falloir faire preuve de plus d'imagination.

ALAIN LEBEAUCHE

IBM-France propose un système de rémunération variable

IBM-France présentera devant le comité central d'entreprise, le 21 décembre, un projet de rémunération variable à l'intention de 460 cadres supérieurs. Les salariés de l'ordre de 40 000 francs pourront ainsi opter en faveur d'une prime annuelle comprise entre 97 % et 103 % de leur rémunération mensuelle, attribuée en fonction d'objectifs fixés par l'entreprise. Cette mesure, qui repose sur le volontariat, porterait à 2 000 personnes les salariés bénéficiant d'une rémunération variable. IBM-France (16 600 salariés), qui a déjà mis au point des formules de participation d'intéressement, prévoit de supprimer 1 500 emplois en 1993 sans toutefois procéder à des licenciements « secs ».

Face à des partenaires européens dont le souci prioritaire est d'éviter un regain de tensions avec les États-Unis, l'équipe ministérielle française qui participait lundi 7 décembre à Bruxelles aux débats sur l'état des négociations du GATT (MM. Roland Dumas, Jean-Pierre Soisson, Dominique Strauss-Kahn) est parvenue à gagner une certaine marge de manœuvre.

BRUXELLES
(Communautés européennes)

de notre correspondant

Les États ont accepté de poursuivre l'examen de la compatibilité de l'accord conclu par la Commission avec les États-Unis à Washington avec la réforme de la politique agricole commune (PAC). Durant cette phase d'expertise, les États de l'ensemble des parties au GATT sur le commerce agricole transatlantique ne pourront être jugés qu'en retard. Les ministres ont également accepté le principe qu'il convenait maintenant, à Genève, de traiter en priorité les questions agricoles de l'Uruguay Round, tel la libéralisation

des échanges de produits industriels et de services ou le renforcement des disciplines du GATT. Les Douze admettent implicitement, dans les « conclusions » qu'ils ont adoptées, qu'il convient de progresser sur ces points avant de faire avaliser l'accord de Washington par les autres pays du GATT.

Cette manière d'ordonner l'ultime phase de l'Uruguay Round a donné lieu à des échanges de vues que M. Dumas a qualifiés de « vivants », en particulier avec la Commission. MM. Frans Andriessen et Ray Mac Sharry, respectivement vice-président chargé des relations extérieures et commissaire à l'agriculture, les deux porte-parole de la CEE dans l'Uruguay Round, ne voulaient pas entendre parler d'une solution « à géométrie variable » provisoirement l'accord de Washington. M. Andriessen fit valoir que cette demande française aboutirait à bloquer l'ensemble du processus de négociation. M. Mac Sharry, sur la même ligne, sortit de son gilet, ce qui irrita le conseil. Finalement, quel qu'en soit le résultat, les Français, qui président actuellement les travaux des Douze, les Français ont bel et bien obtenu le répit qu'ils cherchaient.

Il leur faudra cependant manœuvrer sur deux terrains. A Bruxelles, ils vont continuer à négocier l'ac-

cord conclu à Washington. « Nous demandons que soit vérifié, au moment puis politiquement, à douze, si les engagements qu'il nous est demandé de prendre se situent dans le cadre de la réforme de la PAC », a fait valoir M. Dumas. La semaine prochaine, les ministres français développeront leurs arguments, afin de montrer que plusieurs autres membres trouvent à redire à l'accord de Washington, bref que la France n'est pas isolée. Lundi, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, la Grèce, l'Irlande, l'Italie, le Portugal, se sont retrouvés avec elle sur une ligne critique par rapport aux résultats qu'ont atteints à Washington les négociateurs européens.

Rassurer
les paysans

Peut-on envisager que l'accord agricole soit révoqué ? Nos ministres ont semblé ne le croire. Encore faudrait-il que les Américains s'y prêtent ou, dans le cas contraire, que nos partenaires acceptent le risque d'un nouveau les affronter. Rien n'est moins sûr. Une déclaration de la délégation française indique que, si elle avait accepté la garantie de l'accord, elle s'y opposerait afin de préserver ses intérêts, qui sont en l'oc-

casion très importants. Cependant aucune référence n'est faite à l'éventualité d'un tel cas.

Le véritable objet des réunions de la semaine prochaine, M. Soisson en conviait presque, pourrait être de s'employer à rassurer les paysans. Comment ? Par exemple, même si les deux exercices ne sont pas directement liés, en adoptant des modalités d'application de la réforme qui tiennent compte de préoccupations. Bien sûr, la France n'est pas la seule à avoir de telles préoccupations à présenter, et leur caractère commun de « problèmes agricoles » que les pays du budget européen sont vides.

Parallèlement, M. Dumas a insisté pour que la Communauté négocie avec fermeté le volet agricole de l'Uruguay Round. En gros, il explique que, sur les dossiers en cours de négociation (réduction des droits de douane et des obstacles non tarifaires aux échanges, libéralisation des échanges de services), la Commission n'a pas encore obtenu grand-chose ni des Américains ni des autres pays industrialisés. De même, il estime insuffisants les résultats obtenus en matière de commerce des produits textiles, d'ouverture des marchés publics et de libération de la propriété intellectuelle (les appellations d'origine ne sont pas protégées).

Plus encore, il réclame une révision du projet de loi sur les subventions (il s'agit, en particulier, de défendre nos constructeurs d'avions qui ont conclu un accord bilatéral avec les États-Unis, pour l'abri du projet de code actuel voyait le jour) et, plus généralement, pour rassurer ce que le projet échafaudé par M. Arthur Dunkel, le directeur général du GATT, prévoit en matière de réglementation.

M. Strauss-Kahn, le ministre de l'Industrie, a remis à la Commission ainsi qu'à nos pays partenaires un mémorandum qui décrit en détail la position de Paris sur l'ensemble des sujets non agricoles de l'Uruguay Round. Certains trouvent que la France se réveille bien tard et qu'il est difficile d'envisager maintenant une négociation d'une telle ampleur. Le gouvernement français répondra qu'il s'agit d'un règlement équilibré de la position agricole. Le problème est de savoir s'il est encore possible d'obtenir un accord donnant à peu près satisfaction à tous et, dans le cas contraire, de sortir de l'impasse sans éveiller une guerre commerciale.

PHILIPPE LEMAÎTRE

Victimes de la crise économique et d'erreurs commerciales

Les sociétés de développement régional réclament un traitement de choc

Les chômeurs ne s'arrangent pas pour les vingt sociétés de développement régional (SDR), dont la situation financière, déjà délicate en 1991, s'est aggravée en 1992, au point que trois sur quatre d'entre elles devraient déclarer faillite à la fin de l'année. Toutes les autres accusent des pertes parfois si importantes qu'elles imposent des sauvetages d'urgence.

A la veille du week-end dernier, la Banque régionale de l'Ouest (BRO) du groupe GAN-CIC, a dû lancer une offre publique d'achat aux actionnaires de la SDR du Centre et du Centre-Ouest (SODECOO), dont elle détenait déjà 24 %. Cette dernière, en deux ans, a perdu 65 millions de francs, plus 7 millions de francs au premier trimestre 1992, et doit perdre 75 millions de francs au premier semestre 1992.

Autre problème en suspens, la SDR de Picardie, dont les 147 millions de francs de déficit pour les six premiers mois de 1992 sont insupportables par rapport à un bilan d'un peu plus de 1 milliard de francs. Le numéro un des SDR, enfin, CENTREST à Dijon, avec un bilan de 6,4 milliards de francs, affiche un résultat semestriel de 265 millions de francs au 30 juin. C'est une véritable catastrophe pour ces sociétés créées entre 1960 et 1965, à la faveur du décret de 1955, avec pour objectif de permettre aux petites et moyennes entreprises françaises d'accéder aux centres de financement de proximité, des interlocuteurs susceptibles de résoudre leurs problèmes

financiers. Leur activité se fonde sur les types d'opérations suivantes : la collecte de fonds, la garantie de prêts, le prêt direct, l'apport de ses ressources à la région sous forme de prêts à long terme, que ne fournissent guère les banques, et de participation au capital.

C'est précisément ces prêts à long terme qui ont plongé les SDR dans la rouge, au raison de la crise qui frappe les PME, dont les défaillances répétées ont contraint leurs créanciers à constituer d'énormes provisions en 1991. Les SDR ont donc les cinq années précédentes et autant au premier semestre 1992 qu'au cours de l'année 1991 tout entière. Les pertes sont éloquentes : 440 millions de francs en 1991, 440 millions de francs en 1992, 440 millions de francs en 1993, 440 millions de francs en 1994, 440 millions de francs en 1995, 440 millions de francs en 1996, 440 millions de francs en 1997, 440 millions de francs en 1998, 440 millions de francs en 1999, 440 millions de francs en 2000, 440 millions de francs en 2001, 440 millions de francs en 2002, 440 millions de francs en 2003, 440 millions de francs en 2004, 440 millions de francs en 2005, 440 millions de francs en 2006, 440 millions de francs en 2007, 440 millions de francs en 2008, 440 millions de francs en 2009, 440 millions de francs en 2010, 440 millions de francs en 2011, 440 millions de francs en 2012, 440 millions de francs en 2013, 440 millions de francs en 2014, 440 millions de francs en 2015, 440 millions de francs en 2016, 440 millions de francs en 2017, 440 millions de francs en 2018, 440 millions de francs en 2019, 440 millions de francs en 2020, 440 millions de francs en 2021, 440 millions de francs en 2022, 440 millions de francs en 2023, 440 millions de francs en 2024, 440 millions de francs en 2025, 440 millions de francs en 2026, 440 millions de francs en 2027, 440 millions de francs en 2028, 440 millions de francs en 2029, 440 millions de francs en 2030, 440 millions de francs en 2031, 440 millions de francs en 2032, 440 millions de francs en 2033, 440 millions de francs en 2034, 440 millions de francs en 2035, 440 millions de francs en 2036, 440 millions de francs en 2037, 440 millions de francs en 2038, 440 millions de francs en 2039, 440 millions de francs en 2040, 440 millions de francs en 2041, 440 millions de francs en 2042, 440 millions de francs en 2043, 440 millions de francs en 2044, 440 millions de francs en 2045, 440 millions de francs en 2046, 440 millions de francs en 2047, 440 millions de francs en 2048, 440 millions de francs en 2049, 440 millions de francs en 2050, 440 millions de francs en 2051, 440 millions de francs en 2052, 440 millions de francs en 2053, 440 millions de francs en 2054, 440 millions de francs en 2055, 440 millions de francs en 2056, 440 millions de francs en 2057, 440 millions de francs en 2058, 440 millions de francs en 2059, 440 millions de francs en 2060, 440 millions de francs en 2061, 440 millions de francs en 2062, 440 millions de francs en 2063, 440 millions de francs en 2064, 440 millions de francs en 2065, 440 millions de francs en 2066, 440 millions de francs en 2067, 440 millions de francs en 2068, 440 millions de francs en 2069, 440 millions de francs en 2070, 440 millions de francs en 2071, 440 millions de francs en 2072, 440 millions de francs en 2073, 440 millions de francs en 2074, 440 millions de francs en 2075, 440 millions de francs en 2076, 440 millions de francs en 2077, 440 millions de francs en 2078, 440 millions de francs en 2079, 440 millions de francs en 2080, 440 millions de francs en 2081, 440 millions de francs en 2082, 440 millions de francs en 2083, 440 millions de francs en 2084, 440 millions de francs en 2085, 440 millions de francs en 2086, 440 millions de francs en 2087, 440 millions de francs en 2088, 440 millions de francs en 2089, 440 millions de francs en 2090, 440 millions de francs en 2091, 440 millions de francs en 2092, 440 millions de francs en 2093, 440 millions de francs en 2094, 440 millions de francs en 2095, 440 millions de francs en 2096, 440 millions de francs en 2097, 440 millions de francs en 2098, 440 millions de francs en 2099, 440 millions de francs en 2100, 440 millions de francs en 2101, 440 millions de francs en 2102, 440 millions de francs en 2103, 440 millions de francs en 2104, 440 millions de francs en 2105, 440 millions de francs en 2106, 440 millions de francs en 2107, 440 millions de francs en 2108, 440 millions de francs en 2109, 440 millions de francs en 2110, 440 millions de francs en 2111, 440 millions de francs en 2112, 440 millions de francs en 2113, 440 millions de francs en 2114, 440 millions de francs en 2115, 440 millions de francs en 2116, 440 millions de francs en 2117, 440 millions de francs en 2118, 440 millions de francs en 2119, 440 millions de francs en 2120, 440 millions de francs en 2121, 440 millions de francs en 2122, 440 millions de francs en 2123, 440 millions de francs en 2124, 440 millions de francs en 2125, 440 millions de francs en 2126, 440 millions de francs en 2127, 440 millions de francs en 2128, 440 millions de francs en 2129, 440 millions de francs en 2130, 440 millions de francs en 2131, 440 millions de francs en 2132, 440 millions de francs en 2133, 440 millions de francs en 2134, 440 millions de francs en 2135, 440 millions de francs en 2136, 440 millions de francs en 2137, 440 millions de francs en 2138, 440 millions de francs en 2139, 440 millions de francs en 2140, 440 millions de francs en 2141, 440 millions de francs en 2142, 440 millions de francs en 2143, 440 millions de francs en 2144, 440 millions de francs en 2145, 440 millions de francs en 2146, 440 millions de francs en 2147, 440 millions de francs en 2148, 440 millions de francs en 2149, 440 millions de francs en 2150, 440 millions de francs en 2151, 440 millions de francs en 2152, 440 millions de francs en 2153, 440 millions de francs en 2154, 440 millions de francs en 2155, 440 millions de francs en 2156, 440 millions de francs en 2157, 440 millions de francs en 2158, 440 millions de francs en 2159, 440 millions de francs en 2160, 440 millions de francs en 2161, 440 millions de francs en 2162, 440 millions de francs en 2163, 440 millions de francs en 2164, 440 millions de francs en 2165, 440 millions de francs en 2166, 440 millions de francs en 2167, 440 millions de francs en 2168, 440 millions de francs en 2169, 440 millions de francs en 2170, 440 millions de francs en 2171, 440 millions de francs en 2172, 440 millions de francs en 2173, 440 millions de francs en 2174, 440 millions de francs en 2175, 440 millions de francs en 2176, 440 millions de francs en 2177, 440 millions de francs en 2178, 440 millions de francs en 2179, 440 millions de francs en 2180, 440 millions de francs en 2181, 440 millions de francs en 2182, 440 millions de francs en 2183, 440 millions de francs en 2184, 440 millions de francs en 2185, 440 millions de francs en 2186, 440 millions de francs en 2187, 440 millions de francs en 2188, 440 millions de francs en 2189, 440 millions de francs en 2190, 440 millions de francs en 2191, 440 millions de francs en 2192, 440 millions de francs en 2193, 440 millions de francs en 2194, 440 millions de francs en 2195, 440 millions de francs en 2196, 440 millions de francs en 2197, 440 millions de francs en 2198, 440 millions de francs en 2199, 440 millions de francs en 2200, 440 millions de francs en 2201, 440 millions de francs en 2202, 440 millions de francs en 2203, 440 millions de francs en 2204, 440 millions de francs en 2205, 440 millions de francs en 2206, 440 millions de francs en 2207, 440 millions de francs en 2208, 440 millions de francs en 2209, 440 millions de francs en 2210, 440 millions de francs en 2211, 440 millions de francs en 2212, 440 millions de francs en 2213, 440 millions de francs en 2214, 440 millions de francs en 2215, 440 millions de francs en 2216, 440 millions de francs en 2217, 440 millions de francs en 2218, 440 millions de francs en 2219, 440 millions de francs en 2220, 440 millions de francs en 2221, 440 millions de francs en 2222, 440 millions de francs en 2223, 440 millions de francs en 2224, 440 millions de francs en 2225, 440 millions de francs en 2226, 440 millions de francs en 2227, 440 millions de francs en 2228, 440 millions de francs en 2229, 440 millions de francs en 2230, 440 millions de francs en 2231, 440 millions de francs en 2232, 440 millions de francs en 2233, 440 millions de francs en 2234, 440 millions de francs en 2235, 440 millions de francs en 2236, 440 millions de francs en 2237, 440 millions de francs en 2238, 440 millions de francs en 2239, 440 millions de francs en 2240, 440 millions de francs en 2241, 440 millions de francs en 2242, 440 millions de francs en 2243, 440 millions de francs en 2244, 440 millions de francs en 2245, 440 millions de francs en 2246, 440 millions de francs en 2247, 440 millions de francs en 2248, 440 millions de francs en 2249, 440 millions de francs en 2250, 440 millions de francs en 2251, 440 millions de francs en 2252, 440 millions de francs en 2253, 440 millions de francs en 2254, 440 millions de francs en 2255, 440 millions de francs en 2256, 440 millions de francs en 2257, 440 millions de francs en 2258, 440 millions de francs en 2259, 440 millions de francs en 2260, 440 millions de francs en 2261, 440 millions de francs en 2262, 440 millions de francs en 2263, 440 millions de francs en 2264, 440 millions de francs en 2265, 440 millions de francs en 2266, 440 millions de francs en 2267, 440 millions de francs en 2268, 440 millions de francs en 2269, 440 millions de francs en 2270, 440 millions de francs en 2271, 440 millions de francs en 2272, 440 millions de francs en 2273, 440 millions de francs en 2274, 440 millions de francs en 2275, 440 millions de francs en 2276, 440 millions de francs en 2277, 440 millions de francs en 2278, 440 millions de francs en 2279, 440 millions de francs en 2280, 440 millions de francs en 2281, 440 millions de francs en 2282, 440 millions de francs en 2283, 440 millions de francs en 2284, 440 millions de francs en 2285, 440 millions de francs en 2286, 440 millions de francs en 2287, 440 millions de francs en 2288, 440 millions de francs en 2289, 440 millions de francs en 2290, 440 millions de francs en 2291, 440 millions de francs en 2292, 440 millions de francs en 2293, 440 millions de francs en 2294, 440 millions de francs en 2295, 440 millions de francs en 2296, 440 millions de francs en 2297, 440 millions de francs en 2298, 440 millions de francs en 2299, 440 millions de francs en 2300, 440 millions de francs en 2301, 440 millions de francs en 2302, 440 millions de francs en 2303, 440 millions de francs en 2304, 440 millions de francs en 2305, 440 millions de francs en 2306, 440 millions de francs en 2307, 440 millions de francs en 2308, 440 millions de francs en 2309, 440 millions de francs en 2310, 440 millions de francs en 2311, 440 millions de francs en 2312, 440 millions de francs en 2313, 440 millions de francs en 2314, 440 millions de francs en 2315, 440 millions de francs en 2316, 440 millions de francs en 2317, 440 millions de francs en 2318, 440 millions de francs en 2319, 440 millions de francs en 2320, 440 millions de francs en 2321, 440 millions de francs en 2322, 440 millions de francs en 2323, 440 millions de francs en 2324, 440 millions de francs en 2325, 440 millions de francs en 2326, 440 millions de francs en 2327, 440 millions de francs en 2328, 440 millions de francs en 2329, 440 millions de francs en 2330, 440 millions de francs en 2331, 440 millions de francs en 2332, 440 millions de francs en 2333, 440 millions de francs en 2334, 440 millions de francs en 2335, 440 millions de francs en 2336, 440 millions de francs en 2337, 440 millions de francs en 2338, 440 millions de francs en 2339, 440 millions de francs en 2340, 440 millions de francs en 2341, 440 millions de francs en 2342, 440 millions de francs en 2343, 440 millions de francs en 2344, 440 millions de francs en 2345, 440 millions de francs en 2346, 440 millions de francs en 2347, 440 millions de francs en 2348, 440 millions de francs en 2349, 440 millions de francs en 2350, 440 millions de francs en 2351, 440 millions de francs en 2352, 440 millions de francs en 2353, 440 millions de francs en 2354, 440 millions de francs en 2355, 440 millions de francs en 2356, 440 millions de francs en 2357, 440 millions de francs en 2358, 440 millions de francs en 2359, 440 millions de francs en 2360, 440 millions de francs en 2361, 440 millions de francs en 2362, 440 millions de francs en 2363, 440 millions de francs en 2364, 440 millions de francs en 2365, 440 millions de francs en 2366, 440 millions de francs en 2367, 440 millions de francs en 2368, 440 millions de francs en 2369, 440 millions de francs en 2370, 440 millions de francs en 2371, 440 millions de francs en 2372, 440 millions de francs en 2373, 440 millions de francs en 2374, 440 millions de francs en 2375, 440 millions de francs en 2376, 440 millions de francs en 2377, 440 millions de francs en 2378, 440 millions de francs en 2379, 440 millions de francs en 2380, 440 millions de francs en 2381, 440 millions de francs en 2382, 440 millions de francs en 2383, 440 millions de francs en 2384, 440 millions de francs en 2385, 440 millions de francs en 2386, 440 millions de francs en 2387, 440 millions de francs en 2388, 440 millions de francs en 2389, 440 millions de francs en 2390, 440 millions de francs en 2391, 440 millions de francs en 2392, 440 millions de francs en 2393, 440 millions de francs en 2394, 440 millions de francs en 2395, 440 millions de francs en 2396, 440 millions de francs en 2397, 440 millions de francs en 2398, 440 millions de francs en 2399, 440 millions de francs en 2400, 440 millions de francs en 2401, 440 millions de francs en 2402, 440 millions de francs en 2403, 440 millions de francs en 2404, 440 millions de francs en 2405, 440 millions de francs en 2406, 440 millions de francs en 2407, 440 millions de francs en 2408, 440 millions de francs en 2409, 440 millions de francs en 2410, 440 millions de francs en 2411, 440 millions de francs en 2412, 440 millions de francs en 2413, 440 millions de francs en 2414, 440 millions de francs en 2415, 440 millions de francs en 2416, 440 millions de francs en 2417, 440 millions de francs en 2418, 440 millions de francs en 2419, 440 millions de francs en 2420, 440 millions de francs en 2421, 440 millions de francs en 2422, 440 millions de francs en 2423, 440 millions de francs en 2424, 440 millions de francs en 2425, 440 millions de francs en 2426, 440 millions de francs en 2427, 440 millions de francs en 2428, 440 millions de francs en 2429, 440 millions de francs en 2430, 440 millions de francs en 2431, 440 millions de francs en 2432, 440 millions de francs en 2433, 440 millions de francs en 2434, 440 millions de francs en 2435, 440 millions de francs en 2436, 440 millions de francs en 2437, 440 millions de francs en 2438, 440 millions de francs en 2439, 440 millions de francs en 2440, 440 millions de francs en 2441, 440 millions de francs en 2442, 440 millions de francs en 2443, 440 millions de francs en 2444, 440 millions de francs en 2445, 440 millions de francs en 2446, 440 millions de francs en 2447, 440 millions de francs en 2448, 440 millions de francs en 2449, 440 millions de francs en 2450, 440 millions de francs en 2451, 440 millions de francs en 2452, 440 millions de francs en 2453, 440 millions de francs en 2454, 440 millions de francs en 2455, 440 millions de francs en 2456, 440 millions de francs en 2457, 440 millions de francs en 2458, 440 millions de francs en 2459, 440 millions de francs en 2460, 440 millions de francs en 2461, 440 millions de francs en 2462, 440 millions de francs en 2463, 440 millions de francs en 2464, 440 millions de francs en 2465, 440 millions de francs en 2466, 440 millions de francs en 2467, 440 millions de francs en 2468, 440 millions de francs en 2469, 440 millions de francs en 2470, 440 millions de francs en 2471, 440 millions de francs en 2472, 440 millions de francs en 2473, 440 millions de francs en 2474, 440 millions de francs en 2475, 440 millions de francs en 2476, 440 millions de francs en 2477, 440 millions de francs en 2478, 440 millions de francs en 2479, 440 millions de francs en 2480, 440 millions de francs en 2481, 440 millions de francs en 2482, 440 millions de francs en 2483, 440 millions de francs en 2484, 440 millions de francs en 2485, 440 millions de francs en 2486, 440 millions de francs en 2487, 440 millions de francs en 2488, 440 millions de francs en 2489, 440 millions de francs en 2490, 440 millions de francs en 2491, 440 millions de francs en 2492, 440 millions de francs en 2493, 440 millions de francs en 2494, 440 millions de francs en 2495, 440 millions de francs en 2496, 440 millions de francs en 2497, 440 millions de francs en 2498, 440 millions de francs en 2499, 440 millions de francs en 2500, 440 millions de francs en 2501, 440 millions de francs en 2502, 440 millions de francs en 2503, 440 millions de francs en 2504, 440 millions de francs en 2505, 440 millions de francs en 2506, 440 millions de francs en 2507, 440 millions de francs en 2508, 440 millions de francs en 2509, 440 millions de francs en 2510, 440 millions de francs en 2511, 440 millions de francs en 2512, 440 millions de francs en 2513, 440 millions de francs en 2514, 440 millions de francs en 2515, 440 millions de francs en 2516, 440 millions de francs en 2517, 440 millions de francs en 2518, 440 millions de francs en 2519, 440 millions de francs en 2520, 440 millions de francs en 2521, 440 millions de francs en 2522, 440 millions de francs en 2523, 440 millions de francs en 2524, 440 millions de francs en 2525, 440 millions de francs en 2526, 440 millions de francs en 2527, 440 millions de francs en 2528, 440 millions de francs en 2529, 440 millions de francs en 2530, 440 millions de francs en 2531, 440 millions de francs en 2532, 440 millions de francs en 2533, 440 millions de francs en 2534, 440 millions de francs en 2535, 440 millions de francs en 2536, 440 millions de francs en 2537, 440 millions de francs en 2538, 440 millions de francs en 2539, 440 millions de francs en 2540, 440 millions de francs en 2541, 440 millions de francs en 2542, 440 millions de francs en 2543, 440 millions de francs en 2544, 440 millions de francs en 2545, 440 millions de francs en 2546, 440 millions de francs en 2547, 440 millions de francs en 2548, 440 millions de francs en 2549, 440 millions de francs en 25

مركز العمل

OPEL OMEGA

**Vous avez jusqu'au
31 décembre
pour bien commencer l'année.**

OFFRE N°1

**TURBO-DIESEL
AU TARIF
DE L'ESSENCE**

OFFRE N°2

**-10 000 F
SUR LES OMEGA
CLIMATISÉES**



OFFRE N°3

**REPRISE ARGUS
10 000 F
MINIMUM**

OFFRE N°4

**-2 000 F
SUR LES MODÈLES
ESSENCE**

Information consommateur : Offres 1, 2, 3, 4 valables pour toute immatriculation avant le 31.12.92 (tarifs TTC). Offre n°1 : à finitions égales. Offre n°3 : reprise aux conditions générales Argus diminuées des frais professionnels et des éventuels frais de remise à l'état standard. Reprise de votre ancienne voiture roulante (carte grise à votre nom depuis au moins 6 mois). Offre n°4 : aide fiscale -2 000 F sur véhicule essence jusqu'à 2.0l. Offres 1, 2 et 3 non cumulables. Et, bien entendu, le break Omega est toujours au prix de la berline.



OPEL
VOITURE
PROPRE

3615 OPEL

OPEL

Opel. Une idée neuve.

Offres valables sur véhicules neufs dans la limite des stocks disponibles.

VIE DES ENTREPRISES

La crise du poids lourd

Renault-Véhicules industriels
va supprimer 1 348 emplois

LYON

Recevant le nouveau bureau du comité central d'entreprise, la direction de Renault-Véhicules industriels a annoncé, lundi 7 décembre, son intention de convoquer une réunion exceptionnelle de l'instance, le 10 décembre, et de porter à l'ordre du jour un nouveau « plan d'amélioration de la compétitivité » (PAC) comprenant la suppression de 1 348 emplois sur un effectif de 14 000.

de 1 milliard de francs, pour l'exercice 1992. Selon la CFDT, maintenant chargée du secrétariat du CCE en tant que place de la CGT, les suppressions d'emplois concernent les structures (638 postes menacés) et le personnel de production (710 postes).

Elles affectent les établissements RVI dans des zones différentes (de 1 à 12 à Annanay à 12 à Bourg-en-Bresse). En valeur absolue, les pertes les plus importantes sont à Blainville (423 postes) et à Valenciennes (484 postes). La CFDT rappelle que l'entreprise comptait 33 861 salariés en 1978, au moment de la fusion Berliet-Saviem, et qu'elle a connu, à la main-d'œuvre, qui comprend 3 400 salariés de plus de cinquante-cinq ans et seulement 2 500 de moins de vingt-cinq ans, une moyenne d'âge de quarante-quatre ans. Le syndicat demande la « transparence » sur l'application du plan d'amélioration de la compétitivité.

L'effectif de 14 000 salariés est en baisse de 1 348 unités par rapport à l'effectif de 15 348 en 1991. La suppression de 1 348 postes est en baisse de 1 348 unités par rapport à l'effectif de 15 348 en 1991. La suppression de 1 348 postes est en baisse de 1 348 unités par rapport à l'effectif de 15 348 en 1991.

CHIFFRES ET MOUVEMENTS

CAPITAL

SA : fusion d'un nouveau holding. - Le groupe Pinault, qui fusionnera vendredi avec sa filiale Au Printemps, va racheter la société par une nouvelle holding au nom d'Artemis, détenue à 75,5 % par la Financière Pinault et pour le reste par le Crédit lyonnais. Artemis détient 54,6 % du capital et les droits de vote de la société, elle-même communiqué à la Société des Bourses françaises (SBF). La cotation de la Pinault SA était jusqu'ici exécutée conjointement par M. François Pinault et son fils, la Financière Pinault et par la Société des Bourses françaises (SBF). Le groupe Pinault, actionnaire majoritaire de la société Artemis, a fait savoir au directeur de la société qu'elle soutiendrait cette opération à titre irré-

ductible et à titre réductible. Le capital de la société Artemis est détenu par Argos Finance France (fonds de placement), par M. Mignard, Lucien (groupe EBF) et par le développement (groupe AGF). La Commission des opérations de Bourse (COB) attire l'attention du public sur l'incertitude relative à l'issue de l'opération.

ACCORD

L'Office allemand des cartes a conclu un accord avec l'Office français des cartes. L'Office français des cartes a conclu un accord avec l'Office allemand des cartes. L'Office français des cartes a conclu un accord avec l'Office allemand des cartes.

RÉSULTAT

Perte nette de 500 millions de francs en 1992 aux Houillères du bassin de Lorraine. - Le chiffre d'affaires des Houillères du bassin de Lorraine (HBL) a reculé, en 1992, de 10 % par rapport aux 4,69 milliards de francs dégagés en 1991. Et la perte nette a été de 500 millions de francs après une aide de l'Etat qui devrait s'élever à 1,12 milliard de francs. C'est ce qu'a annoncé, lundi 7 décembre, le président du conseil d'administration des HBL, M. Philippe Lohéau, qualifiant 1992 d'« année noire » pour les Houillères du bassin de Lorraine. Le ralentissement économique général et surtout la crise de la sidérurgie lorraine ont été les deux facteurs principaux de la baisse de la production. Le chiffre d'affaires a reculé de 10 % par rapport aux 4,69 milliards de francs dégagés en 1991. Et la perte nette a été de 500 millions de francs après une aide de l'Etat qui devrait s'élever à 1,12 milliard de francs.

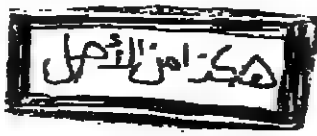
COOPÉRATION

Honda va créer un joint-venture pour construire des motos en Chine. - Le constructeur japonais Honda Motor Co. a annoncé, vendredi 7 décembre, la création d'une société de coopération avec la Jialing-Honda Motors Co., une société chinoise de 13,7 millions de dollars (73,5 millions de francs) à parts égales entre les deux entreprises. L'entreprise aura son siège à Chongqing dans la province de Sichuan. La production de motos de 125 cc de cylindrée commencera à la mi-94 dans l'usine Jialing, au rythme annuel de 40 000 unités, indique le communiqué. L'objectif des constructeurs est de parvenir à 70 000 motos par mois.

Siemens AG suspend ses négociations avec Skoda. - Le groupe allemand Siemens AG a annoncé vendredi qu'il suspendait ses négociations avec la société tchèque Skoda et qu'il renouait à cet effet avec la Skoda. Les négociations ont été suspendues en raison de la dégradation des relations entre les deux groupes (le Monde du 3 novembre).

ÉLECTIONS

RATP : la CGT reste présente aux comités d'établissement. - Le vote, intervenu début décembre, dans les dix comités départementaux économiques et professionnels de la RATP (l'équivalent des comités d'établissement), n'a pas montré de modification importante par rapport au scrutin de 1990. Les grèves successives, la poursuite de la politique de décentralisation et la démission du PDG de la Régie, M. Christian Blanc, n'ont pas bouleversé le vote des 26 091 votants, soit 65,29 % des 39 961 agents inscrits. La CGT reste en tête avec 42,93 % (42,97 % en 1990), suivie de FO (14,13 % (15,22 %)), CFDT (8,69 % (8,99 %)), CFTC (2,98 % (2,82 %)), Indépendants (12,08 % (10,34 %)), SAT (6,18 % (5,63 %)), CGC (3,25 % (3,54 %)) et SAM-GATC (9,78 %).



MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 7 décembre

Calm

Après l'accès de faiblesse de la fin de la semaine dernière, la Bourse de Paris a débuté la semaine sur une note sereuse dans un marché calme, dominé par les achats traditionnels du fin d'année. En repli de 0,19 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 affiche en clôture d'après midi un gain de 0,05 % à 1 782,66 points, avant de revenir à + 0,38 % en clôture (1 788,61 points). Malgré la faiblesse persistante du franc français, les taux d'intérêt demeurent stables lundi.

Les opérateurs espèrent par ailleurs que la Bundesbank fera un geste jeudi en matière de réduction de la monnaie, l'économie allemande manifestant de plus en plus des signes d'essoufflement. En revanche, aux États-Unis, l'économie repart, comme l'indiquent vendredi les statistiques concernant le chômage, en novembre (taux ramené à 7,2 %).

Il n'est donc pas nécessaire de déduire les conditions du crédit aux États-Unis, comme l'ont rappelé divers membres de la FED. Le non-déclenchement du référendum sur l'adhésion de la Suède à l'Union européenne (1993) ne suscite pas de réaction particulière sur les marchés où l'on s'attendait à cette réponse négative.

Les achats constatés ces derniers jours ne sont pas totalement innocents, a affirmé un spécialiste boursier, faisant allusion aux traditionnels achats effectués en fin d'année pour évaluer les bilans des sociétés.

NEW-YORK, 7 décembre

Au-dessus des 3 300 points

Wall Street a clôturé au-dessus du seuil de 3 300 points lundi 7 décembre, continuant sur sa lancée de vendredi en clôture de la semaine de nouvelles statistiques économiques importantes aux États-Unis. L'indice Dow Jones des valeurs vedettes a culminé à 3 322,25, en hausse de 18,65 points, soit une progression de 0,57 %. Les échanges ont été fournis avec presque 217 millions d'actions vendues.

La progression de Wall Street est encouragée par les derniers signes de reprise de l'économie américaine. L'optimisme des investisseurs a été renforcé vendredi par l'annonce d'un recul du taux de chômage américain en novembre, à son niveau le plus bas depuis avril dernier, et d'un nombre plus élevé de créations d'emplois.

Wall Street profite également d'un recul des taux d'intérêt à long terme. L'optimisme des investisseurs a été renforcé vendredi par l'annonce d'un recul du taux de chômage américain en novembre, à son niveau le plus bas depuis avril dernier, et d'un nombre plus élevé de créations d'emplois.

VALEURS	Cours de 4 déc.	Cours de 7 déc.
Alcatel	47 1/2	47 1/2
AT&T	47 1/2	47 1/2
Comp. Met. Ind.	47 1/2	47 1/2
Comp. Met. Ind.	47 1/2	47 1/2
Comp. Met. Ind.	47 1/2	47 1/2
Comp. Met. Ind.	47 1/2	47 1/2
Comp. Met. Ind.	47 1/2	47 1/2
Comp. Met. Ind.	47 1/2	47 1/2
Comp. Met. Ind.	47 1/2	47 1/2
Comp. Met. Ind.	47 1/2	47 1/2

LONDRES, 7 décembre

Léger retrait

Les valeurs ont viré à la baisse lundi 7 décembre au cours de l'après-midi au Stock Exchange après un départ serein, affaiblies par des prises de bénéfices et par une reconquête des investisseurs sur le crédit publié en fin de matinée. L'indice Footsie des cent grandes valeurs a chuté en léger retrait de 4,9 points à 2 784,5 points. Le volume des échanges s'est nettement contracté à 426,5 millions de titres contre 675,1 millions vendredi.

Le gouvernement a annoncé une progression de 76 millions de livres de l'encours des crédits à la consommation en octobre, après deux mois de contraction et alors que la City espérait seulement une hausse de 20 millions. Les investisseurs ont interprété ces chiffres, qui s'ajoutent à plusieurs récentes indices d'une reprise de la consommation. Mais des analystes ont insisté sur le fait que la méthode de calcul des chiffres avait été changée et que, selon l'ancienne méthode, la hausse se situait à 100 millions.

TOKYO, 8 décembre

Progression

Les valeurs ont commencé en hausse mardi 8 décembre, à l'issue d'échanges peu fournis. Au terme des transactions, l'indice Nikkei a gagné 74,73 points, soit 0,43 %, à 17 281,85 points. Environ 180 millions de titres ont été échangés contre 140 millions la veille.

La cote a progressé sur quelques achats d'opérateurs, de fonds d'investissement et de caisses de retraite, au dire des boursiers, le marché manquant d'orientation, les investisseurs ayant préféré rester sur la touche à l'approche de la liquidation de vendredi et du rapport trimestriel de la Banque du Japon la semaine prochaine.

VALEURS	Cours de 7 déc.	Cours de 8 déc.
Agenc. Ind.	1 280	1 270
Agenc. Ind.	1 280	1 270
Agenc. Ind.	1 280	1 270
Agenc. Ind.	1 280	1 270
Agenc. Ind.	1 280	1 270
Agenc. Ind.	1 280	1 270
Agenc. Ind.	1 280	1 270
Agenc. Ind.	1 280	1 270
Agenc. Ind.	1 280	1 270
Agenc. Ind.	1 280	1 270

PARIS

Second marché

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel	4485	4480	Immo. Computer	140	140
AT&T	23 70	23 70	Immo. Ind.	38 05	38 05
Comp. Met. Ind.	467	466	Immo. Ind.	128 10	128 10
Comp. Met. Ind.	221	221	Immo. Ind.	286 70	286 70
Comp. Met. Ind.	600	706	Immo. Ind.	167	167
Comp. Met. Ind.	224 80	224 80	Immo. Ind.	745	740
Comp. Met. Ind.	750	750	Immo. Ind.	380	380
Comp. Met. Ind.	180	180	Immo. Ind.	317	317
Comp. Met. Ind.	243	243	Immo. Ind.	90	90
Comp. Met. Ind.	550	550	Immo. Ind.	341	341
Comp. Met. Ind.	288	288	Immo. Ind.	354	354
Comp. Met. Ind.	110	110	Immo. Ind.	328	328
Comp. Met. Ind.	107	107	Immo. Ind.	221	221
Comp. Met. Ind.	570	568	Immo. Ind.	112	112
Comp. Met. Ind.	385	385	Immo. Ind.	488	480
Comp. Met. Ind.	580	580			
Comp. Met. Ind.	108 50	108 50			
Comp. Met. Ind.	200	200			
Comp. Met. Ind.	173	174			
Comp. Met. Ind.	112	112			
Comp. Met. Ind.	48	48			
Comp. Met. Ind.	428	428			
Comp. Met. Ind.	52 37	52 37			
Comp. Met. Ind.	720	720			
Comp. Met. Ind.	175	175			
Comp. Met. Ind.	40	40			
Comp. Met. Ind.	1005	1005			

LA BOURSE SUR MINITEL

36-15 TAPEZ
LE MONDE

MATIF

10 % - Cotation en pourcentage du 7 décembre 1992
Nombres en millions : 51 507

COURS	Déc. 92	Mars 93	Jun 93
Dow Jones	3318,18	3311,16	3311,16
FTSE 100	111,12	111,14	111,12

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT	OPTIONS DE VENTE
Janv. 93	Mars 93	Janv. 93
Mars 93	Janv. 93	Mars 93
111	0,61	1,17
0,50	1,07	

CAC 40 A TERME

COURS	Déc. 92	Janv. 93	Fév. 93
Déc. 92	1 800	1 827,50	1 834
Janv. 93	1 799	1 812	1 830

CHANGES	BOURSES
Dollar : 5,3250 F	PARIS (indice base 100 : 31-12-91)
Le dollar se replie nettement à 5,3250 francs, mardi 8 décembre, lors des premiers échanges entre banques à Paris, contre 5,3630 francs à la clôture des échanges interbancaires de lundi. A Francfort, le dollar s'échangeait à 5,3150 francs, contre 5,3150 francs à la clôture du marché, contre 5,3150 francs à la clôture du marché.	101,80 7 déc.
	101,80 7 déc.
	101,80 7 déc.
	101,80 7 déc.
	101,80 7 déc.
	101,80 7 déc.
	101,80 7 déc.
	101,80 7 déc.
	101,80 7 déc.
	101,80 7 déc.

MARCHÉ MONÉTAIRE	BOURSES
Paris (3 déc.) : 1 812,50	PARIS (indice base 100 : 31-12-91)
New-York (7 déc.) : 2 102	101,80 7 déc.
	101,80 7 déc.
	101,80 7 déc.
	101,80 7 déc.
	101,80 7 déc.
	101,80 7 déc.
	101,80 7 déc.
	101,80 7 déc.
	101,80 7 déc.
	101,80 7 déc.

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES				
	COURS COMPTANT		COURS TERME TROIS MOIS	
	Demande	Offert	Demande	Offert
E-U	5,3230	5,3260	5,4140	5,4230
en (198)	5,3260	5,3290	5,4170	5,4260
en	5,3290	5,3320	5,4200	5,4290
en	5,3320	5,3350	5,4230	5,4320
en	5,3350	5,3380	5,4260	5,4350
en	5,3380	5,3410	5,4290	5,4380
en	5,3410	5,3440	5,4320	5,4410
en	5,3440	5,3470	5,4350	5,4440
en	5,3470	5,3500	5,4380	5,4470
en	5,3500	5,3530	5,4410	5,4500
en	5,3530	5,3560	5,4440	5,4530
en	5,3560	5,3590	5,4470	5,4560
en	5,3590	5,3620	5,4500	5,4590
en	5,3620	5,3650	5,4530	5,4620
en	5,3650	5,3680	5,4560	5,4650
en	5,3680	5,3710	5,4590	5,4680
en	5,3710	5,3740	5,4620	5,4710
en	5,3740	5,3770	5,4650	5,4740
en	5,3770	5,3800	5,4680	5,4770
en	5,3800	5,3830	5,4710	5,4800
en	5,3830	5,3860	5,4740	5,4830
en	5,3860	5,3890	5,4770	5,4860
en	5,3890	5,3920	5,4800	5,4890
en	5,3920	5,3950	5,4830	5,4920
en	5,3950	5,3980	5,4860	5,4950
en	5,3980	5,4010	5,4890	5,4980
en	5,4010	5,4040	5,4920	5,5010
en	5,4040	5,4070	5,4950	5,5040
en	5,4070	5,4100	5,4980	5,5070
en	5,4100	5,4130	5,5010	5,5100
en	5,4130	5,4160	5,5040	5,5130
en	5,4160	5,4190	5,5070	5,5160
en	5,4190	5,4220	5,5100	5,5190
en	5,4220	5,4250	5,5130	5,5220
en	5,4250	5,4280	5,5160	5,5250
en	5,4280	5,4310	5,5190	5,5280
en	5,4310	5,4340	5,5220	5,5310
en	5,4340	5,4370	5,5250	5,5340
en	5,4370	5,4400	5,5280	5,5370
en	5,4400	5,4430	5,5310	5,5400
en	5,4430	5,4460	5,5340	5,5430
en	5,4460	5,4490	5,5370	5,5460
en	5,4490	5,4520	5,5400	5,5490
en	5,4520	5,4550	5,5430	5,5520
en	5,4550	5,4580	5,5460	5,5550
en	5,4580	5,4610	5,5490	5,5580
en	5,4610	5,4640	5,5520	5,5610
en	5,4640	5,4670	5,5550	5,5640
en	5,4670	5,4700	5,5580	5,5670
en	5,4700	5,4730	5,5610	5,5700
en	5,4730	5,4760	5,5640	5,5730
en	5,4760	5,4790	5,5670	5,5760
en	5,4790	5,4820	5,5700	5,5790
en	5,4820	5,4850	5,5730	5,5820
en	5,4850	5,4880	5,5760	5,5850
en	5,4880	5,4910	5,5790	5,5880
en	5,4910	5,4940	5,5820	5,5910
en	5,4940	5,4970	5,5850	5,5940
en	5,4970	5,5000	5,5880	5,5970
en	5,5000	5,5030	5,5910	5,6000
en	5,5030	5,5060	5,5940	5,6030
en	5,5060	5,5090	5,5970	5,6060
en	5,5090	5,5120	5,6000	5,6090
en	5,5120	5,5150	5,6030	5,6120
en	5,5150	5,5180	5,6060	5,6150
en	5,5180	5,5210	5,6090	5,6180
en	5,5210	5,5240	5,6120	5,6210
en	5,5240	5,5270	5,6150	5,6240
en	5,5270	5,5300	5,6180	5,6270
en	5,5300	5,5330	5,6210	5,6300
en	5,5330	5,5360	5,6240	5,6330
en	5,5360	5,5390	5,6270	5,6360
en	5,5390	5,5420	5,6300	5,6390
en	5,5420	5,5450	5,6330	5,6420
en	5,5450	5,5480	5,6360	5,6450
en	5,5480	5,5510	5,6390	5,6480
en	5,5510	5,5540	5,6420	5,6510
en	5,5540	5,5570	5,6450	5,6540
en	5,5570	5,5600	5,6480	5,6570
en	5,5600	5,5630	5,6510	5,6600
en	5,5630	5,5660	5,6540	5,6630
en	5,5660	5,5690	5,6570	5,6660
en	5,5690	5,5720	5,6600	5,6690
en	5,5720	5,5750	5,6630	5,6720
en	5,5750	5,5780	5,6660	5,6750
en	5,5780	5,5810	5,6690	5,6780
en	5,5810	5,5840	5,6720	5,6810
en	5,5840	5,5870	5,6750	5,6840
en	5,5870	5,5900	5,6780	5,6870
en	5,5900	5,5930	5,6810	5,6900
en	5,5930	5,5960	5,6840	5,6930
en	5,5960	5,5990	5,6870	5,6960
en	5,5990	5,6020	5,6900	5,6990
en	5,6020	5,6050	5,6930	5,7020
en	5,6050	5,6080	5,6960	5,7050
en	5,6080	5,6110	5,6990	5,7080
en	5,6110	5,6140	5,7020	5,7110
en	5,6140	5,6170	5,7050	5,7140
en	5,6170	5,6200	5,7080	5,7170
en	5,6200	5,6230	5,7110	5,7200
en	5,6230	5,6260	5,7140	5,7230
en	5,6260	5,6290	5,7170	5,7260
en	5,6290	5,6320	5,7200	5,7290
en	5,6320	5,6350	5,7230	5,7320
en	5,6350	5,6380	5,7260	5,7350
en	5,6380	5,6410	5,7290	5,7380
en	5,6410	5,6440	5,7320	5,7410
en	5,6440	5,6470	5,7350	5,7440
en	5,6470	5,6500	5,7380	5,7470
en	5,6500	5,6530	5,7410	5,7500
en	5,6530	5,6560	5,7440	5,7530
en	5,6560	5,6590	5,7470	5,7560
en	5,6590	5,6620	5,7500	5,7590
en	5,6620	5,6650	5,7530	5,7620
en	5,6650	5,6680	5,7560	5,7650
en	5,6680	5,6710	5,7590	5,7680
en	5,6710	5,6740	5,7620	5,7710
en	5,6740	5,6770	5,7650	5,7740
en	5,6770	5,6800	5,7680	5,7770
en	5,6800	5,6830	5,7710	5,7800
en	5,6830	5,6860	5,7740	5,7830
en	5,6860	5,6890	5,7770	5,7860
en	5,6890	5,6920	5,7800	5,7890
en	5,6920	5,6950	5,7830	5,7920
en	5,6950	5,6980	5,7860	5,7950
en	5,6980	5,7010	5,7890	5,7980
en	5,7010	5,7040	5,7920	5,8010
en	5,7040	5,7070	5,7950	5,8040
en	5,7070	5,7100	5,7980	5,8070
en	5,7100	5,7130	5,8010	5,8100
en	5,7130	5,7160	5,8040	5,8130
en	5,7160	5,7190	5,8070	5,8160
en	5,7190	5,7220	5,8100	5,8190
en	5,7220	5,7250	5,8130	5,8220
en	5,7250	5,7280	5,8160	5,8250
en	5,7280	5,7310	5,8190	5,8280
en	5,7310	5,7340	5,8220	5,8310
en	5,7340	5,7370	5,8250	5,8340
en	5,7370	5,7400	5,8280	5,8370
en	5,7400	5,7430	5,8310	5,8400
en	5,7430	5,7460	5,8340	5,8430
en	5,7460	5,7490	5,8370	5,8460
en	5,7490	5,7520	5,8400	5,8490
en	5,7520	5,7550	5,8430	5,8520
en	5,7550	5,7580	5,8460	5,8550
en	5,7580	5,7610	5,8490	5,8580
en	5,7610	5,7640	5,8520	5,8610
en	5,7640	5,7670	5,8550	5,8640
en	5,7670	5,7700	5,8580	5,8670
en	5,7700	5,7730	5,8610	5,8700
en	5,7730	5,7760	5,8640	5,8730
en	5,7760	5,7790	5,8670	5,8760
en	5,7790	5,7820	5,8700	5,8790
en	5,7820	5,7850	5,8730	5,8820
en	5,7850	5,7880	5,8760	5,8850
en	5,7880	5,7910	5,8790	5,8880
en	5,7910	5,7940	5,8820	5,8910
en	5,7940	5,7970	5,8850	5,8940
en	5,7970	5,8000	5,8880	5,8970
en	5,8000	5,8030	5,8910	5,9000
en	5,8030	5,8060	5,8940	5,9030
en	5,8060	5,8090	5,8970	5,9060
en	5,8090	5,8120	5,9000	5,9090
en	5,8120	5,8150	5,9030	5,9120
en	5,8150	5,8180	5,9060	5,9150
en	5,8180	5,8210	5,9090	5,9180
en	5,8210	5,8240	5,9120	5,9210
en	5,8240	5,8270	5,9150	5,9240
en	5,8270	5,8300	5,9180	5,9270
en	5,8300	5,8330	5,9210	5,9300
en	5,8330	5,8360	5,9240	5,9330
en	5,8360	5,8390	5,9270	5,9360
en	5,8390	5,8420	5,9300	5,9390
en	5,8420	5,8450	5,9330	5,9420
en	5,8450	5,8480	5,9360	5,9450
en	5,8480	5,8510	5,9390	5,9480
en	5,8510	5,8540	5,9420	5,9510
en	5,8540	5,8570	5,9450	5,9540
en	5,8570	5,8600	5,9480	5,9570
en	5,8600	5,8630	5,9510	5,9600
en	5,8630	5,8660	5,9540	5,9630
en	5,8660	5,8690	5,9570	5,9660
en	5,8690	5,8720	5,9600	5,9690
en	5,8720	5,8750	5,9630	5,9720
en	5,8750	5,8780	5,9660	5,9750
en	5,8780	5,8810	5,9690	5,9780
en	5,8810	5,8840	5,9720	5,9810
en	5,8840	5,8870	5,9750	5,9840
en	5,8870	5,8900	5,9780	5,9870
en	5,8900	5,8930	5,9810	5,9900
en	5,8930	5,8960	5,9840	5,9930
en	5,8960	5,8990	5,9870	5,9960
en	5,8990	5,9020	5,9900	5,9990
en	5,9020	5,9050	5,9930	6,0020
en	5,9050	5,9080	5,9960	6,0050
en	5,9080	5,9110	5,9990	6,0080
en	5,9110	5,9140	6,0020	6,0110
en	5,9140	5,9170	6,0050	6,0140
en	5,9170	5,9200	6,0080	6,0170
en	5,9200	5,9230	6,0110	6,0200
en	5,9230	5,9260	6,0140	6,0230
en	5,9260	5,9290	6,0170	6,0260
en	5,9290	5,9320	6,0200	6,0290
en	5,9320	5,9350	6,0230	6,0320
en	5,9350	5,9380	6,0260	6,0350
en	5,9380	5,9410	6,0290	6,0380
en	5,9410	5,9440	6,0320	6,0410
en	5,9440	5,9470	6,0350	6,0440
en	5,9470	5,9500	6,0380	6,0470
en	5,9500	5,9530	6,0410	6,0500
en	5,9530	5,9560	6,0440	6,0530
en	5,9560	5,9590	6,0470	6,0560
en	5,9590	5,9620	6,0500	6,0590
en	5,9620	5,9650	6,0530	6,0620
en	5,9650	5,9680	6,0560	6,0650
en	5,9680	5,9710	6,0590	6,0680
en	5,9710	5,9740	6,0620	6,0710
en	5,9740	5,9770	6,0650	6,0740
en	5,9770	5,9800	6,0680	6,0770
en	5,9800	5,9830	6,0710	6,0800
en	5,9830	5,9860	6,0740	6,0830
en	5,9860	5,9890	6,0770	6,0860
en	5,9890	5,9920	6,0800	6,0890
en	5,9920	5,9950	6,0830	6,0920
en	5,9950	5,9980	6,0860	6,0950
en	5,9980	6,0010	6,0890	6,0980
en	6,0010	6,0040	6,0920	6,1010
en	6,0040	6,0		

Cours relevés ■ 11 h 15

7/12c : coupon détaché - o : offert - " : droit détaché - d : demandé - p : prix précédent - m : marché comble

Novembre 1992 dans le monde

par BRIGITTE CAMUS-LAZARO

Ex-Yougoslavie :
de l'exode des réfugiés

aux actions humanitaires

Le 1^{er}, l'opération « L'UNICEF intitulée « Une semaine de tranquillité », visant à nourrir, vacciner et débute à Sarajevo. Le 2, les dirigeants bosniaques, qui produisent cette action, y mettent un terme.

Le 7, l'Association de l'Association humanitaire lyonnaise Equilibre, qui organise des régions « Mostar » de Zenica arrivent à Lyon. Le 8, le leader de la Bosnie, le docteur Karadzic, en position de force, se rend au camp des réfugiés de la région plus

70 % ■ ■ Bosnie-Herzégovine, ■■■■ un plan ■■ paix.

Le 10, la Croix-Rouge bosnienne ■■■■ des milliers d'habitants ■ Sarajevo, ■ l'Insu ■■ organisations Inter-

ministère, M. Hassan Sharif, chef du gouvernement, conservateur islamiste modéré (20, 21, 27, 28).

Le 13, le Conseil de sécurité de l'ONU adopte le premier communiqué public sur le sujet en la population musulmane de la Bosnie, et adopte, le 18, le plan de paix 787 renforçant les sanctions imposées à la nouvelle Yougoslavie (Serbie et Monténégro) depuis le 31 mai.

Le 27, un accord sur l'arrêt des hostilités entre la Croatie et la République serbe (autoproclamée sur le territoire de la Bosnie-Herzégovine) est conclu.

à Sarajevo. Le 28, les étudiants de Belgrade ont présenté le candidat de M. Milan Stanković, premier ministre du gouvernement fédéral, qui s'opposerait au président serbe, M. Stobodan Milošević, à l'élection présidentielle prévue pour le 20 décembre. Les 28 et 29, deux ministres du gouvernement fédéral ont présenté leur démission et le 7, 9 au 22, 14, 16 au 18, 21 au 28, 28-30, 1-XII).

Figure 1 consists of three scatter plots arranged horizontally. Each plot has 'Number of children' on the x-axis and 'Number of mothers' on the y-axis. The left plot shows a positive correlation with data points forming an upward-sloping curve. The middle plot shows a negative correlation with data points forming a downward-sloping curve. The right plot shows a positive correlation with data points forming an upward-sloping curve.

l'humanité pour la partie de l'arrêt de non-lieu. Le 10 mai 1961, le **Rillieux-la-Pape**. Pour les six autres pourvois qui sont rejetés le

28. - Mort de René Brouillet, directeur du cabinet du général de Gaulle (1^{er}/XII).

CULTURE

■ - PATRIMOINE : M. Lang annonce la création d'un Institut international du patrimoine interdisciplinaire.

9-24 : PRIX LITTÉRAIRES
1971 : Le 9, le Goncourt à Patrick Chamoiseau pour *Texaco* (Gallimard). Le 9, le Goncourt à Francis Weyergans pour *Le bonheur du boxeur* (Gallimard).

13. - Mort du compositeur Maurice Ohana, inventeur du « théâtre musical », à l'âge de soixante-dix-huit ans (17).

«ART D'AMÉRIQUE-LATINE, 1911-1968». - L'exposition au Centre Georges-Pompidou, à l'occasion du cinquantième centenaire de la découverte de l'Amérique, présente 400 œuvres (peintures et sculptures). Jusqu'au 11 janvier 1993 (12, 14).

de Paris, (jusqu'au 14 mars) et au « Carré Voltaire » (jusqu'au 30 janvier) (22-23).

Les conséquences du scandale du sang contaminé

pour *Texas* (Gallimard). Le 9, le *Journal* à Francis Weyergans pour le *Journal* du boxeur (Grasset). Le 16, le *Femina* à Anne-Marie Garat pour *Aden* (Seuil). Le 16, le *Médicus* à Michel *pour le* *Cuculo* (Seuil). Le 24, le *Prix* *à* Dominique Bona pour *Malika* (Mercure) (France) (11, 13, 16, 18, 20, 21, 26).

13. - Mort du compositeur Maurice Ohana, inventeur du «théâtre musical», à l'âge de soixante-dix-huit ans (17).

«ART D'AMÉRIQUE-LATINE, 1911-1968». - L'exposition au Centre Georges-Pompidou, à l'occasion du cinquantième centenaire de la découverte de l'Amérique, présente 400 œuvres (peintures et sculptures). Jusqu'au 11 janvier 1993 (12, 14).

de Paris, (jusqu'au 14 mars) et au « Carré Voltaire » (jusqu'au 30 janvier) (22-23).

Demain dans « le Monde »

« Arts-Spectacles » :

Gould-Rubinstein, les deux menteurs

Dix ans après sa mort, la recherche d'Arthur Schnitzler et de Glenn Gould, deux pianistes célèbres par la légende. Deux ensembles supplémentaires avec Etienne Roda-Gil, gauchiste, péruvien, et un portrait de Zhang Yimou, cinéaste chinois (épouses et concubines), à l'occasion du centenaire de Qiu Ju, une femme chinoise.

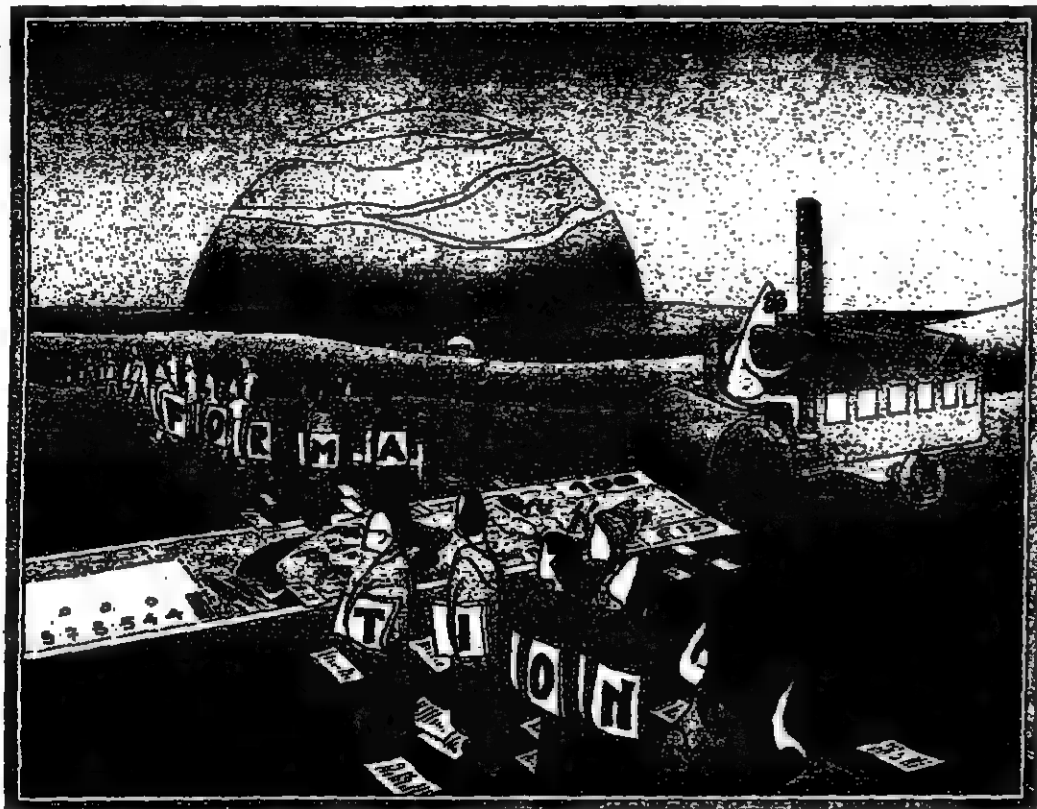
هكذا ان الرضا

Le Monde

INITIATIVES

L'âge adulte de la formation

Tout le monde devient exigeant :
formateurs, entreprises clientes
et salariés stagiaires



PEST-ON dire, plus de vingt ans après la loi de 1971 que la formation professionnelle continue est arrivée à l'âge adulte ? Sans conteste, si l'on observe quelques chiffres. Le volume des sommes consacrées d'abord, qui atteignent, tout confondu, quelques 100 milliards de francs. Le taux de contribution des entreprises ensuite, qui ont consacré 3,1 % de leur masse salariale à la formation professionnelle, alors que la loi leur fait obligation d'un minimum de 1,4 %. L'énorme progression des stagiaires, enfin, qui ne représentaient qu'un actif sur sept en 1974, et sont maintenant dans la proportion d'un sur quatre.

Mais ce ne sont pas les seuls changements qui témoignent d'une maturité. La profession, longtemps en butte aux critiques, est en train de se réformer. A la pléthore des organismes on a compté jusqu'à 60 000 succède aujourd'hui une tendance à la clarification, malgré un émiettement toujours aussi surprenant. En 1990, sur les 36 000 organismes agréés, 23 538 étaient considérés comme actifs, réalisant un chiffre d'affaires qui, toutefois, pour 4140 d'entre eux, s'élevait à 17,5 milliards de francs, soit plus de 1 million de francs.

Signe évident, les trois instances représentatives dans le secteur privé se sont structurées au sein d'une Fédération de la formation professionnelle (FFP) et ont prévu à l'avenir de se fonder dans une confédération plus large, certainement le Syntec, qui serait celle des métiers de l'intelligence. Dans l'immédiat, la nouvelle organisation œuvre en faveur d'une moralisation, d'une déontologie, et s'efforce de gagner la bataille des normes. Les tristes exemples de formations bidon et d'escroqueries, qui ont tellement nuit à la réputation de ce secteur, devraient bientôt appartenir à l'histoire ancienne.

L'usage même de la formation s'est modifié, pendant le même temps. De la dépense non contrôlée, pour tout dire d'inspiration sociale, les entreprises sont en train de passer à la notion d'investissement et donc à un contrôle plus strict, même si le raisonnement que défend M. Guy Le Boterf, qui dirige Quaternaire éducation. Longtemps tirées par la réputation de leurs grandes écoles, les filiales spécialisées dans la formation continue observent des modifications également significatives. Constatant une « recomposition du marché », M. Bruno Dufour, PDG de

ESC Lyon, note que les entreprises utilisent désormais plus de modules que les cadres, qui formaient l'essentiel de la clientèle individuelle. Elles ne s'arrêtent pas du « tout-prêt » mais du « sur-mesure », établissent des calendriers de charges précis et veillent à l'efficacité. Mieux, il souligne une inversion. Parce qu'il est en contact avec les besoins réels des entreprises, le département formation des grandes écoles devient l'un des moyens privilégiés pour faire évoluer les programmes de formation initiale. Un jugement que l'on partage à l'ESSEC.

MAIS, paradoxalement, d'autres phénomènes interviennent. Ainsi que la formation deviendrait plus mûre. Ainsi que le révèle le baromètre réalisé par l'AGEFOS-PME en France, le nombre de stagiaires satisfaits passe désormais en dessous de la barre des 50 % et, plus préoccupant, 24,6 % en 1991, reconnaissent que la formation qu'ils ont suivie n'a eu aucune influence sur leur emploi ou leur rémunération. La satisfaction est entachée, alors que le nombre de personnes en formation n'a jamais été aussi élevé, soit sept millions. Parallèlement, aussi, devenues plus exigeantes, les entreprises réduisent leurs programmes, du fait de la crise, ou les ciblent sur le strict nécessaire. Il s'ensuit une baisse des dépenses qui se traduit par des difficultés financières pour certains organismes de formation. L'effacement des durées moyennes des stages diminue et font l'objet de négociations plus difficiles qu'autrefois. Selon une note du ministère du travail, il apparaît même que parmi les entreprises françaises employant plus de 2 000 salariés, quelques-unes - moins d'une dizaine toutefois, dont huit d'intérêt - soit n'ont effectué aucune dépense de formation en 1989 ou 1990, soit ont versé l'intégralité de leurs contributions aux fonds d'assurance-formation (FAF) de leur branche professionnelle.

Pour toutes ces raisons, enfin, il semble bien que les pouvoirs publics aient désormais envie de surveiller d'un peu plus près ce secteur, notamment les flux financiers qui alimentent les FAF, et qu'ils se dotent en conséquence des moyens nécessaires. En réponse à la question d'un parlementaire, Martine Aubry a évoqué ses inquiétudes et préoccupations qui l'ont conduit à demander que des propositions lui soient faites, d'ici janvier 1992, sur matière de gestion des excédents, de gestion de trésorerie, de plan comptable et d'agrément des organismes paritaires. Conjointement, 41 postes d'inspecteurs de la formation professionnelle et 5 postes de contrôleur ont été prévus au budget de 1993 pour renforcer des équipes notoirement insuffisantes. Le nombre des contrôles va augmenter. Ceux-ci avaient déjà porté, en 1991, sur 1 633 organismes de formation, 119 organismes paritaires agréés et sur 4 000 entreprises, donnant lieu à 44,3 millions de francs de redressement, contre 19,2 millions de francs en 1990.

Adulte, la formation professionnelle n'en finit pas de payer pour ses péchés de jeunesse.

Alain Lobaube

■ Vingt ans déjà !

Bilan d'une réforme
par Liliane Delwasse

■ La profession s'organise

A la recherche d'un label
par Marie-Séverine Baudet

■ Le rapport coût-efficacité

Des organismes plus exigeants
par Jean Monnet

■ L'évaluation en retard

Une mise en route difficile
par Catherine Leroy

■ Méfiance

et perte de crédibilité

Les salariés restent toujours
attirés par la formation
par Francine Ablesovici

■ Drôles de stages

Des argumentaires souvent abusifs
par Alain Lobaube

■ Au cœur des grandes écoles

Des retombées positives
pour l'enseignement
par Marie-Claude Berthod

VOTE

□ La dérive de l'exécution

□ Cadre en quête de justice

FUTUR

□ Médecin et ingénieur

TRIBUNE

□ L'avenir des vocations

par Xavier Jaspard

VOTE

□ La dérive de l'exécution

□ Cadre en quête de justice

FUTUR

□ Médecin et ingénieur

TRIBUNE

□ L'avenir des vocations

par Xavier Jaspard

VOTE

□ La dérive de l'exécution

□ Cadre en quête de justice

FUTUR

□ Médecin et ingénieur

TRIBUNE

□ L'avenir des vocations

par Xavier Jaspard

VOTE

□ La dérive de l'exécution

□ Cadre en quête de justice

FUTUR

□ Médecin et ingénieur

TRIBUNE

□ L'avenir des vocations

par Xavier Jaspard

VOTE

□ La dérive de l'exécution

□ Cadre en quête de justice

FUTUR

□ Médecin et ingénieur

TRIBUNE

□ L'avenir des vocations

par Xavier Jaspard

VOTE

□ La dérive de l'exécution

□ Cadre en quête de justice

FUTUR

□ Médecin et ingénieur

TRIBUNE

□ L'avenir des vocations

par Xavier Jaspard

Le Conseil Général
SEINE & MARNE

Chargé de la Direction du Service Comptabilité (40 personnes)

Outre l'encadrement des effectifs, vous serez amené à contribuer l'élaboration et l'exécution du budget (972 MF par an), ainsi que le contrôle de gestion.

A ce titre, vos aptitudes au management, votre sens de l'organisation et votre méthode, sont des atouts déterminants.

Compétences de la comptabilité publique appréciées.

Renseignements : Mme GUENIN : 60 69 36 71 - Mme PICO : 60 69 37 73

Conditions de recrutement : mutation, détachement ou contrat (minimum Bac + 3).

Adresser candidature et CV avant le 1/01/93 à :

M. le Président du Conseil Général Direction des Ressources Humaines

Bureau du Recrutement, rue des Saints Pères, 77010 MEULAN cedex

Porte d'entrée sur les métiers de l'ingénierie de la communication

INGENIEURS ET UNIVERSITAIRES

Au sein du Groupe **FRANCO**
TELECOM, CITCOM :
lieu de transfert de savoir et
diffusion d'expertises dans
le domaine de l'ingénierie
informatique et télécom.

Sa stratégie s'appuie sur un
européen de centres
dont la pièce maîtresse
l'Euromaster. Ce programme
7 mois prépare
concrètement l'exercice
responsabilité forte
métiers de l'ingénierie
informatique et télécom.
La session débute
Janvier par 4 mois
d'enseignement intensif
centre CITCOM à Paris
et à l'université Paris VII.
Vous réalisez ensuite
projet professionnel
3 mois au sein d'une
entreprise allemande.

De formation scientifique
(Bac+4 minimum), vous
passerez par les
technologies et pratiquerez
un allemand de bon niveau ;
CITCOM avec son programme
Euromaster se propose
de vous fournir les moyens
de dynamiser votre projet
professionnel en y intégrant
la maîtrise des systèmes
de communication.

Merci d'adresser votre
candidature sous réf. LM113 à :
INT-CITCOM - Service Sélection -
83, Bd Vincent Auriol
75013 Paris.

CITCOM

GIE INT-CITCOM
entre FRANCE TELECOM
et TELESYSTEMES

SESSION PARIS - ALLEMAGNE

DOSSIER • L'âge adulte de la formation

Vingt ans déjà !

Les dernières modifications permettent une meilleure liaison avec l'emploi

LES premières lois sur la formation continue datent de 1971. Il n'y a eu d'avancées notables durant ces années, exception faite, en 1983, des accords sur la formation « alternant » pour les jeunes et, en 1984, de la création du congé individuel de formation. Or, depuis environ deux ans, les partenaires sociaux ont instauré une période riche en réformes, multipliant les accords, les pouvoirs publics n'ont plus qu'à légaliser quelques mois plus tard, en généralisant, précisant ou approfondissant certains points.

Le champ de la formation et, même, la philosophie ont été modifiés par deux textes importants : celui du 3 juillet 1991 sur l'apprentissage, deux lois ont respectivement repris le 31 décembre 1991 et le 17 juillet 1992. Faire un bilan paraît prématuré alors que certains aspects sont en cours d'application.

Un point est acquis : c'est la reconnaissance implicite du droit à la formation de tout citoyen actif, salarié ou demandeur d'emploi. Le champ des personnes concernées s'est élargi aux salariés des entreprises de moins de dix employés. Le droit à la formation a aussi été reconnu aux chefs d'entreprise salariés, y compris aux artisans, aux commerçants et aux agriculteurs ; les professions réglementées peuvent même en bénéficier.

Pour ces catégories, le financement est assuré par une contribution mutualisée obligatoire. Le législateur a voulu que ce soit les salariés qui soient les plus demandeurs. Un phénomène qui a été instauré pour les entreprises d'impôt majoré lorsque ce sont des salariés qualifiés qui en profitent. En 1991, un accord spécifiait les données de la formation dans le travail temporaire. En réalité, à travers ces textes, c'est la formation pour tous qui est organisée et une conception radicalement différente du travail qui se met en place.

Le droit au bilan de compétences pour les salariés qu'à un congé pour le pratiquer marque une évolution intéressante du rapport à leur emploi. C'est la reconnaissance du droit de chacun à un projet professionnel, à une mise en question, à une mise en mouvement du champ de la formation.

On constate l'émergence d'une volonté politique de supprimer les stages-parkings, qui débouchent sur rien et empoisonnent la « planète formation » pendant des années.

Le développement du tutorat

Autre révolution : la mise en œuvre de la formation des entreprises. Depuis vingt ans, elles n'ont eu qu'un rôle financier. Elles soumettaient systématiquement à des spécialistes extérieurs, leur bilan plus ou moins conforme, sans avoir de regard sur la prise de la peine de construire un projet pédagogique. L'accord du 3 juillet 1991 jette les premières bases du développement du tutorat. En libérant des heures pour permettre au tuteur d'accomplir sa mission, l'entreprise accepte d'organiser le travail en fonction des besoins de formation et de donner à celle-ci une place stratégique essentielle. Cette mission du tutorat implique également de mener une réflexion sur la transmission du savoir professionnel et sur les évolutions technologiques de l'entreprise. Les grosses entreprises ont des services dédiés à la formation. Les petites se regroupent dans les réseaux d'emploi par secteurs professionnels. Certaines ont déjà commencé à conjuguer leurs efforts : la fédération de la plasturgie est en train de former 25 000 salariés pour la profession.

L'apprentissage aussi, il y a du nouveau. Tout d'abord, la rémunération des apprentis n'était guère attractive. De 25 à

30 % du SMIC, elle est passée à 50 %. Mais la grande révolution a consisté à ouvrir à l'apprentissage le secteur public. Collectivités locales et établissements publics ont d'énormes capacités d'encadrement et d'accueil d'apprentis, dont les jeunes vont enfin pouvoir bénéficier. C'est un grand tournant qui a été pris. Presque aussi important est le plan de développement de l'apprentissage dans le secteur scolaire, qui donne à celui-ci une légitimité pédagogique jusque-là contestée par l'éducation nationale. L'amélioration qualitative de l'apprentissage passe par un plus grand contrôle, exercé à la fois par le comité d'entreprise et par le service de formation des apprentis. Certaines mesures techniques ont été prises afin d'inciter les entreprises à recevoir des jeunes en apprentissage. Un sujet sur lequel les consultations ont réuni non seulement les partenaires sociaux habituels, mais aussi les conseils régionaux, les organismes consulaires, les Chambres de commerce et d'industrie, les chambres de métiers, les chambres d'agriculture et les syndicats d'enseignants ont travaillé côte à côte, une réalité pour le moins inhabituelle.

Le prolongement de cet effort, le ministère du travail a voulu faciliter aux jeunes la transition avec la vie active. Dans certains secteurs d'emploi, ils avaient affirmé le rôle de vingt apprentis différents... De quoi décourager plus d'un. Les 400 carebours-jeunes ont été créés pour leur permettre de travailler en un seul secteur toutes les informations. Enfin, la création de la PAQUE (Préparation active à la qualification et à l'emploi), vise les jeunes marginaux, les exclus les plus difficiles à intégrer, à qui il manquait des acquis fondamentaux comme la lecture et l'écriture. Des méthodes innovantes et valorisantes s'efforcent de les récupérer. Un système positif qui évite cependant le décalage.

Liliane Delmas

Le rapport coût-efficacité

De l'investissement à la stratégie, la politique des entreprises a changé

« On arrête tout on ne donne six mois pour réfléchir. » Selon le consultant d'un important cabinet parisien, les entreprises ne sont pas prêtes aujourd'hui à faire certains investissements. Y aurait-il du nouveau dans les budgets alors que selon la délégation à la formation professionnelle ou le Centre d'étude des entreprises et des coûts (CERC), pas plus, d'ailleurs, que les entreprises ne peuvent quantifier l'effort interne de formation réalisé dans les entreprises hautement techniques. Celles-ci ne peuvent faire appel à des organismes extérieurs : « Un organisme de formation ne dispose pas de hauts fourneaux dans les locaux », résume Daniel Atlan.

« Nous ne possédons pas de chiffres d'ensemble, mais nous savons qu'il y a moins de dépenses que dans les années 80 », note Pierre Lehoucq, de la CERC.

Pour observer il convient en effet de se montrer prudent. Si les dépenses ont diminué, c'est aussi parce qu'elles avaient atteint des « hauteurs ». D'autres changent leur dispositif de pilotage. Par ailleurs, la CERCOS constate le bouclage de plus en plus tardif des budgets. Et bien des décisions ne valent pas l'engagement des dépenses. Les raisons ? Elles ne sont pas seulement financières : « Les clients des organismes de formation plus intelligents ne montent plus d'attente, dans ce domaine, ailleurs, au rapport coût-efficacité », constate Pierre Lehoucq.

« Nous sommes des consommateurs plus exigeants et sélectifs », commente de son côté Daniel Atlan, responsable de la formation du groupe Unior-Sacel (25 000 salariés).

Ce raisonnement a conduit nombre de grandes sociétés à intégrer en leur sein les formations dont elles ont besoin, à utiliser leur propre encadrement à cet effet. Un phénomène de substitution qui s'accroît, y compris dans les petites unités du groupe,

le souligne Daniel Atlan. Substitution, certes, mais qui répond à des dépenses réelles. Cependant, celles-ci ne peuvent être prises en considération dans les chiffres officiels qui publie la délégation à la formation professionnelle ou le Centre d'étude des entreprises et des coûts (CERC). Pas plus, d'ailleurs, que les entreprises ne peuvent quantifier l'effort interne de formation réalisé dans les entreprises hautement techniques. Celles-ci ne peuvent faire appel à des organismes extérieurs : « Un organisme de formation ne dispose pas de hauts fourneaux dans les locaux », résume Daniel Atlan.

Une prudence extrême

Responsable de la communication de l'AFPA, laquelle, par vocation, se montre à l'écoute des besoins des entreprises, Didier Sutter estime, quant à lui, qu'on ne « saurait juger de l'effort de celles-ci à l'aune des seules déclarations qu'elles font ». Il résume : « Elles ont aujourd'hui des stratégies de formation plus intelligentes que par le passé. » C'est du groupe de contrôle de la délégation à la formation professionnelle, François Escuyer n'en convient pas. Aussi est-ce avec une prudence extrême qu'il présente les chiffres publiés en 1991. Selon lui, on constate en effet un tassement du nombre des organismes de formation par rapport à une évolution antérieure, qu'il qualifie de « formidables ».

Au 1^{er} janvier 1990, les 23 538 organismes de formation actifs déclarés constituaient une mosaïque puisque étaient inventoriés même ceux percevant

1 franc de cotisation. Entre le lilliputien dont la durée de vie peut être celle d'un papillon et tel organisme informatique réalisant un chiffre d'affaires de 200 millions de francs en matière de formation, la marge est grande. En gros 4 000 organismes réalisent un chiffre d'affaires supérieur à 10 millions de francs. Même si les chiffres de 1990 apparaissent déjà à « une année planétaire », on ne les jette pas à la CERCOS, les grandes tendances de ce marché restent vraies. Ce sont les organismes de droit privé qui ont la plus grande part (79,44 %) de ce marché. Suivent les organismes publics (13,36 %) et les organismes parapublics tels que l'AFPA et les chambres consulaires, avec 7,20 %.

On voit que les statistiques conclues directement avec les entreprises pour la formation de leurs propres salariés ont constitué de loin l'activité la plus importante (49 %). Le deuxième marché est celui des conventions passées avec l'Etat, les régions et les collectivités territoriales. Suivent les assurances formation et les organismes paritaires (FAF), en forte hausse ; les organismes de formation physique financent leur formation à titre individuel ; la vente d'outils pédagogiques.

L'étude de 1990 tord enfin le cou à une idée répandue : les organismes de formation ne sont pas « éclatés » comme pourrait le laisser croire leur très grand nombre. Un peu plus d'un million d'entre eux absorbent en effet 58,77 % des recettes (14,4 milliards de francs). Il apparaît que le haut du pavé est tenu par des organismes qui ont une formation pour activité principale.

Jean Menanteau

L'évaluation en retard

Les sociétés françaises ne sont pas pressées de s'engager dans cette voie

Si l'on parle de plus en plus de la qualité de la formation, son évaluation ne nous a toujours pas au cœur des préoccupations.

Certains, la mise en place des labels de qualité devrait permettre aux entreprises de mieux évaluer les compétences de leur personnel et de leur offrir une formation à une grande vigilance : « Avec les labels, on mesure la qualité du cahier des charges. On risque d'évaluer l'idée de la formation et non le produit », en fait, elle mesure les entreprises, un peu trop confiantes dans le label, l'économie et la concertation entre les différents acteurs de l'entreprise sur les raisons de la formation, les problèmes à résoudre et les objectifs à atteindre.

Une étude réalisée en septembre 1991 par l'IFOP pour le compte de Bossard montre même que 23 % seulement des entreprises françaises ont un point de système d'évaluation, contre 70 % des entreprises britanniques. Cela s'explique par de multiples raisons : l'habitude de quantifier la formation en termes de masse salariale, la perception de la formation comme un coût auquel il ne faudrait pas en plus rajouter le coût d'une évaluation, l'utilisation de la formation comme outil de maintien de la paix sociale au sein des entreprises, la difficulté à faire passer des messages aux stagiaires... bref, beaucoup de freins plus ou moins légitimes.

On perçoit cependant que là quelques évolutions tant du côté des salariés que des entreprises. De plus en plus de salariés, à l'issue de formations qualifiantes, souhaitent valider leurs acquis, soit en passant des CAP par unités capitalisables, soit même en passant des CAP

à des conditions classiques d'examen. C'est le cas d'une entreprise de meubles à Mirecourt, qui, après avoir suivi une formation assistée par ordinateur, ont pu passer le CAP fabrication de mobilier et de décoration en examen. Pour eux, l'évaluation de la formation ne pouvait être qu'un véritable diplôme conquis de haute lutte. Une revanche peut-être sur un passé scolaire problématique.

Diminution des rebuts

Du côté des grands groupes, certains déclinent différents niveaux d'évaluation en fonction du type de formation. Ainsi Renault, comme beaucoup d'entreprises, pratique d'une façon généralisée l'enquête d'opinion, qui permet de mesurer de façon subjective le degré de satisfaction des stagiaires. Par ailleurs, pour les entreprises qui entrent dans le cadre d'un développement du carrière d'agent professionnel qualifié, le constructeur automobile a prévu des « examens professionnels », sorte d'examen professionnel et technique en fin de formation, centré à la fois sur le savoir-faire et sur les connaissances théoriques.

Enfin, les opérations de qualification ont été accompagnées de la mise en place d'un « système d'évaluation » permettant d'apprécier à la fois les acquis techniques et les capacités acquises dans le domaine complémentaire (capacité à communiquer, à faire un diagnostic des problèmes, à hiérarchiser les interventions...). Un livret professionnel permet à chacun de garder la trace de son cursus et de valoriser ses acquis. Cependant, reconnaît René Tjouw, directeur de la formation de Renault, « si on

sait mesurer les acquis de la formation, il est plus difficile de mesurer ce qu'elle va apporter par rapport à l'activité professionnelle ». Pour lui, la mesure des acquis doit être en place un système de suivi des acquis de la formation, un second, quelques mois plus tard, pour mesurer les acquis en situation professionnelle.

L'évaluation est, en effet, un concept assez complexe à manier. « Quand l'évaluation existe, il s'agit le plus souvent d'un contrôle de l'efficacité de la formation », explique-t-elle, les banques ont mis en place des opérations de reconversion de leur personnel administratif dans des emplois commerciaux. Un suivi a été mis en place pour mesurer la qualité des acquis et la capacité à occuper de nouveaux postes. « Or, constate-t-elle, ces opérations de reconversion aboutissent à des inégalités de résultats qui ne dépendent pas seulement des salariés et des capacités acquises, mais aussi des nouveaux services qui les accueillent, du style de management dans ces services et de l'attitude des nouveaux collègues. » Autant de paramètres qu'il faudrait évaluer également.

Pour Raymond Weber, responsable de la formation chez Kronenbourg, il est clair que l'évaluation ne peut se cantonner à l'évaluation individuelle des salariés. « Quelques mois après la formation, il faut mesurer les effets induits par cette formation : la qualité, la diminution des rebuts... » Une pratique que les AGEFOS-PME (fonds d'assurance-formation des PME) encouragent de plus en plus au sein des petites et moyennes entreprises.

Catherine Leroy

La profession s'organise

Maintenant unis, les organismes recherchent une labellisation

A priori, le mélange ne devait d'être explosif. Pourtant, il fonctionne. L'Union nationale des organismes de formation (UNORF), regroupant plutôt des associations paritaires, la Chambre syndicale nationale des organismes de formation (CSNFOR) qui représente, elle aussi, des organismes commerciaux, et SYNTEC, formation qui compte parmi ses membres essentiellement des poids lourds, tels que CEGOS, convolent en justes mots depuis le 27 juin 1991, date de la création de la Fédération de la formation professionnelle (FFP), les trois syndicats ne regretent rien. Ils confirment d'ailleurs aucune limitation d'engagement pris en 1993, le passage d'une « confédération » à une fédération unifiée n'a abandonné que trois principes fondamentaux : une seule voix.

Les principaux représentants de l'offre privée de formation se sont réunis à Paris le 1^{er} décembre 1992, c'est parce que le jeu en valait la chandelle. La Fédération de la formation, malgré les difficultés conjoncturelles qui incitent certaines entreprises à diminuer leur budget, a progressé : « Les sociétés françaises, indique Jean Wemaere, le président de la FFP, ont dépensé, en 1991, plus de 35 milliards pour la formation continue. Aujourd'hui, six millions de personnes suivent chaque année une action de formation. Ces chiffres devraient être multipliés par deux d'ici à cinq ans. Nous sommes devenus un acteur de l'économie à part entière. »

S'organiser, tel a été le premier

objectif d'un secteur qui compte environ 31 000 organismes dont plus de 86 % ne réalisent pas 1 million de francs de chiffre d'affaires par an. La FFP (300 organismes, 11 milliards de C. A. cumulés, 15 000 salariés), qui représente la moitié de l'offre privée, a conscience d'être plutôt le porte-parole des « moyens et gros ». Pour autant, le chiffre d'affaires n'est pas un seuil à franchir pour adhérer à la FFP. Si seulement deux millions de candidats sur 100 000 sont acceptés, c'est suite à une enquête ad hoc (visite de l'entreprise, bilan pédagogique demandé...) sur la réalité du métier de formateur du postulant. « Beaucoup de sociétés, qui ont des prestataires de services de la formation (vendeurs de matériel informatique), souhaitent évidemment intégrer le réseau », explique Jean Wemaere. C'est pourquoi nous sommes vigilants. »

Les dix commandements

Structurée, la FFP l'est désormais : convention collective, régime de prévoyance, fonds mutuel de garantie, le chantier statutaire est quasiment bouclé. En revanche, celui dénommé « métier-norme-qualité » est toujours ouvert.

La philosophie est claire cependant : éviter les normes trop réductrices, les normes AFNOR, un moment envisagées par les pouvoirs publics mais dont les caractéristiques qui s'appli-

quent parfaitement à des produits physiques ont été jugées inadéquates pour une formation intellectuelle. Les normes de formation ont donc été repensées, les normes de qualité ont été repensées. La voie recherchée n'est pas une norme d'adhésion à la FFP régie par une charte de dix principes de qualité, le deuxième, c'est la certification via l'AFPAQ (Association française pour l'assurance qualité), le troisième, en cours d'élaboration, vise à une labellisation accordée par un organisme agréé et « dont le niveau retenu, explique Jean Wemaere, pourrait être celui choisi par la profession au conseil en management qui a fondé, en 1982, l'office pour la promotion de la qualité dans le management (OPQM) ».

Souvent critiqués en raison de la présence de canards boiteux dans la profession, les privés de la formation veulent marginaliser définitivement ces critiques. Une démarche d'abord, pour eux, est une autre bataille tout aussi importante : celle qui les oppose aux « intermédiaires » de la profession, à la chambre de commerce et à la Fédération mutualisatrice paritaire.

« Rapprocher le client du fournisseur », précise Jean Wemaere, c'est-à-dire raccourcir les circuits, ferait économiser beaucoup d'argent. André Laignel, lorsqu'il était secrétaire d'Etat à la formation, l'avait évaluée à plus de 10 % des sommes en jeu. Un dossier repris aujourd'hui par Martine Aubry.

Marie-Béatrice Baudet

Gestion de carrière ou plan de licenciement, l'intérêt des stages est parfois ambigu pour les ouvriers comme pour les cadres supérieurs

Ordre de la hiérarchie

Parmi les facteurs contribuant à la dégradation de l'image, la formation, la durée des stages, l'absence de contacts entre eux se déroulant au maximum sur cinq jours, contre 30,1 % en avril, les OENQ étant les plus touchés par cette tendance. Il s'agit donc de formations pointues à de nouvelles techniques ou organisations du travail, pas de stages qualifiants. Dès lors, elles ont de moins en moins d'influence sur « l'emploi et la rémunération » des stagiaires. Aucune influence même, pour 40 % d'entre eux, contre 31,5 % en avril. Du coup, l'indice



de satisfaction s'est ressent : 41 % des stagiaires sont très satisfaits de leur formation, contre 31 % en avril, et 27 % en mai. Quant à la « loi », ce taux monte à 52 %, dix mois. Ce chiffre monte à 59,1 % chez les OENO. Outre la non-reconnaissance de leurs efforts, c'est la déception par rapport au contenu de la formation, et ceux qu'ils licencieront parce qu'ils n'arriveront pas à suivre le stage. C'est aussi la peur des congés de maladie qui accompagnent les plus sociaux qui pèsent sur eux : « Dans la tête de bien des salariés, la formation est l'antichambre du licenciement », souligne Bernard Laminier, secrétaire général de la métallurgie CGT.

Un peu moins de projets aussi chez les cadres supérieurs parce que, outre leur surcharge de travail, les stages cours excluent un objectif de gestion de carrière », estime Marie-Odile Panlet, secrétaire générale de l'UCCF-CFDT.

« Les salariés n'en restent pas moins attirés par la formation. 38,3 % d'entre eux ont un projet d'étude ou de formation », constate 56,8 % avril. Cependant, chez OENQ toujours, c'est l'inverse : près de 42 % d'entre eux ont un projet, contre 71 % en avril. « Les ouvriers ne défilent, en province », dit Joubert, responsable formation à la CGT. Ils « ont vu que, s'ils ne se forment pas, ils seront exclus de l'entreprise ». « Ils ne veulent pas, ils y ont du nombre », disent les cadres de la formation : moyen d'attirer les salariés qui parlent

A qui les salariés ayant un projet ne parlent-ils ? A personnes dépendent 35,7 % d'entre eux, contre 28,4 % en avril. Chez les cadres supérieurs, le taux bondit à 40 %, contre 3,9 % en avril. « Ils craignent d'être pris pour des fustistes », poursuit Marie-Odile Paquet. Cela a beaucoup existé à l'époque des séminaires au bout du monde. Les cadres ont eu aussi de la peur : « avoir un projet signifie qu'ils se désinvestissent dans leur travail. » Un bilan inquiétant.

Francine Altzsovcit

Francine Alzcoviel

La formation continue
tend à modifier les enseignements

ELLE n'était naguère qu'un modeste appendice de la formation initiale. Puis elle a prospéré. Et voici qu'elle semble prendre la place du peloton : la formation commerciale est entraînée à devenir l'un des moteurs, voire la base même, de la formation initiale? C'est ce que pensent aujourd'hui un certain nombre de responsables des grandes écoles de commerce et de gestion.

Depuis longtemps déjà, les enseignants de nos lycées ont un nombre croissant de collègues qui participent à la formation continue. Et cette formation s'est montrée riche en résultats positifs pour les étudiants : ouverture sur le concret de la vie, acquisition d'une pédagogie améliorée sous la pression de publics nouveaux, interventions d'experts des entreprises dans les écoles.

Autre retombée plus méconne-
ue : la formation continue tend
à devenir la **norme** nourricière
de l'enseignement initial : « Les
grandes **écoles** de management
ont pour **but** développer forte-
ment pour équilibrer leur budget
dans les années à venir, souligne
Bruno Dufour, directeur général
du Groupe ESC Lyon. Les finan-
cements traditionnels ne sont plus
suffisants. **Leurs** activités
marchandes sur des marchés sol-
vables nous permettront de con-
tinuer à vivre ». Le groupe, qui est
actuellement 20 % de ses re-
sources à la **vente**, continue,
juge qu'il doit, à terme, aller jus-
qu'à 33 %.

L'effet ■■■■ de la formation continue ■■■■ formation initiale prend aujourd'hui ■■■■ ampleur qui ■■■■ change la nature ■■■■ il acquiert ■■■■ nouvelle dimension, analyse Jean-Louis Roy - directeur d'IMD, filiale du groupe ESSEC qui regroupe l'ensemble de la formation permanente, - parce que les entreprises travaillent actuellement à maîtriser ■■■■ modes de fonctionnement et à ■■■■ doter d'une série d'outils ■■■■ réussir. ■■■■ tiennent, elles expérimentent... » Et ce babilloir est porté par une voix étonnante : « Ils ont tous leurs savoirs constitués : « Ce n'est que peu à peu que l'on pourra théoriser tout cela ».

L'apport incomparable de la formation continue - surtout lorsqu'elle prend la forme d'un séminaire aux entreprises, d'un coup par coup - répose à des problèmes spécifiques - est de mettre les professeurs en face de conséquences immédiates de leur enseignement. La mise au point de ces stages implique, en effet, que les enseignants s'improvisent complètement des réalités de l'entreprise concernée et soient intégrés à son cadre de réflexion : « Quand nous formons les cadres dirigeants d'Unisat-Safran », par exemple, « de travailler sur des projets stratégiques qui s'ils sont jugés bons, seront réalisés. Pour les professeurs, l'enrichissement est considérable : ils ont une pré-

**occupations et de la stratégie
d'une entreprise.»**

Par ailleurs, la mise au point de ces modules implique un travail de groupe, non seulement des professeurs avec les responsables des sociétés mais des professeurs de diverses disciplines entre eux. Et, là aussi, la formation continue influence l'enseignement dans les écoles : ainsi, l'ISDEF travaille actuellement à se doter de petits groupes de professeurs pour assurer la cohérence des enseignements. La formation initiale et formation continue devient ainsi de plus en plus floue. Si l'on en croit Bruno Dufour, un certain type d'enseignement à la française s'en trouve ébranlé : celui qui sélectionne des élites dirigeantes sans leur imposer de faire au préalable leurs preuves sur le terrain : « Ce qui résiste parce qu'il est profondément ancré dans la tradition sociale. Mais il est en train de disparaître... » L'enseignement est un an entrepris, un an d'études pour y finir ; ceux qui arrivent chez nous avec plusieurs années d'expérience professionnelle sont de plus en plus nombreux. L'idée se répand que le management n'est pas une science en soi mais un supplément : « On vient ajouter après un temps à vie active d'autres compétences... » et de souligner : « En fait, cela, nous ne faisons que rejoindre la mondialisation ! »

Marie-Claude Bethoder

« Les qualités et capacités développées par la pratique du golf », proclame la plaquette qui cite, entre autres, le calme, la lucidité, la concentration ou la maîtrise corporelle.

Fort de sa centitude, l'organisme de formation, agréé, propose donc des stages biogolf de cinq jours en France et au Portugal, en pension complète, qui, au prix de 16 500 francs par personne, pourront être pris en charge par le service formation.

mation des entreprises ». Au programme, « cours le perfectionnement pour améliorer votre handicap », les stagiaires du programme de développement personnel ont été initiés à l'« énergie » enseigné par un professeur qui pratique la méditation. L'argumentaire précise que, grâce à cette méthode, le gôfeur, qui est aussi un cadre dirigeant, « vit également beaucoup les événements de sa vie privée professionnelle ». Et pour lever les derniers scrupules, il a encore affirmé : « le gôf n'a le sport complice l'individu et l'entreprise » permet de se calmer en toutes circonstances, et surtout dans les situations difficiles », de garder une personnalité saine, équilibrée et efficace, et les phases de turbulence. Les propositions curieuses

ou franchement abusives de stages, comme celle-ci, les entreprises en recevant à la pelle. Mais il ne leur faut toujours pas attendre le scandaleux de l'inattendu ou du mal du nouveau. D'ailleurs, que, souvent, les dépliantes de présentation comportent des appréciations élogieuses, émanant de leurs propres collègues, en poste dans d'autres sociétés.

Week-end
compris

Par exemple, on va vite les *techniques* d'une *relationnelle* qui s'appuie sur *l'hypnose classique*, *l'approche systémique* et *la PNL*, qui sont *aider* un *ingénieur commercial* à *identifier* en *moins d'une minute* la *personnalité* *son interlocuteur*. Le créateur prétend que *seule la confusion* des *techniques* est le *garant d'un succès infaillible*. Tel autre préconise d'avoir recours à *la théatralité* pour *faire passer* son *message*.

Au cours du séminaire, on pourra découvrir plusieurs *mécanismes* de la parole *les flux verbal* ou *le postulat* *théorique*. Il s'agit, indique la plaquette, d'*être en programme* *des langues*.

Il y a aussi, ce séminaire, baptisé *« Or gris »*, consacré à la *créativité*, il se déroule

bien-être pour le corps et
 l'esprit : ceci grâce au bien-
 être du « balnéo-remise en
 forme » dure cinq jours,
 également, lors d'un week-
 end ». Qualifié de « stage
 d'imagination », le stage se
 tient, au choix, dans un hôtel
 à Bretagne ou à la Pyré-
 née, pour un coût facturé jus-
 qu'à 1 000 francs par partici-
 pant, avec 10 à 150 quatre
 jours d'intervention en en-
 prise. Quant à un cabinet de
 conseil en management des
 hommes, le « support aux
 entreprises d'offrir à leurs
 clients « le séminaire
 d'entreprise qui constitue
 une opportunité exception-
 nelle d'accomplir leurs
 objectifs » et de leur enseigner
 « le management » ou pour
 « améliorer leur vie ». A
 titre d'exemple, le commu-
 iqué cite l'un des premiers
 groupes pharmaceutiques
 mondiaux, qui a offert aux
 pharmaciens, chefs
 d'hôpitaux qui sont ses
 clients et prescripteurs
 des modules de formation sur le
 thème « le pharmacien
 d'hôpital, homme de commu-
 nication ». « La motivation »,
 « le développement des
 nombreux inspecteurs de la
 formation professionnelle »,
 « le vent parfois de véritables
 escroqueries. Comme en
 Seine-Saint-Denis, récem-
 ment, où un « programme » fai-
 sait rémunérer pour
 stages fantômes...

Alain Lebaube

De format réduit, le dernier-né de la gamme fiscale et comptable des Editions Lamy est sans doute un ouvrage de terrain. En 900 pages, il présente toute la comptabilité de façon claire et concise. Grâce à ses nombreux exemples et tableaux de synthèse, il vous permettra d'appréhender la comptabilité de manière immédiatement opérationnelle.

Conçu pour tous les professionnels, experts comptables, chefs d'entreprises, professions libérales, socialistes...
Il constitue un outil de travail complet et toujours à jour : en un mot, votre référence.

Informations et commandes :
(16) 1 44 72 12 12
ou 3617 LAMYSA.

**Équipement en route
chez votre libraire.**

RETOURNER AUX EDITIONS LAMY 187/189 QUAI DE LA SEINE 75490 CEDEX 10

☐ OUI, je désire recevoir exemplaire(s) du *Pratique Lamy Comptable 1993* au prix unitaire de 443 ₣ TTC.
Ci joint mon règlement de 443 ₣ TTC X = ₣ TTC, à l'ordre de Lamy S.A.

Lamy

NOM	FONCTION
-----	----------

SOCIÉTÉ _____

ADRESSE _____

CODE POSTAL

CODE POSTAL . _____

Pratique Lamy

Comptable 93

A découvrir d'urgence !

VOTE

L'application des jugements des prud'hommes n'est pas toujours aisée

Des employeurs insolvable

« Presque tous les employés condamnés manifestent une force d'âme qui excuser les jugements, quelle qu'elle soit la durée de l'emprisonnement », affirme un responsable de la CGT du prud'homme de l'UD-CGT des Hauts-de-Seine, où sont ouverts 10 nouveaux dossiers par an. « Il faut relancer sans cesse. Dans les grandes entreprises, le dossier suit le circuit administratif. Mais, surtout, comme c'est décidé prud'homme, on prend son temps... »

Même l'astreinte, que le conseil de prud'hommes peut ordonner — 100 francs par jour de retard de l'exécution pendant 10 jours par exemple

Le **de** l'employeur parti sans laisser d'adresse se présente, paraît-il, **de** plus en plus fréquemment. Fin 1991, un jugement **de** rendu en faveur de trois architectes dont les salaires n'avaient pas été payés par le cabinet qui les employait. L'huissier pénétre dans les locaux **de** un serrurier mais ne saisit **de** objets **de** valeur. L'employeur **se** réagit. Exercant **une** profession libérale, il sait **de** **de** que son activité **peut** **de** l'objet d'un redressement judiciaire. Mais **de** trois architectes mènent l'enquête **de**

Le rôle des syndicats

On peut aussi découvrir au moment de l'exécution que l'entreprise n'est pas déclarée. Les procédures, qui se déroulent alors devant le tribunal de grande instance, sont complexes, donc coûteuses pour le marié. Quand

C'est encore plus compliqué quand le paiement à un salaire variable en fonction des résultats de l'entreprise. Comme dans le cas de Paul, directeur de la filiale française d'une importante société informatique américaine, licencié en 1989, il s'agit bien, pour l'expert, obligé d'aller en Suisse pour vérifier les comptes de la filiale et évaluer ainsi la moyenne réelle de ses salaires qui avait été trafiquée. Deux réfrés, deux jugements prud'hommes, deux appels de l'employeur, saisie arrêt, la procédure a déjà duré trois ans. Mais une partie du litige n'est toujours pas réglée, et Paul a décidé de se pourvoir en cassation. « Dès le début du conflit, le PDG est venu

Malgré ces obstacles, peu de salariés ont levé les bras, affirme-t-on. Ils ont bien informé de leurs droits, connaissent les procédures, mais les syndicats qui les conseillent ne leur ont pas fait connaître le poids de l'injustice et le besoin d'argent qui les aident à tenir.

Mais, face à la dérive dans l'excéntrisme des décisions, il semble difficile d'imaginer des solutions pour rendre moins parcouru du combattant. En tous cas, il paraît incohérent que la justice prud'homale n'ait pas à se soucier des suites des jugements qu'elle rend.

F. A.

L à quarante-trois ans, **le** **premier**
d'ancienneté dans une PME
existante et avec 20 000

banairines et gagna 20 000 francs par mois. Tel est le profil type du maître licencié abusivement que l'enquête a faite. Le contentieux prud'homal est l'encadrement mené par l'Union des cadres et ingénieurs Force ouvrière (UCI-FO) et l'union départementale FO de Paris. Pour la réaliser, elle a rempli, en 1984-1987 d'une part, 506 questionnaires concernant 105 des jugement la section de jugement du conseil de pru-

Premier constat : ■ litiges qui concernent de plus en plus fréquemment les entreprises de 11 à 50 salariés, touchent tous les secteurs d'activité, celui de l'audiovisuel, ■ la presse ■ de l'édition arrivant largement en

Mais la répartition par branche est plus stable qu'en 1987, où le premier secteur, la presse déjà, traitait les 20 %, suivi par l'informatique à 12 %. Autre modification entre les deux vagues d'enquêtes : l'augmentation des litiges non liés à la rupture du contrat de travail est passée de 22 à 26 %. De plus en plus de cadres font donc appel au conseil de prud'hommes alors qu'ils sont toujours en poste, le plus souvent pour des problèmes de rémunération.

L'analyse par branche montre que 72 % des affaires relèvent de secteurs couverts par une convention collective, contre 69 % en 1987. Ce recul de la protection des salariés est à rapprocher de la nature des ruptures de contrat de travail contestées : 32 % sont des licenciements économiques — première cause de rupture, —

minutiers de l'usine,
aggravation est certes liée à la
conjoncture économique, mais
également à la suppression
l'autorisation administrative de
l'augmentation ainsi qu'à l'impossi-
bilité d'obtenir des modifications
collectives et aux modifica-
tions apportées à la loi
d'août 1989, qui élargit le
champ du licenciement éco-
nomique. « Avant 1989, le licen-
ciement économique ne pouvait
intervenir que si l'entreprise
était en difficulté », précise Serge
Faye, responsable. ■ Secteur
juridique ■ L'UD-FO de Paris. Ce
n'est plus là, ça cesse depuis, cette
loi qui tend à imposer certaines
entreprises au dégrèssage sous
des prétextes fallacieux. » Mais
on peut aussi se demander si
les représentants du personnel
aux comités d'entreprise, aux-
quels on a même fait confier
de nouveaux pouvoirs
économique et
financière, ont joué pleinement

leur rôle. Second motif de rupture de contrat de travail : le grave (19 %), puis l'insuffisance professionnelle (17 %), la modification substantielle du (10 %), etc... La perte de confiance représente quant à elle, les ruptures contestées. Le s'élève à 8,2 % en 1987

Les cadres concernés par l'étude ont un âge moyen de 43,2 ans et une ancienneté moyenne de 10 ans dans l'entreprise. Ils ont encore la même inquiétude : en 1987, ces derniers ont 45,5 ans et 7,4 années d'ancienneté. Enfin, faut-il souligner que, dans 70 % des affaires, le conseil de prud'hommes a donné raison aux cadres, en totalité ou partiellement. Un tiers qui prouve une dérive dans l'application du droit du travail envers une catégorie jusque-là épargnée.

A

Une double formation face aux évolutions de la médecine

« Les entreprises, les hôpitaux et la recherche ont besoin à l'avenir de personnes maîtrisant la complexité du vivant et possédant une culture technologique », explique le docteur Michel Sérézat, chargé

Au XXI^e siècle, santé et technologie formeront, en beaucoup de domaines, un couple inséparable. La cardiologie en est un excellent exemple. Comme le rappelle l'an dernier le Dr Fabien Guin d'un colloque sur la santé technologique, les appareils enregistrent de façon analogue les battements du cœur et les progressions remplacées par des symboles digitaux. De même, les valves ont inspiré des études des dynamiques et de l'optimisation des fluides. On utilise aussi les valves pour soigner une

De ~~NOUVEAUX~~
chefs d'orchestre

« Pour gérer cette interface médecine/technologie, il faut des chefs d'orchestre dans l'industrie, d'où cette idée de créer une formation d'ingénieur-médecin », dit Daniel Grigman, directeur adjoint de l'Ecole Centrale. L'able est finalement assez simple. Au lieu de préparer l'internat, les étudiants en médecine passent la majeure partie de leur cursus à l'Ecole Centrale à Paris où ils reçoivent

une formation industrielle et économique de trois ans au **LEMI** de laquelle ils soutiennent leur thèse de médecine pour bénéficier du double diplôme de docteur en **médecine** (mention industrie) et d'ingénieur.

Mariage cultures

Futurs médecins non praticiens, ils intégreront nécessairement l'industrie ou la recherche. A moins de se lancer dans un troisième cycle classique complémentaire. Réciproquement, après une préparation spécifique, ■ ■ ■ centralisés pourraient suivre le deuxième cycle médical et soutenir leur ■ ■ ■. Pesuñari par le doyen Gouaz, doyen des doyens de faculté de médecine et Philippe Bombard, directeur des

Différentes spécialités

Cette révolution culturelle ouvre la porte à une foultitude de métiers : ingénieur bio-médical, responsable santé ■ réglementation, marketing et communication de santé, technologies nouvelles appliquées à la médecine (imagerie médicale, bio-mécatronique, prothèses, etc.).

Aujourd'hui, en l'attente de la formation ciblée, les ingénieurs-médecins de l'École centrale ont déjà quelques cycles d'ouverture comme les masters permettant à l'entreprise de s'ouvrir à différentes spécialités tels le génie industriel, l'informatique ou la mécanique en la recherche des re-

ques technologiques majeurs. On compte aussi une petite cinquantaine d'ingénieurs-médecins à part entière qui ont suivi le parcours de l'Institut Pasteur et obtenu une formation scientifique et médicale, soit, au total, un cursus de quinze années d'études supérieures! Responsable de l'unité d'hémodialyse et service néphrologie à la Pitié, le Dr Petitclercq fait partie d'un corps rare.

Après Polytechnique, il a rempli en médecine, fidèle à sa vocation de médecin-hospitalier. Son passage dans le monde des ingénieurs lui a pourtant été fort utile. Il a aujourd'hui un spécialisme reconnu : les machines de diagnostic et les machines de traitement. L'équipe recherche le développement d'un industrie sur les grandes orientations de la technique. « En tant qu'ingénieur et docteur, je suis parfaitement à l'aise dans ce rôle », dit-il.

Les nouvelles formations qui se dessinent ne sont pas destinées à former des médecins des technologies mais des hommes d'entreprises. Mais des parcours montrent toute la richesse des possibilités. De son côté, le doyen Gouazé rêve d'élargir le concept d'ingénieur-médecin à d'autres univers : juriste-médecin, journaliste-médecin, économiste-médecin, etc. Il estime que « l'apport médical qui donne à l'incertitude des décisions de l'incertitude peut être précieux à d'autres métiers ».

Catherine Lévi



INITIATIVES
RENDEZ-VOUS

TRIBUNE

L'avenir des avocats

par Xavier Jaspar

CHACUNE année, les facultés de droit déversent sur le marché du travail des centaines de jeunes diplômés (près de 1000 en 1991 pour la ville de Paris) en quête d'un premier emploi ; qu'advient-il de ces juristes en herbe et ont-ils des débouchés ? On ne peut venir grossir les rangs des nombreux demandeurs d'emploi que compte la France aujourd'hui ! Malgré la grisaille économique, qui n'épargne pas les cabinets d'avocats, il est permis de le penser. Trois raisons permettent, en effet, d'être relativement optimiste.

Le nombre d'avocats, tout d'abord ; contrairement à une idée fort répandue, la France n'est pas un pays surpeuplé d'avocats, mais qui le droit y connaît le même développement que dans les autres pays industrialisés, à développement économique comparable. A titre d'exemple, les Etats-Unis comptent un avocat pour 350 habitants environ, la Grande-Bretagne un *solicitor* pour 700, l'Allemagne (co-*Rechtsanwälte*) un pour 1 000 et la France un pour 1 500 (hors de la moitié des cas, les avocats étant licenciés à Paris). Il n'y a aucune raison pour que la France ne rattrape pas, sur le plan numérique, le retard pris sur ces autres grands pays industrialisés. Cela est d'autant plus vrai que la profession d'avocat est en pleine mutation et que la fusion au 1^{er} janvier 1993 des avocats et des conseils juridiques a permis de renforcer la profession et l'émergence de cabinets importants en taille et en effectif. La seconde raison est, bien évidemment, le développement du droit lui-même.

Il est aujourd'hui intéressant de constater que le droit est, dans la plupart des cas, la « valeur montante », face à la disparition progressive des idéologies dans le monde ; à cet égard, la nécessité de reconnaître un système juridique véritablement nouveau, que ce soit sur le plan constitutionnel ou privé, dans les ex-pays de l'Est, on est un exemple frappant ; la seconde raison est, bien évidemment, le développement du droit lui-même.

Ainsi, le droit de l'environnement ou de l'informatique sont devenus ou sont en passe

de devenir des « métiers » juridiques à part entière, nécessitant des expertises particulières, et certainement grands débouchés de juristes dans les années à venir. La fécondation *in vitro*, les problèmes posés par les « microbes porteurs », plus généralement, les manipulations génétiques sont un bel exemple de décalage entre la technique et le droit des personnes ; il n'est pas concevable que le législateur n'intervienne pas sur ces matières à brève échéance, et il s'agit, en outre, d'un domaine où les avocats auront fort à faire.

Enfin, dernier argument justifiant que la profession d'avocat a un avenir : belles perspectives devant elle : l'internationalisation de la vie économique et la suppression ou l'atténuation des frontières. Un seul exemple pour illustrer cet argument : la Communauté économique européenne. Il y a une quinzaine d'années, un avocat pouvait parfaitement pratiquer le droit des affaires en s'abstenant de s'intéresser à ce qui se passait du côté de Bruxelles ou de La Haye. C'est aujourd'hui chose impossible, et le droit européen, en pleine construction, nécessite de plus en plus dans la vie économique des entreprises.

Il est, cependant, important de préciser que les grands évènements ci-dessus ne suffisent pas, à elles seules, à assurer à chaque juriste un *bonheur* ou un épanouissement professionnel ; si l'optimisme nous de mise, il doit être tempéré par un certain nombre d'exigences qu'il convient de respecter. Le choix des spécialisations ou des matières, les domaines : le droit fiscal, le droit des sociétés ou le droit du travail restent des domaines fort demandés, mais, bien sûr, il faudra également compter avec le développement de certaines matières, notamment celles évoquées ci-dessus, qui anéantiront les grands cabinets et les départements spécifiques pour attirer les besoins de leurs clients. Les circonstances économiques jouent également un rôle prépondérant ; le droit de l'entreprise en difficulté s'affirme comme une spécialité d'actualité, alors que les fusions et acquisitions, après une phase des années 80, semblent en « régression ». Le droit des études, ensuite ; il est clair que le niveau de base des avocats est considérablement élevé et qu'il leur est difficile de trouver des clients ; la reconnaissance de cette profession, qui voit aujourd'hui les diplômés d'un certain nombre de grandes écoles (HEC, Essec, Sciences Po)

s'y intéresser à postuler auprès des grands cabinets ou occuper des postes-clés de la fonction juridique de grands groupes. La profession d'avocat doit de plus en plus se spécialiser, et l'étudiant en droit sera bien avisé, s'il le peut, de compléter ses études par une formation type école de commerce. Il y a encore trop d'avocats qui ne savent pas utiliser un *tableau* ou un ratio, mais cela ne saurait durer. Les langues étrangères, enfin ; défaut national traditionnel, qui aujourd'hui totalement incompatible avec la profession d'avocat d'affaires. Il y a quelques années, un juriste parlant couramment anglais et pouvant pratiquer son métier dans une langue était une recrue rare et de choix pour un cabinet d'avocats ; il s'agit aujourd'hui d'un critère de base, pratiquement omniprésent dans les offres d'emploi et la bouche des chasseurs de têtes. L'incitation à pratiquer une troisième langue se profile à l'horizon.

Le droit est comme la nature : il a horreur du vide ! Les cabinets les plus compétents varient selon le lieu existant et il faudra bien les satisfaire. Il est probable que l'influence du marasme économique actuel fera (se soit déjà) sentir, surtout sur les conditions d'embauche et d'évolution des carrières des jeunes juristes, ainsi que sur la réorganisation et de fonctionnement des cabinets d'avocats. Ainsi, la rémunération des collaborateurs sera plus brillante et se tasser et se traduire par une certaine homogénéisation des conditions d'embauche. Par ailleurs, l'accès des collaborateurs de cabinets d'avocats à des postes plus élevés sera probablement plus long et plus difficile. Enfin, et surtout, les avocats devront apprendre à gérer leur cabinet comme de véritables chefs d'entreprise. Certains finiront, probablement, à se regrouper pour certains en nouer des alliances. Il est vraisemblable qu'il y aura de moins en moins de place sur le marché pour les cabinets de taille moyenne, mais que les cabinets de grosses entreprises avec des cabinets de quelques personnes. Aux juristes de se répartir sur ce nouveau marché ; leur choix sera probablement plus étroit ; mais leur tâche sera certainement plus importante.

Xavier Jaspar (Xavier S.G. Archibald)

ÉCHOS

Thomson fait de l'insertion

ENVE Développement, la Fondation de France et Thomson Electroménager SA ont signé, vendredi 11 novembre au Mans (Sarthe), une convention en vue d'accroître le développement de cette association d'insertion spécialisée dans le recyclage et la vente d'appareils électroménagers usagés. Par cette convention signée pour deux ans, ENVE Développement s'engage à offrir 400 postes d'insertion d'ici 1994 grâce à l'ouverture de seize nouveaux sites d'insertion. Thomson Electroménager se propose, de participer à la formation et à l'embauche des salariés d'ENVE, une aide estimée à 1,6 million de francs. Quant à la Fondation de France, elle entend participer à l'évaluation sociale et financière de cette opération. Avec une enveloppe de 1,8 million, ENVE Développement se propose de créer les outils financiers nécessaires.

Agroalimentaire : un secteur porteur

Les industries agroalimentaires ont recruté quelque trois mille cadres en 1991 dont près de la moitié de commerciaux, selon les résultats de la dernière étude de l'Association pour l'emploi des cadres (APEC) diffusée, le 27 octobre, à l'occasion du dernier Salon des industries agricoles et alimentaires. Cette enquête révèle que l'emploi se dégrade aujourd'hui moins vite dans ce secteur que dans les autres domaines d'activités industrielles, en raison de la stabilité des besoins alimentaires et de l'émergence de nouveaux produits. Les sociétés qui recrutent avant tout des PME (97 % des entreprises de ce secteur emploient moins de cinq cents salariés).

Les Métiers des Industries agroalimentaires, collection « Demain les cadres », 40 F. APEC, 81, rue Brune, 75014 Paris. Tél. : (1) 40-52-20-00.



ETAP Bordeaux, dans la continuité de ses activités de service des entreprises et avec le souci de qualité qu'elles lui reconnaissent, organise début 1993 des rencontres sur le

PROJET ESSOR

une approche qui lui est propre du bilan de carrière et de l'audit d'orientation professionnelle.

L'ETAP vous présente ses meilleurs vœux anticipés pour l'année 1993.

ETAP BORDEAUX
115, rue de Turenne - 33000 Bordeaux

STAGES

Le service des stages est désormais accessible en tapant directement : 3615 LEMONDE. Les entreprises désireuses de passer des offres sont priées de consulter directement les annonces au 45-46-16-20. Les personnes intéressées doivent contacter STAG ETUD, 12, rue Raspail, 94257 Gentilly Cedex. Tél. : 49-08-99-99.

- ### GESTION

■ Lieu : Asnières. Date : immédiat. Durée : 3/6 mois minimum. Possibilité de prolongation. Ind. : 3 000 F. Profil : bac + 1/2, connaissances en gestion commerciale, gestion du service après-vente et des commandes. 03040.

■ Lieu : Cergy. Date : décembre/janvier. Durée : 2 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 2, école de commerce. Mission : analyse méthodes de fabrication, organisation activités boulangerie, pâtisserie, analyse poste de travail, hygiène. 03006.

COMPTABILITÉ

■ Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 2 mois minimum. Ind. : 1 620 F/mois. Profil : bac + 2/3, connaissance Macintosh, dactylo indispensable. Mission : recherche de pièces comptables, réalisation de nouveaux documents, calcul de rentabilité des opérations, suivi relationnel. 02763.

VENTE

■ Lieu : Cergy. Date : décembre/janvier. Durée : 6 semaines. Ind. : à définir. Profil : bac + 1/2, école de commerce ou université. Mission : vivre l'opération de fin d'année en stands : participation à la mise en œuvre, vente, conseil, suivi qualitatif, gestion des stocks, bilan de l'opération. 03008.
- ### PERSONNEL

■ Lieu : Cergy. Date : décembre/janvier. Durée : 2 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 4, maîtrise en droit du travail. Mission : analyse et proposition sur le thème « L'absentéisme, faut-il y voir une fatalité ou trouver les moyens pour le faire baisser ». 03007.

MARKETING

■ Lieu : Cergy. Date : décembre/janvier. Durée : 2 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 1/2, école de commerce. Mission : enquête de satisfaction clientèle, prix, choix, qualité, services, événements commerciaux (secteur produits frais). 03008.

COMMERCE INTERNATIONAL

■ Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 1/6 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 2, BTS, marketing

■ Lieu : Cergy. Date : décembre/janvier. Durée : 1 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 1, école de commerce. Mission : mise en rayon, emballage, maintenance, stocks, commandes. 03011.

■ Lieu : Plaisir. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 1/3, école de commerce, université. Mission : en tant que chef de rayon textile, mise au point du suivi de l'opération « Blanc, ligne de rayons ». 02993.

■ Lieu : Saint-Jean-d'Angély (16). Date : janvier. Durée : 4/6 mois minimum. Ind. : bac + 2/3, maîtrise en vente, BTS ou autre, micro-informatique, véhicule obligatoire. Mission : participation active à la mise en place d'une stratégie commerciale opérationnelle sur le Sud-Ouest. 03001.

■ Lieu : Emont. Date : janvier. Durée : 4/6 mois. Ind. : bac + 1/2, connaissance linguistique : bilingue, renaissance. Profil : bac + 3/4, école marketing, vente, micro-informatique. Mission : participation à la mise en place d'une stratégie commerciale opérationnelle « Grands comptes ». 03099.

maîtrise de gestion, expérience marketing international (parfumerie export). Mission : export de produits cosmétiques en Asie. 03012.

INFORMATIQUE

■ Lieu : Pénin. Date : immédiat. Durée : 2 mois mini. Ind. : 10 000 F. Profil : bac + 3, maîtrise en informatique, connaissance linguistique : bilingue ou trilingue. Mission : prise en charge d'une partie de l'organisation d'une manifestation économique de dimension européenne. Commercialisation internationale. 02987.

■ Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 1/2 mois. Ind. : non prévue. Profil : bac + 3, école de journalisme, maîtrise de la rédaction. Mission : collaboration à la rédaction d'un magazine et d'un annuaire, enquête, vérification d'informations. 03041.

■ Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : 1 800 F. Profil : bac + 1/2, communication, marketing ou autre de commerce. Mission : chargé d'affaires avec participation à toutes les phases, terrain, codification, synthèse, analyse des types de données quantitatives ou qualitatives. 03029.

■ Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 4, école de commerce, micro-informatique et anglais ou allemand. Mission : assistance des consultants, mission approche directe entreprises et candidats, participation à la gestion de bases de données. 03030.

■ Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 2 mois minimum. Ind. : à définir. Profil : bac, opérateur de saisie Macintosh II et classic, Système 7 et 8.5.1, production TV, téléphonie. Mission : secrétaire pour travaux de frappe classique et typographie. 03037.

■ Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 2 mois minimum. Ind. : à définir. Profil : bac + 1/2, BTS secrétariat. Mission : saisie et mise à jour du fichier publicisé du magazine, décision, environnement. 02998.

■ Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 1 mois minimum. Ind. : éventuelle. Profil : bac + 1, secrétariat comptabilité. Mission : secrétariat, comptabilité, informatique. 03002.

■ Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 2 mois minimum. Ind. : à définir. Profil : bac + 4, économie, santé internationale, micro-informatique : Word 5 D, Lotus, DBases. Mission : mise au point d'une base de données bibliographiques dans le cadre d'un projet de recherche en santé économique soit pour la Maghreb, soit pour l'Afrique subsaharienne (possibilité de missions sur le terrain). 03034.

■ Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3 mois (temps partiel possible). Ind. : à définir. Profil : bac + 4, économie, micro-informatique : Word 5, Lotus, Mission : participation à l'organisation d'un colloque international en économie de la santé (cours en langue française). 03035.

BIOTECHNOLOGIES

■ Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 2 mois minimum. Ind. : à définir. Profil : bac + 4, économie, santé internationale, micro-informatique : Word 5 D, Lotus, DBases. Mission : mise au point d'une base de données bibliographiques dans le cadre d'un projet de recherche en santé économique soit pour la Maghreb, soit pour l'Afrique subsaharienne (possibilité de missions sur le terrain). 03034.

■ Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 1/6 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 2. Mission : analyse politique, économique en France. 02911.

SECRÉTARIAT

■ Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 2 mois minimum. Ind. : à définir. Profil : bac, opérateur de saisie Macintosh II et classic, Système 7 et 8.5.1, production TV, téléphonie. Mission : secrétaire pour travaux de frappe classique et typographie. 03037.

■ Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 2 mois minimum. Ind. : à définir. Profil : bac + 1/2, BTS secrétariat. Mission : saisie et mise à jour du fichier publicisé du magazine, décision, environnement. 02998.

■ Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 1 mois minimum. Ind. : éventuelle. Profil : bac + 1, secrétariat comptabilité. Mission : secrétariat, comptabilité, informatique. 03002.

(Publicité)

TECHNICIEN SUPÉRIEUR, TECHNICO-COMMERCIAL (niveau bac + 1) DEVENEZ

ACHETEUR TECHNIQUE INTERNATIONAL

Objectif : acquérir une triple compétence en gestion (GPAO), négociation internationale, marketing achat.

Formation rémunérée pour demandeurs d'emploi salariés, avec participation financière du Conseil Régional Ile-de-France.

Cycle de 7 mois, dont 2 en entreprise, à partir du 14 janvier, au lycée L. Armand Paris 15^e.

Renseignements au GEPS, Paris Industrie Sud 253, boulevard Raspail, Paris 14^e.

43-21-31-69

BOSTON UNIVERSITY - PARIS
International Graduate Programs

Science in Management (M.S.M.)
Master in International (M.A.I.R.)

BOSTON UNIVERSITY, université américaine de grand prestige, offre à Paris des DIPLOMES internationaux ACCREDITÉS aux États-Unis, reconnus par les plus grandes multinationales et le monde diplomatique.

Les programmes en horaires du soir et week-ends s'adressent aux professionnels et jeunes cadres ayant un très bon niveau d'anglais.

Inscriptions : JANVIER/AVRIL/SEPTEMBRE 1993

BOSTON UNIVERSITY - Paris, 3, rue de l'Arrivée B.P. 43
15 - Tél. : (1) 40-47-95-14

(Publicité)

THE AMERICAN UNIVERSITY OF PARIS

département de formation permanente

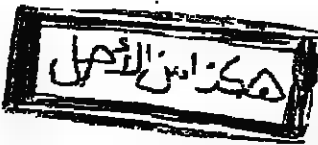
Une nouvelle profession pour un nouveau siècle : juridique.

- Formation d'assistant juridique permettant d'exercer dans des cabinets et compagnies internationales en Europe ou aux États-Unis.
- Programmes de droit français des affaires ou de droit français enseigné en français ou de droit du commerce international et de la CEE enseigné en anglais.
- Assister à une session d'information gratuite à Paris le 10 décembre à 18 h 30 ou le 12 décembre à 10 heures.
- Pour réserver votre place et obtenir une brochure gratuite contactez :

The American University of Paris
The Institute for Paralegal Studies
96, rue Saint-Dominique, 75007 Paris
Tél. : 45-51-64-58 Fax : 45-51-56-20

TIONALES

MAIRES
JAMES
M. L.



REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde • Mercredi 9 décembre 1992 39

ADMINISTRATION DES ENTREPRISES

INTEGREZ UNE BANQUE EN PLEIN DEVELOPPEMENT

DIRECTEURS DE SECTEUR COMMERCIAL

La Caisse
d'Épargne de
Bourgogne,
c'est :
250 agences,
plus de 1 000
collaborateurs,
1,2 milliard de
fonds propres,
et 30 milliards
de total bilan.

VOS MISSIONS

Sous la responsabilité du Directeur du Développement, vous élaborez le plan d'actions commerciales, gardez la réalisation des objectifs, organisez les points de vente et assurez l'encadrement opérationnel d'une équipe d'environ 60 collaborateurs répartis sur 6 à 8 agences.

VOTRE PROFIL

Vous êtes doté d'une formation supérieure BAC + 4, complétée par une expérience réussie dans fonctions similaires en milieu bancaire, vous maîtrisez l'organisation commerciale bancaire, les techniques de gestion à risque et vous disposez de réelles qualités managériales.



Merci d'adresser, pour premier contact, votre dossier de candidature (lettre manuscrite + C.V. avec photo) à la Direction des Ressources Humaines - Caisse d'Épargne de Bourgogne - 1, rond-point de la Nation - 21000 DIJON - Sous la référence LM002.

LIGNE D'AVENIR

Société Française du Radiotéléphone,
Premier Opérateur Privé de Radiotéléphonie Publique,
personnes, 1 100 MF de C.A., 2 000 MF d'investissements,
nous sommes filiale du Groupe Générale des Eaux.
Notre forte croissance conduit à renforcer notre département
juridique en recherchant un

Juriste

Conseil des différentes Directions de la société, vous intervenez sur des dossiers diversifiés (notamment droit commercial - distribution, assurances, etc.) l'autorité du Responsable Juridique, si nécessaire, en liaison avec la Direction Juridique du Groupe.

Une maîtrise en droit affaires, suivie d'une expérience en entreprise (de services de distribution par exemple) font de vous un jeune juriste averti.

Votre professionnalisme s'exprime aussi dans la précision de vos analyses, vos qualités rédactionnelles, votre adaptabilité des situations multiples, votre disponibilité, votre goût du travail en équipe, autant de valeurs que nous partageons. La maîtrise de l'anglais est appréciée.

Vous souhaitez vous impliquer et évoluer ?
Alors, nous, merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, prétentions), ref. J.J., à
SOCIÉTÉ FRANÇAISE DU RADIOTÉLÉPHONE
Service du Personnel - 35, boulevard Brune - 75014 PARIS.

SFR

Le Téléphone Liberté



Nous sommes le 1er Producteur Exportateur Européen de
Volailles, 8400 salariés, C.A. de 7 milliards de francs. Nous
sommes présents industriellement (usines d'élevage) et
commercialement par tous les circuits de distribution, dans
toute l'Europe. Notre Groupe connaît depuis plusieurs
années une croissance remarquable. Nous recherchons actuellement un :



CONTROLEUR DE GESTION

(Ingénieur + 3ème cycle de gestion, ou ESCAE)

Débutant ou expérimenté, vous avez une formation d'ingénieur complétée d'un troisième cycle de gestion ou bien vous êtes ESCAE diplômé d'un troisième cycle de gestion. Vous serez chargé du suivi de certaines lignes de fabrication ou de certains établissements du Groupe (règlement, budgets, reporting, etc.) et vous serez le garant de la bonne rentabilité de nos fabrications. Ce poste, comprenant des déplacements, est basé au siège social du Groupe, à Châteaufort (Finistère). Le Groupe DOUX est en mesure de vous proposer un avenir à la mesure de vos ambitions en matière de développement. Envoyez CV + lettre + photo (réf. 5220) à l'adresse suivante : Groupe DOUX - Direction des Ressources Humaines - BP 22 - 29150 Châteaufort.



CARRIÈRES INTERNATIONALES

Postes basés à l'étranger

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPEENNES

organise des concours

INSPECTION NUCLEAIRE ADMINISTRATEURS ET ASSISTANTS ADJOINTS

PRINCIPALES CONDITIONS D'ADMISSION (pour les candidats membres des Communautés) :
- être titulaire d'un diplôme de niveau universitaire ;
- avoir une connaissance approfondie d'une ou plusieurs langues officielles des Communautés ;
- être né après le 08.01.57.

POUR LE CONCOURS COM/A/747
ADMINISTRATEURS (A7/A6) - (m/f) -
INSPECTEURS NUCLEAIRES

- avoir accompli des études universitaires complètes sanctionnées par un diplôme ;
- avoir acquis postérieurement au diplôme universitaire une expérience professionnelle à un niveau universitaire et en rapport avec le domaine des concours ;
- l'avis de concours et le formulaire d'acte de candidature obligatoire sont encartés dans J.O. n° 22 du 12.11.92.

POUR LE CONCOURS COM/B/49
ASSISTANTS ADJOINTS (B5/B4) - (m/f) -
INSPECTEURS NUCLEAIRES

- avoir accompli des études complètes du niveau de l'enseignement secondaire supérieur sanctionnées par un diplôme de fin d'études ;
- avoir acquis postérieurement au diplôme de fin d'études une expérience professionnelle dans le domaine technique à un niveau équivalent ;
- l'avis de concours et le formulaire d'acte de candidature obligatoire sont encartés dans J.O. n° 22 du 12.11.92.

La Commission met en œuvre une politique d'égalité des droits entre hommes et femmes : elle encourage vivement les candidatures féminines.

L'avis de candidature et le formulaire de candidature, pour chaque concours, peuvent UNIQUEMENT être obtenus en expédiant une demande écrite sur carte postale, avec la référence « CONCOURS COM/A/747 » et / ou « COM/B/49 » à une des adresses suivantes :

BRUXELLES : COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPEENNES
Unité Recrutement - SC11 - CONCOURS... RUE DE LA LOI 200 - B - 1049 BRUXELLES
PARIS : COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPEENNES
Bureau de Représentation en France. Service concours COM... 288, Bd St. - 75007 PARIS
MARSEILLE : COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPEENNES
Bureau à Marseille C.M.C.I. Service concours COM... rue Henri Barbusse 2 - 13241 MARSEILLE-CEDEX 01
DATE LIMITE POUR L'ENVOI DES CANDIDATURES : 08.01.93

Importante Banque Régionale située à deux heures à l'ouest de Paris, nous souhaitons optimiser la gestion de nos Engagements et nos Finances en confiant à un seul homme la Direction des Engagements et la Direction Financière réunies à cette occasion.

Directeur Engagements, Risque et Finances

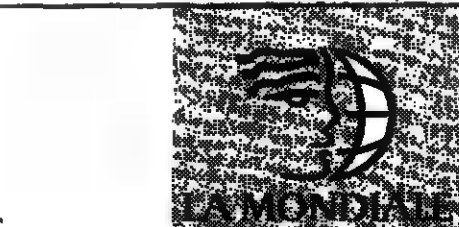
Vous êtes responsable de la sécurité financière "actif-passif" de la banque. A la tête de la nouvelle Direction regroupant les services Crédits, Juridique, Contentieux Recouvrement, Comptabilité-Fiscalité, Contrôle de gestion, Trésorerie, vous supervisez l'organisation, les outils et les procédures permettant de mieux évaluer les risques, d'optimiser les activités "crédit" sur les marchés et de développer la gestion juridique.

Pour ce poste à prise directe avec la Direction Générale, nous souhaitons un professionnel de la Banque qui dispose d'une solide expérience en crédits : prise de risque, prévention, recouvrement et finances. Agé de 35 ans minimum, vous avez aussi prouvé votre capacité et votre goût pour le management d'équipes importantes.

Merci d'adresser votre dossier de candidature accompagné d'une photo sous réf. 1040 à notre conseil, qui l'étudiera en toute confidentialité.

ETHNOS

Membre de Syntec
113, boulevard de Sébastopol 75002 Paris



Le Groupe AMONDALE (2000 personnes), dans le cadre d'une nouvelle stratégie dans la gestion des Ressources Humaines, recherche un poste de

Directeur du Développement des Ressources Humaines

Vous reportez directement au Directeur Général Délégué, Directeur de l'Administration Centrale et vous faites partie du Comité de Direction.

En collaboration avec les directions opérationnelles et fonctionnelles, vous élaborez, proposez et contribuez à mettre en œuvre l'ensemble des politiques de ressources humaines et gérez l'administration du personnel.

Vous êtes en contact permanent avec les membres du Groupe, leur apportant votre expérience, vos conseils et votre appui.

A 40 ans, de formation supérieure, vos excellentes capacités relationnelles et vos aptitudes à négocier et à anticiper sont justifiées par une expérience de 10 ans dans la fonction.

Le poste est basé à LILLE.

Merci de prendre contact avec Jacques PETITDEMANGE
ARTEGIE SA - 20, rue de la Halle - 59800 LILLE, en adressant lettre manuscrite, CV et photo.

RETENEZ CES ANNONCES SUR 3615 LM

EPRISES

Le Monde ■ Mercredi 9 décembre 1992 43

Le Monde ■ Mercredi 11 décembre 1992 41

LE MONDE DES CADRES

REPRODUCTION INTERDITE

RESPONSABLE
ADMINISTRATIF ET FINANCE

la Nouvelle République

recherche pour une de nos éditions départementales

SECRETAIRE DE REDACTION EXPERIMENTE H/F

Ce SECRETAIRE DE REDACTION a une expérience de plusieurs années en presse quotidienne, de préférence en presse quotidienne régionale.

Il a la pratique de l'informatique appliquée aux travaux rédactionnels.

Journaliste de contact, responsable, il est convaincu que la présentation et la mise en page font partie intégrante du travail journalistique.

Le poste est à pourvoir dans le chef-lieu du département.

Ne pas téléphoner. Envoyer lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo récente et prétentions à la NOUVELLE REPUBLIQUE DU CENTRE OUEST Service Ressources Humaines - 232, avenue de Grammont - 41000 TOURS CEDEX.

Le CIO c'est 2 400 collaborateurs, 180 agences, un PNB de + 9% et un RBE de + 50% au 30.09.92. Banque de forte notoriété, dotée d'une stratégie performante destinée à accompagner le développement du Grand Ouest, le CIO vous propose de rejoindre son Réseau d'Exploitation en tant que :

DIRECTEUR DE GROUPE

Votre mission : DIRECTEUR DE GROUPE d'une unité départementale, vous assurez un "rôle clé" impliquant des qualités de dynamisme commercial et de gestionnaire.

Vous êtes le Manager du Groupe des agences qui vous sont rattachées.

Moteur du développement commercial, votre champ d'action concerne le Marché des Entreprises et celui des Particuliers.

Gestionnaire, vous évaluez les risques, optimisez les moyens, améliorez la rentabilité.

Responsable du devenir professionnel de vos collaborateurs, vous êtes aussi l'interlocuteur des Partenaires Sociaux.

Chargé du relationnel, vous êtes l'ambassadeur du CREDIT INDUSTRIEL DE L'OUEST dans votre région.

Votre profil :

Vous êtes diplômé d'une école de gestion.

Vous disposez de 10 ans d'expérience dans une banque connue pour l'efficacité de ses méthodes de gestion et vous avez dirigé une agence importante.

Vos qualités d'homme de terrain et vos capacités de "manager" d'une équipe importante (effectif de 100 à 200 personnes) assureront votre réussite ainsi que de larges et réelles perspectives d'avenir.

Poste basé dans une ville importante du Grand Ouest.

CIC Banque CIO

etap

71, rue d'Autoul
75016 Paris

PROGENIA Société de conseil en systèmes d'information bancaires et financiers

Notre équipe, constituée d'experts des systèmes d'information et de finance, réalise pour ses clients (banques, institutions financières, institutionnels) des missions de conseil, d'organisation, d'audit et de mise en œuvre de systèmes d'information.

Nous recherchons, dans le cadre de notre expansion, plusieurs consultants.

Diplômé de l'enseignement supérieur, vous avez l'expérience des systèmes d'information bancaires et financiers, notamment dans le domaine des marchés de capitaux. Une personnalité affirmée, ainsi qu'une bonne aptitude à communiquer, doivent vous permettre de mettre en valeur vos compétences et d'intégrer une équipe exigeante et performante.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier (lettre manuscrite et CV) à PROGENIA, 36, rue de Laborde, 75008 PARIS.

**CONSULTANTS
Banque et Finance**

Responsable du Département Incendie - Dommages - Risques Divers

Paris banlieue parisienne

± 350 K€

Directement rattaché à la Direction Technique, vous serez chargé de la production technique, du suivi, du développement et l'évolution des produits IARD (hors automobile) commercialisés par notre groupe.

Cette mission générale comprend les aspects essentiels de tarification et de suivi des résultats techniques des produits. Vous avez la responsabilité. Vous intervenez également en matière d'adaptation des conditions générales des garanties des évolutions du marché. Vous participez en outre activement au montage technique des produits.

Vous encadrez une équipe de 4 collaborateurs. Chef de Produits et chargé d'études.

Pour prendre en charge cette fonction

clé au sein de notre groupe, nous souhaitons rencontrer des personnes âgées d'environ 35/40 ans, de formation supérieure Bac + 4 scientifique (École d'Ingénieur ou équivalent) ou économique (École de Commerce ou équivalent).

Vous justifiez d'une expérience réussie de 5 ans minimum dans la direction technique d'une compagnie d'assurance ou d'une société d'assurance.

Si vous annoncez vous intéressez, veuillez envoyer CV + photo + n° + rémun. actuelle à Michael Page Assurances 30 bis rue Spontini 75116 PARIS sous pli recommandé.

MP

Michael Page Assurances

Spécialiste en

GROUPE DE PRESSE SPÉCIALISÉE

RECHERCHE

pour une de ses publications à dominante juridique

UN CHEF DE SERVICE

de formation et d'expérience juridiques incontestées dans le domaine du DROIT SOCIAL, capable d'animer une équipe de six rédacteurs.

Des références antérieures dans la Presse Spécialisée de ce secteur seraient appréciées. (Rémunération liée aux responsabilités et au profil du candidat.)

Adresser lettre manuscrite, CV et photo, sous le n° 8605

LE MONDE PUBLICITÉ, 15/17, r. du Col.-P.-Avia - 75001 PARIS Cedex 15

CHARGE

DE MISSION

H/F

Ingénieur de formation, vous êtes, à 35 ans environ, riche d'une expérience internationale.

Vous connaissez les techniques de rapprochement d'entreprises.

L'esprit de synthèse, le sens de la communication, de l'organisation, une aisance relationnelle et le goût du travail en équipe vous caractérisent.

Vous êtes disponible pour une mission de durée déterminée.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous le réf. 241192 à Ch. LEMOINE - 1, rue Croix de France - 92100 Nanterre - Mousseaux de Yviers-Pontchartrain.

Avec BARCLAYS,
donnez un sens commercial
à votre carrière bancaire.

EXPLOITANTS Clientèle Entreprises

A 30 ans environ, diplômé de l'enseignement supérieur, 3 à 5 années d'expérience bancaire dans l'analyse du risque et l'exploitation entreprises, vous permettez de devenir un professionnel de ce secteur.

Dynamique et rigoureux, vous avez les qualités essentielles pour rejoindre la première des banques étrangères en France. Grâce à des produits et services innovants, à la mise en œuvre de compétences et au déploiement d'un nouveau réseau d'agences, BARCLAYS se positionne plus que jamais comme le partenaire efficace et dynamique de ses clients.

Pour prospecter, fidéliser et développer la clientèle d'entreprises (PME, PMI), nous recherchons des exploitants commerciaux pour nos agences à PARIS. D'autres opportunités sont à saisir sur le reste de la France. Un bon niveau d'anglais serait un atout supplémentaire.

Envoyez votre lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à BARCLAYS SEVAUX - DRH - 21, rue Lafite - 75009 PARIS

BARCLAYS

BARCLAYS

RETROUVEZ CES ANNONCES SUR 315 LM

LE MONDE DES CADRES

Animer,
gérer,
développer :
votre
ambition
en
Martinique.

Organisme à vocation sociale implanté à Port-de-France en Martinique, nous recherchons votre

DIRECTEUR

Dans le cadre de notre stratégie, nous sommes chargés d'accompagner le développement professionnel de l'équipe (place 70 personnes). Véritable force de proposition et interface avec les organes statutaires, les Bureaux et le Conseil d'Administration et les services, nous recherchons également une personne capable de gérer un service diversifié.

La quarantaine minimum, nous disposons d'une capacité d'évolution professionnelle basée sur une formation supérieure significative (BAC + 4+) et une expérience dans le domaine des Ressources Humaines ou de la Direction Administrative ou Financière. Une importante orientation sociale, l'ensemble des techniques d'usage quotidien, le droit social, comptabilité et gestion de trésorerie, dans un environnement informatisé. Vous êtes une personnalité alliant diplomatie, souplesse et détermination, votre esprit de synthèse, vos qualités relationnelles et créatives ainsi que vos capacités dans le domaine de la gestion verbale qu'écrite, font de vous un leader naturel et reconnu.

Une bonne connaissance du milieu socio-économique local constitue un atout majeur.

Ce poste est basé à Port-de-France pour les candidats résidant en métropole. La période de recrutement est soumise à conditions absolues.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo, références) s'rif : JMH/ML à HOLOCONSEIL, 54 rue du P. St-Antoine 75012 Paris qui transmettra.

HOLO
CONSEIL

CONTEXTE



LIGNE D'AVENIR

Société Française du Radiotéléphone,
Premier Opérateur Privé de Radiotéléphonie Publique,
200 personnes, 1 100 MF de CA, 2 000 MF d'investissements,
nous sommes filiale du Groupe Générale des Eaux.
Notre développement rapide s'intensifie. Nous renforçons
nos équipes en créant le poste de

**Responsable
des Etudes Marketing**

Sur un marché en pleine évolution (émergence d'un nouveau paysage de distribution), nous proposons aujourd'hui nos services à plus de 100 000 abonnés.

Au sein de l'équipe Marketing, vous proposerez, élaborerez, réaliserez ou coordonnerez la réalisation de l'ensemble des études de marché et de clientèle. Vous élaborerez également les tableaux de bord.

Après une formation Bac + 4 (statistiques, école de commerce), vous possédez un double parcours : cabinet d'études (quantitatives, Ad Hoc) et en entreprise (sociétés de services, banque, assurance...). Vous avez évolué dans un environnement fortement informatisé. Vous êtes un professionnel écouté, rigoureux et astucieux. Vous saurez être une force de proposition.

Si vous souhaitez vous impliquer et évoluer avec nous, merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, prétentions), sous réf. REM, à SOCIÉTÉ FRANÇAISE DU RADIOTÉLÉPHONE Service du Personnel - 35, boulevard Brune - 75014 PARIS.

SFR

Le Téléphone Liberté

**RESPONSABLE DE FORMATION**

SUD SEINE ET MARNE - 300 KF

Un centre accueillant prioritairement des adultes handicapés physiques pour leur réadaptation professionnelle et leur qualification professionnelle et leur action d'insertion individualisée et des formations de niveau VI, V, IV, allant de l'alphabétisation à la qualification professionnelle recueillant un RESPONSABLE DE FORMATION.

Il aura pour mission d'améliorer l'existant, de développer des nouveaux produits de formation, d'assurer l'encadrement technique et pédagogique des intervenants, que le administratif des formations. Il sera capable de mettre au point des projets, d'en organiser l'exécution et le suivi. Il possède une formation : sciences humaines comprenant de bonnes connaissances en pédagogie, une solide expérience du travail d'équipe et de la formation d'adultes, des compétences en organisation et méthodes. Une expérience du travail en milieu industriel est souhaitable. D'adresser CV, photo et prétentions à C.O.S. Nanteau-sur-Lunain - 77792 NEMOURS CEDEX.

CONTEXTE



Leader en Agrofourniture, nous sommes le 1er groupe privé dans le domaine de la fertilisation (engrais, amendements, produits phytosanitaires) et nous recherchons votre

ACHETEUR MATIÈRES PREMIÈRES

Poste basé à Mantes-la-Jolie

Votre mission : Rattaché au Responsable des Achats de matières premières :

- Vous analyserez les marchés des matières premières.
- Vous participerez à la prospection des fournisseurs à l'étranger.
- Vous négociez les conditions d'achats.
- Vous assurez l'exécution (administration, logistique, contrôle).

Votre profil : A 28/30 ans environ, je formation supérieure, bilingue anglais, vous avez une personnalité assurée et votre première expérience dans le commerce international a confirmé vos talents de négociateur et de gestionnaire.

LE GROUPE COFREMACA VOUS PROPOSE DE REJOINDRE L'UNE DE SES ÉQUIPES

La COFREMACA est un Institut de sociologie appliquée créé en 1974. Elle a introduit en France des recherches qualitatives de psycho-sociologie et socio-anthropologie. Son métier est d'aider ses clients à percevoir et anticiper les changements socio-culturels et à tirer parti pour l'action.



- Vous avez 30-40 ans, une formation supérieure grandes écoles ou troisième cycle, 3 ans minimum d'expérience professionnelle, de préférence dans une entreprise ou comme conseil d'entreprise ;
- Un très vif intérêt pour les sciences sociales et une culture solide de ce domaine ;
- Une forte capacité d'analyse et d'intuition, une aptitude à réunir les données intuitives des problèmes et leur traitement intellectuel ;
- Un instinct de consultant alliant spontanément la compréhension et l'action.

Une expérience internationale et la pratique de plusieurs langues sont des atouts significatifs.

Si vous êtes intéressé, veuillez présenter votre candidature accompagnée d'un CV et d'une lettre de motivation à CHEVRILLON, Groupe COFREMACA, 14 rue Milton, 75017 Paris.

**CABINET CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES**

A REJOINT LE "QUARTIER DE L'ÉTOILE" ET EST HEUREUX DE VOUS COMMUNIQUER SA NOUVELLE ADRESSE
3, RUE TROYON 75017 PARIS. TÉL. 47 66 15 - FAX. 48 80 29

Une puissante entreprise internationale, région touristique de l'Est de la France, propose la mission suivante :

**INGÉNIEUR OU ESC
RESPONSABLE DU SERVICE
ADMINISTRATION DES VENTES**

5 ans minimum d'expérience en logistique et service clients en milieu international. Pratique fluente de l'anglais.

Mission : Il relèvera du Directeur Logistique. Il gèrera un service de personnes réalisant :

- la gestion de l'administration des commandes jusqu'à la facturation,
- le planning et l'ordonnancement des productions,
- la gestion du stock (suivi des mises en stock et des expéditions),
- l'organisation, l'administration et la gestion des transports.

En liaison constante avec les services commerciaux et la production, il sera sur terrain une force de proposition pour améliorer la qualité et la productivité.

Poste d'avenir - Rémunération motivante.

Nous vous remercions de votre intérêt. Pour plus d'informations, contactez-nous au 01 25 28 50 00. PREMIER CONTACT - 14 rue de l'Industrie - 92532 Levallois-Perret Cedex qui transmettra.

**PREMIER
CONTACT**

CONTEXTE

**Consultant
de haut niveau**

Spécialiste de la gestion informatisée, CONCEPT propose aux grandes entreprises et aux groupes de sociétés des solutions innovantes de gestion. Nous sommes à la recherche de consultants de haut niveau pour la gestion.

Manager des projets auprès de grands groupes autour d'un système unique de consolidation comptable et de reporting de gestion, telle est la mission que vous propose CONCEPT, le n°1 de la gestion informatisée.

Avec une formation ESC ou équivalente, vous disposez d'une expérience de 5 à 10 ans, en cabinet de préférence. Des compétences reconnues dans le domaine de la consolidation, ou/et du contrôle de gestion, ainsi qu'une expérience dans la conduite de projets sont des atouts indispensables pour réussir dans cette fonction.

Pour nous rejoindre, merci d'adresser votre candidature, sous réf. M/1292, à Annick Gruau, CONCEPT, 14-16 boulevard de Douaumont, 75017 Paris.

Le CAVILAM

(Centre Audio-visuel de Langues Modernes) de VICHY
Établissement d'enseignement des langues vivantes, sous contrôle pédagogique et scientifique des Universités de Clermont-Ferrand

recherche pour un emploi de

DIRECTEUR DE LA PÉDAGOGIE

(à pourvoir dans les meilleurs délais)

homme ou femme dynamique travaillant sous l'autorité des Universités et assurant l'interface entre le CAVILAM et le CAVILAM.

FORMATION ET DIPLOMES :

formation de 3^e cycle universitaire (ou équivalent) : diplômes universitaires de 3^e cycle ; bonnes connaissances en langues étrangères.

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE :

expérience professionnelle dans le domaine du français langue étrangère, langues vivantes et dans la gestion d'équipes d'enseignants.

MISSIONS :

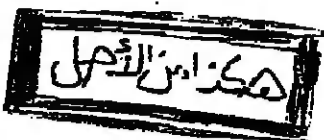
élaboration et suivi des programmes de formation ; organisation et animation des équipes d'enseignants ; mise en place de pratiques pédagogiques innovantes donnant lieu à publications.

Adresser sous les meilleurs délais CV complet, motivation avec photo, publications éventuelles, prétentions et disponibilités, au

CAVILAM

à l'attention de Madame HADIADJ
Chargée de Recrutement - Universités

14, rue du Maréchal-Foch - 63000 VICHY
Tél. : (33) 70-32-25-22



REPRODUCTION INTERDITE

SECTEURS PUBLIC ET ASSOCIATIF

LA VILLE D'AIX-EN-PROVENCE

RECRUTE UN DIRECTEUR POUR LE CENTRE MUNICIPAL DE FORMATION DES APPRENTIS

MISSIONS :

- création des relations avec les partenaires de la formation professionnelle,
- développement économique du centre,
- élaboration et contrôle du budget,
- responsabilité de l'activité pédagogique et du fonctionnement administratif.

PROFIL :

- bac + 3,
- 5 ans d'enseignement dans un établissement ou un organisme de formation,
- avoir assuré la direction ou des responsabilités dans un établissement similaire pendant 2 ans au moins,
- solide connaissance du secteur artisanal et des PME.

Qualités demandées :

- autorité de compétences jointe à un esprit d'ouverture, et de négociation,
- efficacité et rigueur,
- capacité de gestion et de conception de projets,
- sens des responsabilités,
- capacité d'animation et de direction d'une équipe,
- ouverture aux innovations,
- disponibilité.

Adresser curriculum vitae détaillé + prétentions + photo + lettre manuscrite à :

MONSIEUR LE MAIRE
DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES
BUREAU GESTION DES CARRIÈRES - Hôtel de Ville
13616 AIX-EN-PROVENCE Cedex - Tél. : 42-25-83-32.
Avant le 20 DÉCEMBRE 1992.



Instituto Cervantes

ORGANISME PUBLIC ESPAGNOL CRÉÉ PAR LA LOI 7/91 DE MARS 1991 POUR LA DIFFUSION DE LA LANGUE ET DE LA CULTURE ESPAGNOLE RECHERCHE POUR SON INSTITUT À PARIS :

1 SECRÉTAIRE DE DIRECTION (Réf. 4313-A)

Salaires : 160 000 francs

Elle dépendra du Directeur du centre qu'elle aidera dans les tâches administratives et de secrétariat en général. Nous recherchons quelqu'un avec : • une formation minimum de Baccalauréat Technique • une expérience minimum de 3 ans à un poste similaire • une connaissance parfaite de l'espagnol et du français • une connaissance parfaite de Word Perfect.

1 EMPLOYÉ(E) DE BUREAU/COMPTABLE (Réf. 4314-A)

Salaires : 175 000 francs

Il (elle) dépendra du Gérant, avec qui il (elle) collaborera dans les activités relatives à la gestion administrative et comptable du Centre. Nous recherchons quelqu'un avec : • une formation minimum de Brevet de Technicien Supérieur (BTS) administratif/comptable • une expérience minimum de 3 ans à un poste similaire • une connaissance parfaite de l'espagnol et du français • de bonnes connaissances d'informatique.

2 EMPLOYÉ(E)S DE BUREAU AUXILIAIRES (Réf. 4315-A)

Salaires : 145 000 francs

Il (elle) aura des fonctions d'appui aux différentes activités du Centre. Nous recherchons quelqu'un avec : • une formation minimum de CAP/BEP • une expérience minimum de 2 ans à un poste similaire • une connaissance parfaite de l'espagnol et du français • une connaissance parfaite de Word Perfect.

Tous les contrats seront établis en accord avec la législation française.
Les personnes intéressées peuvent envoyer leur CV détaillé à : ICSA, C/Los Madrazo, 26 - 1^{er}, 28014 Madrid (Espagne), en indiquant sur l'enveloppe la référence du poste.



Instituto Cervantes

ORLÉANS (107 000 habitants) Ville de tradition hortico-
le place la qualité de la vie au cœur de son programme
de développement et recrute par voie statutaire ou contrac-
tuelle son

RESPONSABLE DES ESPACES VERTS (INGÉNIEUR EN CHEF) R/H

Homme de terrain et de réflexion, vous serez amené à :
- établir et réaliser les projets d'aménagement de différents sites et le fleurissement de la ville ;
- animer et coordonner les activités de production et d'exposition des espaces verts ;
- assurer la gestion technique, administrative et budgétaire du service (190 personnes) et le contrôle de la SEM qui gère le Parc Floral.
Vous êtes diplômé d'une école du paysage et d'ingénieur liée au végétal. Titulaire d'une expérience professionnelle, vous avez le sens du service public, des contacts humains et une aptitude à l'encadrement.

Adresser votre candidature à : Monsieur Le Maire - Direction du Personnel - 45040 ORLÉANS Cedex 01 au plus tard le 18/12/92
Renseignements : M. LE GREN - DGST - Tél. : 38.42.22.70



DIRECTION DE L'ENSEIGNEMENT
DE LA CULTURE ET DES SPORTS

RECRUTE

UN CONSERVATEUR EN CHEF

Par voie de mutation ou de détachement pour le
MUSÉE DÉPARTEMENTAL DU PRIEURÉ
Symbolistes et Nabis, Maurice Denis et son temps
à Saint-Germain-en-Laye (Musée Contrôlé)

Sous l'autorité du Conseil Général, il sera chargé de la gestion et de l'enrichissement des collections, de la définition et de la mise en œuvre du projet culturel de l'établissement, il assurera la gestion administrative et financière du Musée.
Une expérience similaire de 5 ans minimum est exigée ainsi que de solides connaissances en Histoire de l'Art - section Art Moderne (fin du XIX^e - début du XX^e siècle)

Candidature manuscrite, CV avec photo
à adresser avant le 11 JANVIER 1993 à :

M. le Président du Conseil Général
Direction Générale des Services du Département
Direction des Ressources Humaines
2, Place André-Mignot
78012 VERSAILLES Cedex



Instituto Cervantes

ORGANISME PUBLIC ESPAGNOL
CRÉÉ PAR LA LOI 7/91 DE MARS 1991

Recherche pour son centre de Paris

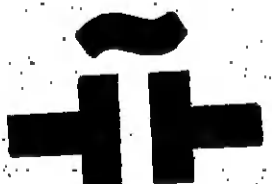
RESPONSABLE DES ACTIVITÉS CULTURELLES

Il dépendra du directeur de l'Institut et sera responsable de l'organisation et de la gestion (administrative comprise) des activités culturelles du centre.

PROFIL :

- Titre universitaire.
- Minimum d'expérience : deux ans dans des postes similaires.
- Seront un plus : la capacité d'initiative et d'organisation ainsi que la volonté de s'intégrer dans un projet de diffusion et de renforcement de la langue et la culture espagnoles.
- Connaissances approfondies de la langue espagnole, de la culture hispanique et de la langue et culture françaises.

Les personnes intéressées devront envoyer leur CV à
ICSA, c/ Los Madrazo, 26 - 1^{er}, 28014 Madrid,
en indiquant sur l'enveloppe la référence 4.286-A.



Instituto Cervantes

ORGANISME PUBLIC ESPAGNOL
CRÉÉ PAR LA LOI 7/91 DE MARS 1991

Recherche pour son centre de Paris

BIBLIOTHÉCAIRE

Il dépendra du directeur de l'Institut et sera responsable de l'organisation et du bon fonctionnement de la bibliothèque et des services de documentation.

PROFIL :

- DEUG ou licence.
- Formation spécifique en documentation et bibliothéconomie.
- Connaissances approfondies de l'espagnol et du français ainsi que des réalités sociales et culturelles françaises.
- Minimum d'expérience : 2 ans d'exercice dans un poste similaire.
- Connaissance et pratique de l'informatique exigée.
- Seront un plus la capacité d'initiative et d'organisation ainsi que la volonté de s'intégrer dans un projet de diffusion et de renforcement de la langue et de la culture espagnoles.
- Le contrat sera régi selon la législation du travail française.

Les personnes intéressées devront envoyer leur CV à
ICSA, c/ Los Madrazo, 26 - 1^{er}, 28014 Madrid,
en indiquant sur l'enveloppe la référence 4.306-A.

ASSOCIATION PROFESSION BANLIEUE RECRUTE DIRECTEUR(ICE)

du Centre de Ressources à créer dans le cadre
des opérations de Développement Social Urbain de Seine-Saint-Denis

MISSION : Conseil technique et appui aux professionnels de la politique de la Ville.

PROFIL : Expérience confirmée sur des thèmes de Développement Social Urbain (habitat, jeunes, éducation, intégration des communautés, communica-
tion, insertion par l'économie...).

Compétences dans plusieurs des domaines suivants : montage de projets, organisation de sessions de formation, techniques de communication, négociation financière, gestion d'un centre documentaire.

Capacité de rédaction.
Aptitude relationnelle, autonomie, créativité.
Formation BAC + 4.

Candidature et CV à adresser à :
ALFA, 102, rue Étienne-Dolet - 82240 MALAKOFF

50.000 hab., à 50 km de Paris

recrute POUR SON MUSÉE



Ville de Meaux

CONSERVATEUR

1^{ère} ou 2^{ème} classe

Par voie de mutation ou sur titre en qualité de contractuel (Bac + 3 ou diplôme d'enseignement technologique homologué niveau II).
Rémunération statutaire + primes + logement de fonction.

Adresser lettre, CV et photo à M. le Maire, Hôtel de Ville,
BP 227, 77108 MEAUX avant le 24/12.

DIRECTEUR GENERAL

Le Conseil régional d'Ile-de-France
cherche à pourvoir le poste de
directeur général du Festival d'Ile-
de-France

Celui-ci a sous sa responsabilité,
en relation avec les différents par-
tenaires du Festival, au premier
rang desquels le Conseil régional,
le développement de trois actions
musicales :

- le Festival d'Ile-de-France ;
- Campus à l'Oreille ;
- les Rencontres musicales de Villarcieux.

Les candidats devront :

- posséder une solide compé-
tence musicale et de nombreux
contacts avec des interprètes et
des compositeurs ;
- savoir animer une équipe de
dix personnes et gérer un budget
de 11 millions de francs ;
- avoir l'expérience de collabo-
rations avec des collectivités
locales ;
- avoir une connaissance du
milieu universitaire ;
- être très disponibles.

Veuillez adresser les candidatures
au :

Conseil régional d'Ile-de-France
Direction de l'environnement et de
la culture, 251, rue de Vaugirard -
75015 Paris

FESTIVAL
D'ILE-DE-FRANCE

CAMPUS
A L'OREILLE

RENCONTRES
MUSICALES DE
VILLARCEAUX

SECTEURS DE POINTE



Leader mondial dans le Domaine des Gaz Industriels. Nous souhaitons accueillir au sein de notre Centre de Recherche spécialisé dans le soudage Coupeage et la projection de matériaux, situé près de Cergy-Pontoise, un

INGENIEUR GRANDE ECOLE

SUPELEC, TELECOM, ...

En liaison avec les services Marketing et les bureaux d'études du Groupe, vous serez chargé de développer les technologies de l'automatisme dans un environnement d'électronique de puissance pour les procédés "électrique" de Soudage Coupeage.

Vous définirez, concevrez et réaliserez les prototypes des nouvelles gammes d'équipements et systèmes liés à ces procédés. En relation avec nos partenaires extérieurs (Centres de recherche, Université...), vous expérimenterez, maîtriserez et diffuserez dans nos filiales en France comme à l'étranger les méthodologies et nouvelles technologies liées aux nouveaux automatismes (logique floue, I.A...).

Ingénieur Grande Ecole généraliste ou à dominante "électrique", vous êtes débutant ou justifiez déjà d'une première expérience. Vous possédez une connaissance approfondie en automatique et une solide culture technique et scientifique. Une formation complémentaire de type DEA, MASTER, PHD... serait appréciée.

A votre goût de l'innovation et des technologies de pointe, vous alliez de très bonnes qualités relationnelles.

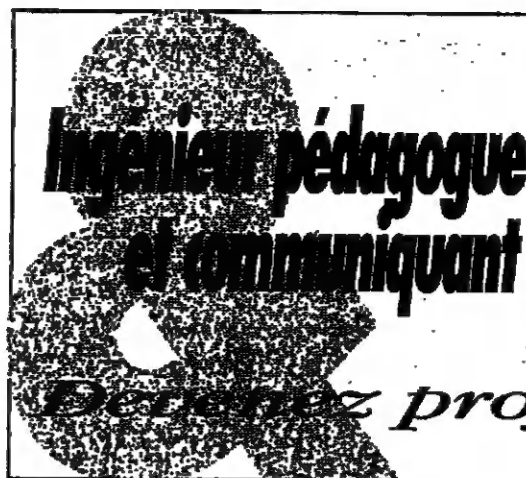
Excellente entrée dans notre activité, ce poste offre de larges perspectives d'évolution pour un candidat à fort potentiel. Une bonne maîtrise de l'Anglais et/ou de l'Allemand est indispensable.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, prétentions) sous la référence CTA 1 à L'AIR LIQUIDE, Direction des Ressources Humaines France - 75 quai d'Orsay 75007 PARIS.



N° 1 mondial pour la production et la distribution des gaz industriels, nous le sommes aussi pour l'ingénierie des gaz de l'air.

Présent dans 59 pays à travers 125 filiales, notre développement international s'accroît sur les marchés les plus porteurs : Europe, USA, Japon... et dans des secteurs d'avenir : santé, électronique, agro-alimentaire, spatial...



Nous sommes une Grande Ecole d'Ingénieurs, de conception, de réalisation, basée en région parisienne.

Nous recherchons un ingénieur ayant une expérience pratique au sein d'un laboratoire en électronique, électromécanique, électrotechnique. Vous développerez l'enseignement (cours, TD, TP) et l'activité de laboratoire d'électronique.

Pour ce poste à pourvoir dès janvier 1993, merci d'adresser lettre, CV et prétentions, sous référence 38777, à Média-Syntec, 6 impasse des Deux Croix, 75049 Paris Cedex 17, qui transmettra en toute confidentialité.

36 15 LM vous permet de consulter un mois d'offres d'emploi parues dans *Le Monde*. Les annonces présentes sur 3615 LM sont mises à jour quotidiennement.

Dans le cadre du développement de nos activités environnementales, nous recherchons notre

SPECIALISTE EN RISQUES TECHNOLOGIQUES

Il aura pour mission de développer nos activités dans les domaines de la protection de l'environnement et de la prévention des risques majeurs. Familiarisé des différentes méthodes de calculs, arbres de défaillances, du génie de la sécurité, des moyens d'organisation des secours, etc..., son rôle consistera à apporter solutions et conseils aux industries de Normandie pour contribuer à leur sécurité.

Par ailleurs ses qualités relationnelles et sa rigueur de gestion de projet lui permettront de gagner la confiance de nos clients.

Ce poste s'adresse à un ingénieur de formation chimie ou génie chimique d'une trentaine d'années et ayant consacré au moins trois ans au domaine du risque majeur, par exemple au sein du service environnement d'une entreprise de production à haut risque, ou dans l'ingénierie de la sécurité.

apave L'anglais et l'informatique seront appréciés.

Merci d'adresser votre candidature à APAVE NORMANDE - 2, rue des Mouettes BP 98 - 76132 Mont St Aignan cedex.

Valorisez votre Potentiel !

Notre société en pleine expansion (30 personnes, 18 MF de CA), est spécialisée dans la fabrication d'ENSEMBLES ELECTROMAGNETIQUES ET L'ISOLATION DE PIÈCES POUR LA CONSTRUCTION ELECTRIQUE. Nous vous proposons de

MANAGER NOTRE CENTRE DE PROFIT

Ingénieur, de formation supérieure de type Arts et Métiers, vous pouvez justifier d'une expérience réussie dans une fonction de responsable technique d'une unité de production, si possible dans un domaine proche de notre activité électromécanique.

Après une période d'intégration, vous seconderez notre Directeur Général et prendrez en charge les études (à partir de cahiers des charges fonctionnels), les contacts avec notre clientèle composée de grandes entreprises nationales et superviserez la production (2 chefs d'unités).

Le poste, basé à CERGY PONTOISE offre une rémunération attractive évaluée à 300 KF + au démarrage.

Merci d'adresser lettre de candidature manuscrite, CV détaillé et photo sous réf. 1201M à notre Conseil. Discretion assurée. Les entretiens auront lieu à Paris.

Brockhoff SA 11A rue Louis Armand - 67000 STRASBOURG PARIS - LYON

PREVENTION - DETECTION INCENDIE

Important groupe industriel (près de 20 milliards de CA) nous recherche un ingénieur technico-commercial de haut niveau pour l'une de nos filiales spécialisée dans les équipements de prévention et de détection d'incendie, implantée en région parisienne.

Vous apporterez un appui important à notre force de vente par votre expérience des matériels, des équipements et de la clientèle des entreprises industrielles et descripteurs. Vous participerez à la rédaction des offres et réviserez votre expertise technique en proposant des solutions innovantes. De formation ingénieur en électronique ou électromécanique, vous possédez une expérience de notre domaine d'activité d'environ 10 années. Poste basé en région parisienne. Déplacements de courte durée en province. Nous vous remercions d'adresser votre candidature sous référence B 1185/LM à mentionner sur l'enveloppe à VOG, 32 rue Charles-de-Gaulle, 92200 Neuilly-sur-Seine qui transmettra.

Ingénieur Etudes "Produits"

Equipement Automobile

Filiale d'un Groupe Français, nous réalisons un CA de 300 MF sur une ligne de produits destinés à l'automobile et pour laquelle un accord de "Joint-Venture" a été conclu avec un équipementier Allemand.

L'expansion que nous prévoyons chez les constructeurs automobiles Allemands nous conduit à créer un poste d'ingénieur "Produits".

Avec l'aide d'une équipe CAO et de techniciens spécialisés, vous assurerez le développement de nouveaux produits : de l'analyse du besoin chez les constructeurs (Ingénieurs Etudes, Achats) et de la préconisation des solutions techniques, jusqu'à la livraison des prototypes chez les clients, vous gerez vos projets sur les plans conception, coût, qualité, délais, en relation étroite avec le commercial et les méthodes-industrialisation.

Jeune Ingénieur mécanicien débutant ou bénéficiant d'une première expérience en B.E., vous parlez ALLEMAND, impérativement.

En nous rejoignant en PICARDIE, à proximité de la mer, vous intégrerez une équipe composée d'une vingtaine d'ingénieurs et techniciens, passionnés - eux aussi - par des produits en constante évolution.

SEFOP, notre Conseil, vous remercie de lui adresser votre candidature sous réf. BVI 1265 M.

11 rue des Pyramides, 75001 Paris.

SEFOP MEMBRE DE SYNTec

Papeteries de Golbey

Entreprise internationale près d'Epinal, dans les Vosges, Papeteries de Golbey (240 personnes) a démarré sa production de papier journal en décembre 1991, avec un investissement de 2,6 Milliards de Francs. Disposant d'un matériel à la pointe de la technologie, notre usine compte parmi les plus performantes du monde.

Pour notre Service Qualité, nous recherchons :

CHEF DE LABORATOIRE (H/F)
(Ingénieur IEP, Chimie, etc.)
(RÉF. CLAB)

Vous serez chargé de la coordination du Laboratoire, des études pour l'amélioration des process de production et des activités d'analyses des pâtes, papiers et effluents.

Vous justifiez déjà de quelques années d'une expérience similaire et vous maîtrisez parfaitement l'anglais. Une connaissance des normes ISO 9000 et une expérience de qualité totale seraient appréciées.

INGENIEUR LABORATOIRE (H/F)
EPF
(RÉF. ILAB)

Sous l'autorité du Chef de Laboratoire, vous aurez pour mission la réalisation d'études pour l'amélioration des process de production et des analyses de qualité.

Débutant ou disposant d'une première expérience professionnelle, vous êtes motivé pour valoriser vos connaissances dans des fonctions d'études et de contrôle qualité.

Merci d'envoyer, sous la référence choisie, lettre manuscrite, CV et prétentions à notre adresse :

PAPETERIES DE GOLBEY - ROUTE JEAN-CHARLES PELLERIN
BP. 109 - 88194 GOLBEY CEDEX

Groupe international agro-alimentaire, notre savoir-faire exprime la qualité, la productivité et la rentabilité, dans la transformation de matières premières, à usage industriel, pour les métiers de bouche.

Notre unité principale est certifiée ISO 9002. Poursuivant cette démarche, pour l'ensemble du groupe, à travers nos différentes unités de production, en France et à l'étranger, nous recherchons notre

Manager assurance qualité

ENSIA - ENSBANA - INSA - UTC - CESIA

Bénéficiant de l'appui total de la direction, vous aurez la charge de définir les procédures et les méthodes, destinées à la mise en place d'un système complet d'assurance qualité.

Source de propositions, progressivement, dans une approche globale, vous élaborerez le plan de mise en œuvre, animerez des groupes de travail, coordonnerez l'élaboration et la mise en place des procédures, aux différents stades de leurs applications.

Au-delà, vous procéderez à l'analyse des résultats, au regard de l'exigence du projet, à la recherche de l'optimisation constante de nos moyens.

Homme d'action et de réflexion, constructif, rigoureux, communicateur avec un fort ascendant, vous êtes âgé d'une trentaine d'années et bénéficiez d'une expérience analogue en assurance qualité.

Poste basé en région LILLOISE. ANGLAIS exigé.

Adresser lettre + photo + CV sous la référence 705 LM à ACP - J.M. CLOAREC - 47, rue de Bellevue - 92513 BOULOGNE BILLANCOURT CEDEX.

A.C.P.

هكرام النور

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde • Mercredi 9 décembre 1992 45

SECTEURS DE POINTE

GRANDE BANQUE INTERNATIONALE
recherche
pour sa Division de l'Organisation :

CONSULTANTS

■ UN CONSULTANT EN GESTION DE PROJET :

Vous mettrez à la disposition des Responsables de projets les méthodes et outils destinés à l'optimisation des coûts et des délais ainsi qu'à l'atteinte des objectifs en terme de qualité. De formation ingénieur ou équivalent, vous disposez de 3 à 5 années d'expérience qui vous rendent autonomes et experts dans la maîtrise des outils de planification (ARTEMIS, PMW,...).

■ DEUX CONSULTANTS EN ORGANISATION :

Vous conduirez ou encadrerez des missions de réorganisation et d'amélioration de la productivité administrative dans les entités du siège. De formation ingénieur ou équivalent, doté d'une solide expérience (5 à 7 années) de management et de négociation si possible dans le domaine de la logistique ou de la distribution, vous souhaitez à présent donner une nouvelle dimension à votre carrière.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV et prétentions), sous réf. 45345, à ORGANISATION ET PUBLICITE - 2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

Monétel

Concepteur et Fabricant de Matériel de
PAIEMENT ELECTRONIQUE, SYSTEMES de
PEAGE et de PUBLIPHONIE, recherche

Notre jeune société
(600 personnes)
est implantée
dans la région
Rhône-Alpes (Valence)
et offre des métiers
de haute technologie
sur un marché
international évolutif
(200 ingénieurs/
ingénieurs en recherche
et développement).

Nous avons pour
partenaire le groupe
ASCOM
(18 000 personnes).

Ingénieurs de haut niveau

De formation Sup Telecom, Centrale, Polytechnique,
Supélec, vous intégrez nos bureaux d'études en
TELECOMMUNICATION et MONETIQUE.

Chefs de projet (ingénieurs logiciels)

Dans le domaine des TELECOMMUNICATIONS,
vous avez une expérience de plusieurs années en
micro-informatique et en systèmes d'exploitation.

Merci d'adresser lettre, CV + prétentions à
MONETEL SA - DRH - rue Claude Chappe
BP 344 - 07500 GRANGES LES VALENCE.

SCIC GESTION
ILE-DE-FRANCE

SCIC Gestion
Ile-de-France,
société prestataire de
services, 2 000 collabo-
rateurs, gérant un patri-
moine social de 100 000
logements pour des sociétés
immobilières, recherche pour sa
Direction des Projets et de
l'Assistance à la Maîtrise d'Ouvrage
située au Kremlin Bicêtre, des

DIRECTEURS DE PROGRAMMES

Vous serez chargé d'initier et conduire des projets
complexes de réhabilitation et de restructuration de
quartiers, d'apporter un appui technique et méthodolo-
gique aux responsables de projet, de développer avec dyna-
misme de nouveaux marchés. Ingénieur, architecte ou urbanis-
te, vous bénéficiez d'une expérience d'au moins 10 années dans
la prise de responsabilité dans l'habitat et l'aménagement urbain.

INGENIEURS CHEFS DE PROJET

Avec 5 ans d'expérience minimum en organismes immobiliers HLM ou autres,
vous êtes ingénieur ou architecte et serez chargé de l'expertise de patrimoine, de
la conduite d'opération de réhabilitation depuis la définition du programme et du
montage financier jusqu'à la réalisation. Fin négociateur, organisateur rigoureux et effi-
cace, vous saurez mener les concertations avec les locataires et avec les différents par-
tenaires, contracter avec les entreprises, assurer la gestion financière et conduire la réali-
sation des travaux. Merci d'adresser vos candidatures à la SCIC GESTION Ile-de-France
Jean René LEGENDRE - Direction des Ressources Humaines - 14/16, rue Voltaire
94240 LE KREMLIN BICETRE.

2 Ingénieurs ou Universitaires Spécialistes en Mécanique des Fluides

Grenoble

Rattachés au Responsable du Département, vous
serez chargés au sein d'une équipe :

- pour l'un, de développer et d'exploiter des
logiciels de calculs en mécanique des fluides
appliqués à nos turbo-machines,
- pour l'autre, de développer la conception
hydraulique de nos turbo-machines.

Vous travaillerez en relation avec notre Laboratoire
Hydraulique et nos Ingénieurs Développement.

Débutants ou quelques années d'expérience, vous
avez une formation Grandes Ecoles ou
Universitaire, vous êtes entrepreneurs, vous avez le
goût des responsabilités, vous aimez travailler en
équipe et votre anglais est performant. Vous êtes
alors, les candidats que nous cherchons.

GEC ALSTHOM

NEYRPC

Merci d'adresser votre candidature avec CV à :
Gestion des Cadres - Société NEYRPC
BP 75 - 38041 GRENOBLE cedex

CNRS
CENTRE NATIONAL
DE LA RECHERCHE
SCIENTIFIQUE

Premier organisme de recherche fondamentale en
Europe, ses 26 000 collaborateurs, en France, se
mobilisent avec rigueur et passion pour créer et
diffuser un savoir essentiel à la société. En 1993,
pour ses laboratoires répartis dans toute la France,
le CNRS va recruter par voie de concours près de :

400 CHERCHEURS

NIVEAU DOCTORAT OU TRAVAUX EQUIVALENTS

dans toutes les disciplines suivantes :
physique, mathématiques, sciences pour
l'ingénieur, chimie, sciences de l'univers, sciences
de la vie et sciences de l'homme et de la société.

Les dossiers de candidature sont à retirer dans les
délégations régionales.

Ils peuvent être déposés jusqu'au 8 janvier 1993.

La liste des postes à pourvoir et les adresses des
délégations régionales sont accessibles sur Minitel
au 3614 code SIG4 Rubrique POSTEL.

**Société
des Autoroutes
Paris-Normandie**

RESPONSABLE ENVIRONNEMENT

PARIS - ROUEN

La trentaine, de formation Grande Ecole (Ingénieur ou Agro...), vous avez une sensibilité à
l'Environnement et si possible une première expérience de terrain dans ce type de
responsabilité.

Votre mission sera de définir la politique opérationnelle de la société en matière
d'environnement tant pour l'autoroute existante que pour les nouvelles. Au sein de la Direction
du Développement, vous proposez une politique de communication, gérez les dossiers depuis
l'avant-projet autoroutier jusqu'au suivi des chantiers.

Homme d'initiative, vous avez le sens de l'équipe et des talents de communicateur.

Une société dynamique en fort développement, fondant sa compétence sur la qualité de ses
hommes et ses innovations technologiques vous attend.

Motivé par ce poste ? Merci d'adresser CV, photo et rémunération actuelle,
à notre Conseil MERCURI URVAL - 95, avenue Victor Hugo
92563 RUEIL MALMAISON Cedex sous réf. 46 7114
(portée sur la lettre et l'enveloppe).

Mercuri Urval

RETROUVEZ CES ANNONCES SUR 36 15 LM

LE MONDE DES COMMERCIAUX

Marketing - Vente - Commercial

Ingénieurs commerciaux



Concept
Spécialiste de la gestion informatisée, CONCEPT propose aux grandes entreprises et aux groupes des solutions autour de progiciels dans les domaines de la finance, de la comptabilité et de la gestion.
Pour Paris et les régions : Nord, Rhône-Alpes, Sud-Ouest, nous recherchons des ingénieurs commerciaux.

Savoir vendre et développer son CA sont des évidences bien sûr, mais devenir un commercial émérite chez CONCEPT, le n°1 de la gestion informatisée, tel est le défi que nous vous proposons.
De formation supérieure de type ESC ou équivalent (Bac + 4), vous disposez d'une première expérience d'environ 3 ans dans la vente de progiciels de gestion ou de prestations de services.
Pour nous rejoindre, merci d'adresser votre dossier de candidature, sous réf. CM/1292, à Annick Gruau, Concept, 14-16 boulevard de Douaumont, 75017 Paris.

CHEF DE PUB

Vous aurez deux missions :

- en partenariat avec le Directeur de notre agence, développer le CA de nos clients dans le hors médias (salons, marketing direct, affichage, tractage, annuaires,...) et participer à des actions de relations publiques.
- assumer seule, pour notre filiale édition et régie publicitaires, la vente d'espaces publicitaires ainsi que la réalisation de nos supports destinés aux prépas hec et aux math sup - math spé (fixe + intéressement sur la marge brute dégagée).



agence de publicité spécialisée dans la communication des écoles - Titre Intermédia - 12 ans d'expérience - 15 MF de CA - 4 personnes

Vous avez 28-35 ans, au minimum une formation Bac + 3, le statut de cadre, l'habitude de la micro-informatique sur IBM PS2, une expérience commerciale réussie et une connaissance du monde de la formation. Vous êtes organisée, adaptable et rigoureuse. Vous avez le sens des responsabilités et de l'aisance relationnelle.

Merci d'adresser lettre manuscrite + CV avec photo + salaire actuel à PROMO J - Service LM - 15 rue de Paris - 92100 Boulogne. (Métro Porte de Saint-Cloud)

GRUPE CEPME

LA

BANQUE DE L'ENTREPRISE

recherche son

DIRECTEUR COMMERCIAL

De formation supérieure, vous êtes un professionnel du marché des entreprises et avez déjà encadré des exploitants.

Rattaché au Directeur Général, vous aurez l'opportunité de mettre en oeuvre vos qualités de manager en animant une équipe de Chargés d'Affaires. Membre du Comité de Direction, vous participerez à la définition et à l'exécution de la politique de la Banque.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, C.V., photo et prétentions) au service du Personnel - 28, rue Cambacérès 75008 PARIS.

Un projet à nos couleurs : le marketing terrain

A 70 km au Nord de Paris, BASF PENTURES + ENCRE, filiale très active d'un des plus importants groupes chimiques mondiaux vit de grands projets d'expansion. Avec 1300 Personnes nous réalisons un CA de 1,5 milliard de F et progressons dans un esprit d'innovation et de qualité.
Nous vous accueillons à CLERMONT, dans un cadre où l'engagement et le savoir-faire contribuent à la pérennité de notre entreprise.
Issu d'une Grande Ecole de Commerce, bilingue anglais ou allemand, vous souhaitez aborder le marketing opérationnel avec la perspective de vous orienter vers des responsabilités liées à la commercialisation d'un produit technique destiné à l'imprimerie (+ 2000 clients).
Nous vous proposons dans un premier temps, d'assurer le lancement d'une nouvelle gamme de produits. Responsable d'un budget publicitaire conséquent, vous veillerez au bon déroulement des campagnes publicitaires, gèrerez la promotion des ventes, les relations publiques et l'organisation des salons... Dans un souci d'optimisation et de qualité, vous suivrez les distributeurs et soutiendrez les actions commerciales auprès des clients directs.
Vous souhaitez vous investir au sein d'un groupe vous apportant son soutien et ses perspectives, adressez votre candidature avec CV et prétentions sous réf. M08/12CP à BASF - Pentures + Encre Service Emploi 63076 - CLERMONT DE L'OSE cedex

BASF

Centre d'Enseignement Scientifique et Technique de pointe le GROUPE ESIEE

(Ecole Supérieure d'Ingénieurs en Electronique et Electrotechnique)

RECHERCHE

dans le cadre du développement de ses actions de partenariat industriel :

- pour sa Direction des Relations Extérieures, Industrielles et Internationales :

INGÉNIEUR COMMERCIAL

SA MISSION :

- prospection et développement des activités contractuelles et de partenariats auprès des entreprises.

- pour sa Direction de la Formation Continue :

INGÉNIEUR COMMERCIAL

SA MISSION :

- prospection auprès des entreprises ;
- commercialisation et marketing des actions de formation continue du Groupe.

Leur profil : Diplôme d'une grande école d'Ingénieurs (Electronique ou Informatique), complété par une formation en marketing ou action commerciale (Ecole de gestion ou Mastère spécialisé).



Adressez votre candidature au Service du Personnel du Groupe ESIEE
Cité Descartes, BP 99,
2, bd Blaise-Pascal,
93162 NOISY-LE-GRAND



CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS



1er Constructeur Français de calculateurs à architectures parallèles - recherche pour répondre à son évolution française et internationale.

INGÉNIEUR COMMERCIAL SENIOR

Vous possédez une expérience confirmée de la vente de calculateurs scientifiques auprès de grands comptes français et internationaux.

La connaissance de ventes directes et/ou de création-animation de réseau à l'export dans les produits high-tech serait un plus apprécié. Réf. U1

DE MARKETING RATIONNEL

De formation supérieure, vous avez acquis une expérience significative des produits high-tech, de leur mode de distribution. Votre dynamisme et votre professionnalisme vous permettront de participer de façon opérationnelle à l'évolution de l'entreprise et de ses produits. Réf. U2

INGÉNIEUR SUPPLÉMENT ET FORMATION

Interface privilégiée entre nos clients, que vous conseillez et formez, et notre service de R&D, vous développerez l'ensemble des supports de formation et de suivi des sites.

De formation Ingénieur, vous possédez un sens pédagogique affirmé et êtes soucieux de développer un centre de compétences. Réf. U3

Ces postes évolutifs, basés à Paris, nécessiteront de nombreux déplacements en France et à l'étranger.

Anglais impératif, seconde langue appréciée.

Merci d'adresser vos candidatures (courrier, manuscrit, CV et prétentions) à ARCHIPEL - Lydia Chérif - 24, boulevard de l'Hôpital - 75005 Paris.